

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol. 120-2023

Identité de la Cité et engagement révolutionnaire :
Tripoli (Liban), une ville incontournable dans la Révolution
(Thawra) libanaise de 2019

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master Moyen-Orient
par Dimitry Vurbier

Rédigé sous la direction de Daniel Meier
Jurée : Silvia Naef
Genève, septembre 2022

Aux Libanaises et Libanais qui ont péri en mer le 23 avril¹, à leurs défunes familles, fuyant une réalité quotidienne devenue impossible, aspirant aux changements qu'ils ne connaîtront pas, espérant une vie ordinaire qui leur a été volée, face au cauchemar délibérément voulu par une classe politique que beaucoup espèrent sur la fin.

¹ « Naufrage au large de Tripoli : les opérations de recherche se poursuivent, affirme l'armée », *L'Orient-Le Jour*, 28 avril 2022.

Remerciements

Mes premières pensées vont naturellement vers mon directeur de mémoire Daniel Meier qui depuis plusieurs mois maintenant m'encourage et me permet de me perfectionner dans ce travail exigeant. Ses nombreux conseils, son expertise et son suivi attentif m'ont permis de réussir ce mémoire. Pour toutes ces raisons, je veux le remercier très chaleureusement.

Mes pensées vont vers toutes celles et ceux sans qui ce mémoire n'aurait été qu'un travail de bibliothèque, tous ceux qui m'ont permis de faire vivre humainement ce récit, tous ceux qui à Tripoli m'ont aidé, accompagné, conseillé, mais ont aussi partagé avec moi, créant parfois des amitiés. En ce sens, à l'heure où j'écris ces lignes, je ne peux omettre Walid pour son amitié de tous les jours, mais aussi Khalil, Fouad, Rabiha, Karem, Nazih, Carlos et tant d'autres.

Je tiens aussi à remercier tous ceux qui m'ont épaulé lors de la rédaction de ce mémoire, même parfois supporté, en premier lieu Claire pour son attention de tous les jours et sa relecture sérieuse et rigoureuse. Enfin, je remercie Lucas et Juliette pour leurs exigeantes relectures.

Je souhaite à toutes et tous une excellente lecture.

Sommaire

Remerciements	3
Sommaire	4
Avant-Propos	5
Introduction	6

Première partie

Marginalité nationale et préservation de l'identité de la Cité

Chapitre 1 : Le déclassé tripolitein : constat de l'abandon national	17
Chapitre 2 : Les relations entre Tripoli et sa région : de la méfiance à l'ouverture	20
Chapitre 3 : La révolution à Tripoli : la défense d'une identité profondément libanaise	23

Seconde partie

Sociologie de la Cité et identité révolutionnaire des habitants

Chapitre 1 : L'identité sunnite au Liban : la déliquescence politique d'une communauté	27
Chapitre 2 : Tripoli, bastion sunnite libanais : état d'une conscience révolutionnaire	31

Troisième partie

Misère endémique et espoir révolutionnaire du changement

Chapitre 1 : La pauvreté tripolitaine : misère globale et tentative révolutionnaire	36
Chapitre 2 : Pauvreté et limites révolutionnaires : le désengagement populaire	40

Quatrième partie

Réflexions sur la révolution et ses enjeux à Tripoli

Chapitre 1 : Image, propagande et médias : le bousclement révolutionnaire	44
Chapitre 2 : De la révolte à la révolution : émergence de l'identité nationale libanaise	48

Conclusion	52
Bibliographie	54
Annexes	57
Table des matières	72

Avant-Propos

Samedi 14 mai 2022 — Tripoli, centre de campagne de Camille Mourany², veille des élections législatives libanaises. « Il y aura deux types de votants demain. D'un côté, ceux qui auront voté le changement, les valeurs de la *Thawra* et qui sortiront la tête haute. De l'autre, il y aura ceux qui n'ont pas osé, qui sortiront la tête basse, conscients de n'avoir pas saisi une chance historique »³. J'écris ces quelques lignes au jour de l'élection législative, le 15 mai. Je ne connais pas encore le résultat, mais ici on ne parle que de ça.

Ce mémoire repose sur une étude attentive de textes et de doctrines, d'analyses des sources et de réflexions personnelles. Cependant, il repose aussi sur un terrain que j'ai mené au mois de mai 2022, essentiellement à Tripoli et dans lequel j'interroge directement les Libanaises et les Libanais sur la Révolution de 2019. En deux années, le pays du Cèdre a sombré économiquement et politiquement. Mes entretiens sont influencés par ce vote politique et inconsciemment, les personnes que j'interroge évoquent plus facilement l'avenir et son élection que le passé et sa Révolution. Néanmoins, les échanges que j'ai pu avoir me semblent très riches et pertinents, raisons pour lesquelles je les utilise tout au long de ce travail.

« Fuck Lebanon »⁴. Deux ans après mon départ⁵, mon retour au Liban s'est vu accompagné d'un discours de rejet global du pays par ses habitants. Alors en pleines élections législatives, le pays du Cèdre semblait plus divisé que jamais, dans l'espoir incertain de voir les ambitions révolutionnaires de ses habitants se développer. Le dynamisme de la Révolution a laissé place à la lassitude, ses ambitions ont été balayées par la tentative quotidienne de s'en sortir, ses espoirs se sont dissipés face à ceux qui quittent le pays.

Ce terrain est mené dans une ville profondément en crise, qui dans sa grande majorité ne croit plus au changement. Une ville au fond du gouffre, qui ne parvient plus à se battre pour changer les choses. Cependant, ce terrain est mené dans une ville portée par les Tripolitains, qui conservent en eux une chaleur et une force incroyable.

Tripoli, le 15 mai 2022

² Candidat maronite sur la liste « الإنتفض للصيادة والعدالة » (*ai'intaf lil syadat wal'adaala*) dans la deuxième circonscription du Nord-Liban à l'occasion des élections législatives. Pour plus d'informations sur les listes, consulter le journal tripoliteain « *attamaddon* » (uniquement en arabe).

³ Entretien avec un soutien de Camille Mourany.

⁴ Ces sont les premiers mots entendus d'un chauffeur de taxi qui m'évoquait les conditions du pays en mai 2022.

⁵ J'ai étudié au Liban, à l'USJ, d'août 2019 à janvier 2020.

Introduction

Les Libanaises et Libanais de passage sur la place *Al-Nour*⁶ semblent avoir tourné une page. Celle qui a vu des milliers et parfois des millions de nationaux affluer deux ans auparavant, est désormais bien vide. Celle qui fut animée chaque soir par les cris de contestations, par les platines de DJ Malik, est dorénavant bien silencieuse. Celle qui a vu naître un symbole, un peuple émergeant au pied de la Cité millénaire, semble contrariée. Le mur de la Révolution peint en son honneur, autrefois considéré comme l'incarnation symbolique de la contestation, est désormais recouvert d'affiches électorales des partis traditionnels, ceux que la Révolution⁷ a tant combattus. En ce jour de mai 2022, la place semble figée, absente comme si elle n'avait jamais porté l'espoir d'un peuple. Le mariage de Tripoli et de la Révolution n'offre aucun faire-part à la population, ni même aux rares touristes qui viennent visiter la ville en dépit des prohibitions générales. Néanmoins, la place reste l'unique symbole visible de la contestation dans la capitale du Nord, car en entrant dans la ville, les références à la *Thanra*⁸ n'existent plus.

Pourtant deux ans auparavant, Tripoli, deuxième ville du Liban, tantôt considérée par certains comme « ville la plus pauvre du Liban, voire de l'aire méditerranéenne » tantôt « de Kandahar⁹ Libanaise »¹⁰ en référence à l'émergence de groupes islamistes radicaux dans ses quartiers les plus défavorisés, portait l'espoir de la Révolution nationale. Pour ma part, je lui préfère le nom que le regroupement de communes avec Al-Mina et Beddaoui lui a conféré : *Al-Fayha*, traduisez « la parfumée ». En effet, Tripoli dégage un parfum singulier, différent de celui que l'on trouve à Beyrouth ou dans les autres villes du pays. Tripoli impose une solennité d'usage, un regard attentif et rigoureux à son histoire, qui ne peut laisser quiconque indifférent à son charme. Tripoli vous envoûte. Son parfum vous emmène au cœur de la vieille Cité et vous rappelle l'importance historique de la ville, tant sur le plan économique que sur le plan politique. La sympathie et l'hospitalité de ses habitants, sans omettre leur pluralité déterminante dans l'identité de la Cité, vous invitent dans ce que je considère être la ville la plus équivoque du Liban. Bien que son patrimoine et ses administrés nous traduisent volontiers des éléments de l'identité de la Cité, chaque jour qui passe semble creuser le mystère tripolite. Ses habitants ont une véritable conscience de groupe et pourtant, inconsciemment, il y a une forme de division dans la société tripolitaine, à commencer par son espace urbain. Chaque quartier présente une caractéristique unique, une vie d'arrondissement importante et centrale qui a conduit de grands universitaires, comme Michel Seurat, à s'intéresser à la logique de rattachement au quartier des habitants autour du concept d'*asabiyya* urbaine¹¹. La vieille ville *mamelouke* et ottomane de Tripoli est séparée par une rivière des quartiers populaires et rongés par l'extrême pauvreté, de Qobbé, Bâb Tebbâné et Jabal Mohsen. De l'autre côté, entourant la vieille ville sur son flanc méditerranéen, les quartiers d'Abu Samra et d'Azmi, espaces plus contemporains réservés à la classe moyenne de la ville, s'érigent en nouveau centre urbain. Néanmoins, ces quartiers tendent à leur tour à devenir des quartiers populaires depuis quelques années, en raison de la crise économique majeure qui touche principalement les classes moyennes et populaires libanaises. Tripoli n'est donc pas une ville au centre-ville incontournable et important pour ses riverains. Au contraire, la ville s'étend et se divise selon des préférences de quartiers et donc de cadres de vie, débouchant vers une grande confédération d'espaces. Cependant, chaque habitant de ces lieux-dits vit au rythme de la ville et en ce sens, Tripoli constitue une véritable Cité. Nous étudierons cette organisation au cours de ce travail.

⁶ Traduire « Place de la Lumière » de l'arabe, carrefour situé à l'entrée de la ville de Tripoli en venant depuis Beyrouth.

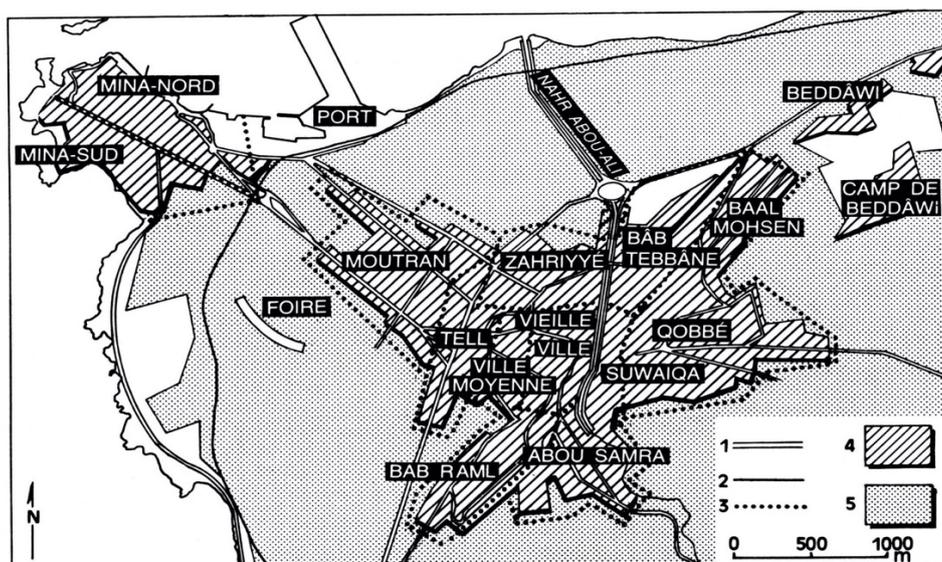
⁷ Le terme Révolution sera repris tout au long de ce travail pour une raison simple : c'est le nom que les Libanais lui ont donné en 2019. Nous étudierons plus tard la qualification la plus juste pour cet événement.

⁸ Traduire « Révolution » de l'arabe, terme utilisé par les Libanais lors des contestations de 2019.

⁹ Ville afghane considérée comme le berceau des *talibans* dans le pays.

¹⁰ Ibrahim CHALHOUB, « Tripoli, de la Kandahar du Liban à la mariée de la Révolution », *Challenges*, 23 octobre 2019, numéro 713.

¹¹ Pour plus de renseignement, lire l'article suivant : Michel SEURAT, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'un 'asabiyya urbaine », in Mona ZAKARIA et Bachchbâr CHBAROU (dir.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, Collection Contemporains Publications, 1985, pp. 45-86.



Carte des quartiers de la ville de Tripoli (source : Michel Seurat, voir note 11)

Désormais, pour entrer pleinement dans la compréhension du sujet, il est nécessaire de revenir sur le passé de la ville et de ses habitants. Pour comprendre son histoire, les 164 monuments historiques de la ville traduisent sa richesse¹².

Une richesse historique sans égale dans la région

Depuis la place *Al-Nour*, nous avançons vers le cœur de la Cité jusqu'à atteindre la Citadelle de Raymond Saint Gilles (*Qala'at Sanjil*), perchée sur une colline qui surplombe d'un côté la vieille ville et de l'autre la rivière Abou Ali, depuis laquelle domine l'autre colline de Qobbé et Jabal Mohsen. Les quelques militaires présents sur le site fument une cigarette devant ce monument historique de presque un millénaire, marqué par trois impacts d'obus syriens sur son flanc sud. Si les murs parlaient, ils raconteraient l'histoire de l'imprenable citadelle croisée, dont les fondations remontent déjà au XI^e siècle. L'histoire de celle qui a vu les Croisés s'installer sur la ville pendant plus de 180 ans¹³, dans laquelle Salah Ed Din s'est toujours refusé à quelconque exploration¹⁴. En 1289, la ville est prise par l'Empire mamelouk, dont la puissance sans équivoque dans la région ne laisse guère de surprise au développement que Tripoli va connaître.

¹² Alexandre NAJJAR, *Dictionnaire amoureux du Liban*, Paris, Éditions Plon, 2014, p. 215.

¹³ John GULICK, *Tripoli a modern Arab City*, Harvard, Éditions Harvard University Press, 1967, p. 13.

¹⁴ Pour plus de renseignements, lire l'ouvrage : Geneviève CHAUDEL, *Saladin*, Saint Amand Montrond, Éditions Pygmalion, 1991.



La citadelle Croisée vu depuis Qobbé (Source : Dimitry Vurbier) – mai 2022

Autour de la Citadelle, les *mamelouks* développent une Cité, qui devient prospère au fil des années. Désormais, depuis la colline sur laquelle nous nous étions arrêtés, nous descendons vers la vieille ville en direction de la mer. Une ambiance conviviale nous berce et pour les plus érudits, chaque pierre raconte l'histoire du développement spectaculaire que la ville connaît sous la domination de l'Empire. De la mosquée Al-Mualak, datée de 1559, au *Hammam* Al-Jadid, daté de 1740, ou encore la mosquée Abdel Wahed de 1305, le *Khan* Al Askar du XIV^e siècle, sans oublier Berj Al Sibae, de son nom francophone « Tour des lions », datée de 1441¹⁵, l'Empire *mamelouk* a permis à Tripoli de se développer intellectuellement, économiquement et politiquement en devenant une Cité carrefour dans l'espace proche-oriental et méditerranéen. Dès lors, Tripoli devient jusqu'à l'ère ottomane, la plus grande façade maritime orientale de la Méditerranée. La ville exploite avec intelligence ses nombreux atouts, notamment la connexion maritime et terrestre, devenant une Cité commerciale incontournable sur cette aire géographique.

¹⁵ Ali FAOUR, *Géographie urbaine de la ville de Tripoli (Liban)*, Bruxelles, thèse de doctorat soutenue à l'Université libre de Bruxelles, 1975, pp. 36-50.



En haut, de gauche à droite : *Souk* de la vieille ville *mamelouke* de Tripoli. Vestige d'une ancienne école *mamelouke*
 En bas : Vestige d'une ancienne mosquée *mamelouke* réhabilitée en palais à l'ère ottomane. – mai 2022
 (Source : Dimitry Vurbier)

Tripoli est par la suite intégrée à l'Empire ottoman en 1520. Nous retrouvons le patrimoine ottoman qui entoure la vieille ville *mamelouke*. Ses bâtiments se confondent dans le paysage avec les constructions françaises et italiennes, mais Tripoli conserve une architecture ottomane conséquente. Sous l'Empire, Tripoli connaît une trajectoire semblable au « géant sunnite »¹⁶. Ainsi, dès le XVIII^e siècle, l'ère de prospérité que

¹⁶ John GULICK, *Tripoli, a modern Arab City, op.cit.*, pp. 17-24.

connaissait la ville commence à décliner, en parallèle du déclin ottoman, ce dernier étant contraint d'occidentaliser son organisation administrative avec une série de réformes, les Tanzimat¹⁷. TE Lawrence écrivait à ce sujet que « la vie moderne devenait trop compliquée pour lui (L'Empire) »¹⁸, ce qui constitue un point de réflexion intéressante sur le phénomène de la modernité administrative et politique de l'Empire et par conséquent des États arabes. La question de la modernité ayant été très importante dans l'évolution de la ville, celle-ci parvient à rester un *hub* commercial important et connecté à l'Europe¹⁹. Au début du XXe siècle, l'Empire ottoman est condamné et les Européens profitent de ce déclin fatal pour se partager la région²⁰. En 1920, le Grand Liban est proclamé par le général français Henri Gouraut depuis la Résidence des Pins à Beyrouth. Soutenu par la volonté émancipatrice des chrétiens maronites du Mont-Liban, région déjà constituée depuis des dizaines d'années comme une aire autonome (mais pas indépendante) de l'Empire ottoman, le nouvel État libanais est pensé pour les chrétiens en premier lieu²¹. Seulement, la volonté commune des protagonistes de vouloir rendre cette terre économiquement viable les conduit à ajouter des régions autrefois ottomanes : le Sud-Liban, la Bekaa, Beyrouth et le nord du Liban, à savoir la région de Tripoli et du Akkar²².



Construction datée du XXe siècle dans le centre-ville de Tripoli – mai 2022
(Source : Dimitry Vurbier)

¹⁷ Série de réformes juridiques et administratives de l'Empire ottoman adoptées en 1839 et 1876, qui conduiront le géant sunnite progressivement vers sa fin, la libéralisation n'étant pas un atout du succès de l'Empire ottoman.

¹⁸ Thomas Edward LAWRENCE, *Les 7 piliers de la sagesse – Tome premier*, Saint Amand, Éditions Bibliothèque Payot, 1973, pp. 44.

¹⁹ John GULICK, *Tripoli a modern Arab City*, *op.cit.*

²⁰ Pour plus d'informations sur la période du partage des territoires ottomans au Proche-Orient, lire l'ouvrage : James BARR, *Une ligne dans le sable*, Paris, Éditions Perrin, 2018.

²¹ Pour plus d'informations sur la création du Liban à l'époque du mandat, lire l'ouvrage : Kamal SALIBI, *Une maison aux nombreuses demeures*, Paris, Éditions Naufal, 1989.

²² Khaled ZIADEH, « Place Abdul Hamid Karamé ou place de la Lumière à Tripoli : conflit de dénominations », in *Les cahiers de l'IFPO - Liban, espaces partagés et pratiques de rencontres*, 2008, numéro 1, pp. 109-118.

Le rattachement de la ville de Tripoli à l'État libanais, occupé par l'État français jusqu'en 1941 et par son armée jusqu'en 1946, est mal perçu par les Tripolitains qui s'opposent frontalement au nouvel État. Les raisons qui expliquent ce refus sont multiples. La première est identitaire et religieuse : les Tripolitains ne se considèrent pas Libanais, car le pays du Cèdre est pensé pour les chrétiens alors que Tripoli est une ville avec une écrasante majorité sunnite. Mais surtout, les chrétiens libanais s'opposent à l'idéologie arabiste, qui devient progressivement importante dans la région. L'arabisme est alors prospère, car à cette époque, plusieurs événements historiques vont venir souffler sur les braises de l'espoir d'une unité arabe. Or, Tripoli est une ville profondément arabe, islamique et orientale²³, qui va naturellement soutenir la cause arabe et le rattachement du Liban au *Bilad Al Sham*²⁴. Cependant, il serait tendancieux de considérer que Tripoli n'est une ville arabe qu'en considération de la majorité sunnite de ses habitants. En effet, d'autres communautés religieuses qui ont aussi leur importance ont manifesté leur soutien à la cause arabe, le cas par exemple des Grecs-orthodoxes qui incarnent la seconde communauté de la ville²⁵. La seconde raison qui explique cette opposition libanaise est une question d'honneur : les Tripolitains sont fiers de leur ville et historiquement, sur les plans aussi bien politiques qu'économiques, Tripoli n'avait rien à envier à Beyrouth²⁶. La nouvelle capitale libanaise n'était qu'une ville intermédiaire dans la région qui n'a pas connu le même développement, notamment économique, que Tripoli. Certaines sources affirment par ailleurs que Tripoli aurait pu devenir la capitale du pays, de nombreux Tripolitains me l'ont confié, mais je n'ai pas trouvé de sources sérieuses à ce sujet. État de fait ou simple légende, cette anecdote nous renseigne quelque peu sur l'importance que pouvait constituer Tripoli autrefois. Ainsi, à la création du Grand Liban, deux projets semblent s'opposer : d'un côté l'État libanais créé par les Français dans l'objectif de convenir à une majorité relative de chrétiens maronites et de l'autre, les Tripolitains qui prônent le rapprochement arabe pour former une nation arabe puissante et idéologiquement compatible avec la ville. L'intégration de Tripoli sera donc difficile, une épine dans le projet idéologique des Libanais convaincus. Cette intégration conduira à ce que Kortam qualifie de « régression humanitaire et (de) ségrégation socio-spatiale ascendante »²⁷ pour la ville du Nord. Sur la période du mandat, conduits par le *Zaim*²⁸ local et par le *Mufti* de la ville, les Tripolitains vont massivement manifester leur opposition au Liban, avant d'accepter l'indépendance en 1941²⁹. La figure du *Zaim* prend alors une importance considérable dans la ville, comme si ce dernier était le seul capable d'influencer l'avenir de la Cité et de ses habitants. Ainsi, la famille Karamé devient, sur la période du mandat, la figure incontestée de Tripoli. Il accède même au poste de Premier ministre du pays dans les années 1950, ce qui conduira à un calme relatif de la société tripolitaine à l'égard du Liban. Il incarne la « Lumière » à cette époque et rares sont ceux qui contestent la figure du chef : son identité se confond à celle de la Cité³⁰. En dépit de l'opposition de la ville, la période du mandat français ne sera pas avare de projets pour la ville du Nord. Ainsi, en 1920, l'électricité est installée dans toute la ville. En 1935, le gazoduc reliant l'Irak à Haïfa est détourné jusqu'à Beddaoui, créant une industrie majeure et de nombreux emplois³¹. La même année, un système de récupération d'eau est installé dans la ville et 7 ans plus tard, le premier train reliant Beyrouth à Tripoli est mis en service. Autre fait important, en 1929, Tripoli devient la capitale de la Mohafazat³² du Nord, qui inclut la région du Nord-Liban que l'on connaît aujourd'hui, ainsi que celle du Akkar, qui deviendra une région indépendante quelques années plus tard.

Pourtant, le malaise identitaire tripolitain reste palpable. La contestation est permanente, récurrente dans la ville, contrairement au reste du pays. La société tripolitaine a une fibre manifestante qui détermine une part de son identité. De nombreuses révoltes éclatent pour manifester l'opposition au Liban. La révolte la plus

²³ Michel SEURAT, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'un 'asabiyya urbaine », *op.cit.*

²⁴ Traduire « Grande Syrie Réunifiée », espace fréquemment invoqué à l'époque de l'arabisme.

²⁵ Bruno DEWAILLY, « La municipalité de Tripoli : entre pouvoirs locaux et services de l'État », in *Les Cahiers du CERMOC*, 2001, no. 24, p.3.

²⁶ Selon John Gulick, Volney aurait prononcé cette phrase après un séjour à Tripoli au XVIIIe siècle.

²⁷ Marie KORTAM, « Tripoli dans le marécage syrien », in *Interrogations*, 2017, no. 24.

²⁸ Terme hérité du turc qui qualifiait un membre de l'armée avec un certain grade, il vise aujourd'hui à définir les principaux leaders politiques libanais.

²⁹ Khaled ZIADEH, « Place Abdul Hamid Karamé ou place de la Lumière à Tripoli : conflit de dénominations », *op.cit.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ John GULICK, *Tripoli a modern Arab City*, *op.cit.*, pp. 89-120.

³² Traduire « gouvernorat » en français. Division administrative régionale au Liban, il en existe actuellement 9.

importante demeure celle de 1958, alors que la Syrie vient de rejoindre la République Arabe Unie (RAU) dirigée par Jamal Abdel Nasser, l'incontesté chef de l'Arabisme. Les Tripolitains qui n'ont toujours pas adhéré, du moins idéologiquement à la République Libanaise, vont manifester leur mécontentement. Il faut dire qu'au niveau national, Tripoli désintéresse, elle incarne la ville contestatrice du Nord qui refuse d'adhérer pleinement à l'État libanais. Ce dernier, alors soumis à l'entente relative du Pacte national de 1943, va par la voix de son président Camille Chamoun, s'opposer sans hésiter au projet de Nasser. Alors, les Tripolitains qui soutiennent encore majoritairement l'Arabisme vont s'en prendre aux symboles libanais et notamment au séraï de la place du Tal, récemment détruit. L'arrivée du nouveau président Fouad Chéhab en 1958, considéré comme un des présidents libanais les plus souverainistes de l'histoire du pays³³, va permettre une amélioration des conditions de la ville et surtout des investissements de l'État dans le nord. Progressivement, la société tripolitaine se tourne vers le Liban, bien qu'elle ne perde pas son essence idéologique arabiste, notamment en organisant régulièrement des manifestations de soutien à des causes arabes, comme pour l'indépendance de l'Algérie.

La chute globale de Tripoli

Les années qui suivent cette période de forte revendication identitaire arabe peuvent être considérées comme celles d'une progression lente mais certaine vers un long cauchemar pour la nouvelle capitale du Nord. Alors, comme le relève l'écrivain tripolitain Khaled Ziadeh, s'agit-il de « l'entrée dans la modernité » d'une ville qui n'y était pas prête ? La modernisation des années 1960 a-t-elle « réglé son compte au passé »³⁴ entraînant avec elle une perte de repère de la Cité ? Ou s'agit-il, comme l'a relevé l'universitaire Bruno Dewailly, d'un manque d'identité fédérative stable et de l'absence de projet territorial à Tripoli qui l'ont conduite à troquer sa grandeur historique contre des difficultés endémiques³⁵ ? S'agit-il encore, comme l'ont avancé de nombreuses personnes que j'ai pu interroger dans la ville, des effets d'une centralisation exacerbée du Liban à Beyrouth, conduisant à un déclasserment inévitable ? Toutes ces idées sont des éléments de réponses, mais aucune ne constitue la réponse absolue, car cet effacement de Tripoli est la conséquence de plusieurs éléments. Néanmoins, ce qui nous intéresse particulièrement ici, est de constater le divorce difficile de Tripoli et de Beyrouth et donc de Tripoli et du Liban. Les années de guerre civile (1975-1990), la tutelle syrienne (1990-2005) et les combats entre les quartiers de Jabal Mohsen et Bâb Tebbâné ont profondément marqué l'identité de la ville, tout en isolant un peu plus la Cité de son État. Tout au long de ce travail, ces événements seront récurrents, permanents, comme s'ils avaient désormais pleinement intégré l'identité complexe de la ville.

³³ May MAALOUF MONNEAU, *Le Liban : de l'État inachevé à l'invention d'une nation*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 35-38.

³⁴ Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche*, Arles, Actes Sud, 1996.

³⁵ Bruno DEWAILLY, *Pouvoir et production urbaine à Tripoli Al-Fayha 'a (Liban)*, Tours, Thèse de doctorat soutenue à l'Université François Rabelais, 2015, p.20.



Entrée de Bâb Tebbâné depuis le *souk* de Tripoli – mai 2022



Façades d'immeubles marqués par les affrontements de quartiers à Bâb Tebbâné
(Source : Dimitry Vurbier)



Vue plongeante sur Bâb Tebbâné depuis Jabal Mohsen – mai 2022
(Source : Dimitry Vurbier)

Pour résumer cette période chronologique s'étendant du mandat à aujourd'hui sur le plan de l'identité tripolitaine, je vais m'appuyer sur les explications d'un candidat indépendant³⁶ qui m'expliquait que la ville avait connu 4 phases historiques contemporaines. La première, de la création du mandat à 1975 : Tripoli semble être une ville développée bénéficiant de structures économiques, civiles et administratives, mais dont le rattachement au Liban n'est pas apprécié par la population qui revendique une forte identité arabe, assumée et exposée. La seconde phase, de 1975 à 1990 : la guerre civile ravage le Liban comme Tripoli. De nombreuses infrastructures sont détruites, notamment le port et la gare, mais aussi la ville de Beddaoui. L'arrivée au pouvoir syrien de Hafez El Assad, alaouite de confession, conduit la majorité des Tripolitains à renier la Syrie et son rattachement. Les attaques syriennes contre la ville sont très violentes. L'identité de la ville est fortement perturbée, le panarabisme est mis en échec progressivement avant de disparaître dans les années 1980. Ses anciens partisans se trouvent démunis de structures identitaires, certains se tourneront vers le Liban quand d'autres se tourneront vers des voies plus identitaires et plus fanatiques défendant un islam global. La troisième phase de 1990 à 2005 est celle de l'hypercentralisation de Beyrouth et des années Hariri sous tutelle syrienne. La ville est abandonnée par les pouvoirs publics, Beyrouth est reconstruite, Tripoli sombre dans l'indifférence nationale et ses infrastructures commerciales et industrielles ne rouvrent pas. À ce moment, les Tripolitains partagent une incompréhension totale face à ce traitement, se sentent délaissés et entrent dans une phase de « victimisation » vis-à-vis de l'État libanais s'estimant injustement mis de côté. La quatrième phase s'étend de 2005 à 2019 : elle constitue l'étape entre le départ des Syriens et la mise en place d'un nouveau consensus politique autour des alliances du 8 et 14 mars. Pour le Liban, le départ des Syriens signifie aussi l'arrivée de nouveaux acteurs régionaux derrière ces blocs : l'Iran d'un côté, l'Arabie Saoudite de l'autre. L'État libanais s'enlise dans le confessionnalisme et dans une situation économique et politique qui devient dévastatrice. Tripoli semble abandonnée dans cette nouvelle coalition. Le sunnisme politique représenté par le *Mustaqbal*³⁷ d'Hariri ne prend guère en compte les intérêts de la ville : une grande partie de sa population sombre dans la pauvreté économique et Tripoli est oubliée. Sa visite est déconseillée par les ambassades, le ministère du Tourisme et les Libanais eux-mêmes. L'identité de la ville, qui comme toute identité est naturellement évolutive d'une génération à une autre en fonction des événements historiques qu'elle rencontre, semble profondément écornée. Personne ne parvient à réanimer la société tripolitaine qui semble être entrée dans le silence et l'absence, tant la coalition politique a marqué son refus

³⁶ Candidat aux législatives indépendant et démissionnaire de Tripoli. Il incarne une figure de la contestation. Interrogé en mai 2022.

³⁷ Le « Courant du futur » (*Mustaqbal*) est le parti sunnite principal du pays, fondé par le clan Hariri.

d'intégrer « la mère des pauvres³⁸ » au processus national. Ainsi, abandonnée à son destin, Tripoli est aujourd'hui considérée comme la ville la plus pauvre du bassin méditerranéen³⁹, alors que paradoxalement, une grande partie des fortunes libanaises sont tripolitaines. La pauvreté a atteint des limites non conventionnelles notamment depuis la dévaluation spectaculaire de la livre libanaise en 2020. Les journaux relatent régulièrement le quotidien d'habitants qui ne pensent plus qu'à leur survie désormais engagée. Ajoutons que de nombreux habitants ont tenté de fuir le pays par la mer, dans des embarcations de fortune. Quelques jours avant mon arrivée à Tripoli en mai 2022, on apprenait la disparition de plus de 30 personnes, dont des habitants de la ville, qui avaient tenté de fuir le pays pour une vie meilleure de l'autre côté de la Méditerranée. Tripoli est à la fois une ombre et une éclaircie, un cauchemar vivant pour une grande partie de sa population mais aussi une ville à laquelle beaucoup sont fiers d'appartenir. Ce dernier point est essentiel à la compréhension du sujet.

Le réveil révolutionnaire

Le 17 octobre 2019, las d'une situation politique emprisonnant les citoyens dans une logique sectaire, inquiets d'une crise économique qui s'annonce catastrophique, désabusés par un gouvernement qui ne gouverne pas selon les intérêts nationaux, mais selon ses intérêts de groupe (voir leurs intérêts personnels si l'on veut être cynique), des centaines de Libanais descendent dans les rues du pays. De Nabatiyeh à Baalbek, bastions chiïtes du sud, à Beyrouth, mais aussi dans le Akkar, territoire oublié de la République, les Libanais entrent en révolution. Une ville étonne rapidement pour son investissement dans le processus et pour l'implication importante de sa population : Tripoli. Il s'agit, pour compléter l'explication chronologique du candidat indépendant (voir note 36), de la cinquième phase de la ville, celle de l'espoir, celui de devenir une ville équilibrée dans un État nouveau. La capitale du Nord, surnommée à cette occasion « mariée de la révolution », donne le rythme de la révolution nationale depuis la place *Al-Nour*. En quelques jours, des millions de Libanaises et Libanais envahissent les rues, de toutes professions, de toutes religions, de toutes classes sociales, car chacune et chacun trouve son intérêt dans le changement. Les drapeaux libanais inondent les rues, l'hymne national est chanté aussi souvent que possible, même par ceux qui m'ont confessé ne pas le connaître auparavant. Les drapeaux des partis sont absents et pour cause, ils sont les principales cibles des révolutionnaires qui scandent « *kellon yaani kellon* ⁴⁰ » et le chant des révolutions arabes de 2011, « *al shaab yourid isqat al niz'am* ⁴¹ ». Les demandes spontanées de la foule des premiers jours vont dans le sens d'une nouvelle République : abolition du confessionnalisme, démission de la classe politique, amélioration des conditions de vie, justice sociale et solidarité nationale libanaise, émergence de droits civils. Rapidement, les banques libanaises ferment leurs portes, les universités principales rejoignent le mouvement de contestation. Le pays vit désormais au rythme de la révolution.

Une grande majorité de Tripolitains, qui ne s'interrogent plus depuis longtemps sur son « incompatibilité libanaise » captive le Liban par son engagement déterminant dans la révolution. Celle-ci semblait inévitable au Nord, en raison de l'exploitation de la pauvreté et de la misère par les *Zaïms*⁴², dans une ville qui concentrait autrefois les plus importantes richesses du pays⁴³.

Il est difficile de comprendre comment les habitants d'une ville comme Tripoli, considérés comme en marge du dynamisme national, vus par certains comme des fanatiques religieux ou encore « Arabes avant d'être Libanais », peuvent incarner l'identité d'une révolution considérée comme nationale⁴⁴. De ce fait, la question essentielle de ce travail est de savoir pourquoi les Tripolitains ont naturellement porté les couleurs d'un État qui les a tant ignorés et volontairement oubliés. Comment une ville qui incarne l'échec de l'adhésion nationale, qui incarne la marginalité économique, nationale, politique, aux yeux de la presse et d'une partie de la population devient en l'espace de quelques jours, le porte-drapeau de la révolution ?

³⁸ Surnom donné à la ville.

³⁹ Anne-Marie EL HAGE, « Tripoli, une ville livrée à la pauvreté », *L'Orient-Le Jour*, 2 février 2021.

⁴⁰ Traduire « Tous ça veut dire tous » en français.

⁴¹ Traduire « Le peuple demande la chute du régime » en français.

⁴² Ornella ANTAR, « À Tripoli, les manifestants arrachent les portraits des Zaïms », *L'Orient-Le Jour*, 8 novembre 2019.

⁴³ Clotilde FACON, « Tripoli, the bridge of revolution », *Orient XXI*, 8 janvier 2020.

⁴⁴ Nous reviendrons plus tard sur la qualification de « national » pour ce mouvement civil.

Ce questionnement nous invite à comprendre davantage Tripoli, en marge de ce qui est souvent avancé dans les médias et certains articles universitaires. Tripoli est-elle réellement celle que décrivent les analystes ? *Quid* de la mère des pauvres ? Quid de la Kandahar libanaise ? Deux ans après la Révolution, qui a porté l'image de la nation libanaise, qu'advient-il des espoirs révolutionnaires dans la ville du Nord : espoir ou retour au clientélisme d'hier ? Aussi, ce questionnement nous invite à comprendre ce qu'incarne, aux yeux des Tripolitains, la nation libanaise telle que pensée par les révolutionnaires de 2019. Enfin, devons-nous penser que la Révolution soit si importante à Tripoli en raison uniquement des conditions économiques, ou s'agit-il réellement de l'élan d'un sentiment d'appartenance libanais mis en avant ?

Répondre à ces questionnements implique de considérablement analyser la société tripolitaine sur plusieurs points. À l'appui d'ouvrages et de doctrines, mais surtout de plusieurs dizaines d'échanges dans la capitale du Nord⁴⁵, je vais ici dégager trois axes qui me semblent expliquer les raisons d'un investissement majeur de la ville dans la révolution libanaise. Dans une première partie, je vais m'intéresser au statut de la ville par rapport au Liban, par rapport à sa région, que j'ai présenté comme abîmé quelques lignes plus haut. Cet effacement de Tripoli à l'échelle nationale est la conséquence de plusieurs faits, politiques ou autres, que j'analyserai. Il est aussi une des raisons principales pour lesquelles les Tripolitains investissent la place *Al-Nour*, car il vient directement perturber l'identité de la Cité. Dans une seconde partie, je dégagerai le profil sociologique de la ville à l'heure de la révolution pour comprendre les enjeux principaux qui ont conduit les habitants à se révolter. Ce profil explique l'investissement majeur dans la cause nationale, notamment du fait de la part importante de sunnites et du sentiment de faiblesse politique qui se dégage chez cette communauté. Dans une troisième partie, je détaillerai la troisième cause de la révolution du Nord, à savoir les conditions économiques de la Cité, mais plus encore, les tendances d'une population en grande partie miséreuse face au pouvoir politique enraciné du régime libanais. Ces trois points expliquent l'investissement massif de la population tripolitaine, à savoir l'exclusion nationale, la condition politique et la condition économique. Ce qui peut néanmoins paraître étrange, c'est l'échec du mouvement révolutionnaire, en dépit de toutes les conditions réunies pour bousculer l'ordre établi. Encore plus étrange est que les causes de l'échec relatif de la révolution sont en partie les mêmes causes qui expliquent son succès. Ce sera l'objet de ma quatrième partie, dans laquelle je développerai quelques lignes sur l'état de la nation libanaise, au lendemain de la révolution d'octobre 2019 ainsi que sur l'image de la révolution.

Enfin, ce travail aura pour objectif de déterminer les causalités de la révolution à Tripoli. Pour cela, je tenterai systématiquement de ne pas m'enfermer dans des logiques illusoire étiologiques, mais dégagerai des éléments qui à un instant, m'ont paru expliquer la révolte tripolitaine.

⁴⁵ Voir annexe 3.

Première partie

Marginalité nationale et préservation de l'identité de la Cité

« La révolution de 1958 fut ainsi l'ultime (et vaine, car trop tardive) confrontation entre la ville et l'État (...) comme si elle avait voulu se soulager d'une oppression subie de longues années durant. La fin des événements décidait pour la ville de s'en remettre dorénavant à sa destinée. C'était l'État qui conduisait cette modernisation »⁴⁶.

Khaled Ziadeh

Les Tripolitains ne se sont pas engagés dans la révolution nationale sans raison. Le fait que la contestation ait une dimension nationale est aussi un indice important. En effet, depuis son intégration au Liban, Tripoli a systématiquement été mise à l'écart de la dynamique nationale. Le Liban s'est incarné, sur tous les plans, autour de Beyrouth, ce qui a conduit les Tripolitains à se sentir marginalisés dans le pays. Ces éléments expliquent l'implication des habitants dans la révolution et constitueront notre première partie. Cette mise à l'écart national se manifeste aussi au niveau régional. Pourtant, la révolution a permis une évolution de cette marginalité régionale, ce sera l'objet de notre seconde partie. Enfin, ces éléments combinés permettent de nous faire comprendre les raisons de cette exclusion. Pourtant, nous verrons dans une troisième partie que les Tripolitains étaient probablement les nationaux les plus aptes à incarner la révolution au Liban, au regard de son identité analysée à travers les années et les tentatives des habitants de faire vivre un idéal libanais.

Chapitre 1 : Le déclassement tripolitein : constat de l'abandon national

A) Échec du développement de Tripoli au Liban

Considérer la ville de Tripoli en marge de la construction nationale n'est pas excessif, on peut même qualifier sa situation nationale de « marginale »⁴⁷ tant l'État libanais s'est développé sans prendre en compte la situation de la capitale du Nord. Chaque visiteur de la ville est témoin d'une forme d'arrêt sur image dans l'histoire : les usines ne fonctionnent plus, les services administratifs n'existent pas, aucun musée ne permet de comprendre l'histoire de la ville. Se balader à Tripoli après avoir visité Achrafieh⁴⁸ à Beyrouth par exemple, permet de comprendre le contraste saisissant entre une ville que l'État tente systématiquement de mettre en avant, Beyrouth, et une autre qu'elle maintient depuis de nombreuses années en mort cérébrale, Tripoli. Cette dernière vit quasi exclusivement du commerce de proximité, de services, comme les transports et de quelques rares usines qui sont parvenues à s'imposer dans le Nord, à l'image de la *Régie Libanaise des Tabacs* qui siège entre Qobbé et Zghorta. Les centres commerciaux, cinémas, galeries d'art sont pour leur part désertés ou abandonnés.

Ce recul tripolitein sur la scène libanaise s'explique par un centralisme beyrouthin couvrant tous les domaines ainsi qu'une centralisation politique et administrative excessivement contrôlée par la capitale. Cette conséquence s'explique essentiellement des années post-guerre civile (années 1990), durant lesquelles un gouvernement sous tutelle syrienne imposa ses décisions centralisées. Enfin, il est vrai que la ville connaissait déjà une dynamique différente de Beyrouth avant les années de guerre civile, mais celle-ci s'expliquait davantage par une confrontation des identités arabes et libanaises, que par une volonté unilatérale de la capitale de mettre la seconde ville du pays à l'écart. Avant la Première Guerre mondiale, Tripoli demeurait un *hub* régional important, la ville était dynamique économiquement et politiquement et jouissait encore d'une certaine forme de prospérité⁴⁹, qui lui permettait de se défendre sur la scène nationale et régionale. Désormais, on évoque bel et bien une non-intégration, une marginalité totale découlant d'une

⁴⁶ Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche, op. cit.*

⁴⁷ Léa POLVERINI, « Very Bad Tripoli, la misère dans l'oubli », *Slate*, 13 août 2021.

⁴⁸ Achrafieh est un quartier chrétien de Beyrouth, réputé pour abriter la classe bourgeoise du pays. Ses rues sont aménagées, bordées d'arbres, de boutiques tendances et de marchands d'arts.

⁴⁹ John GULICK, *Tripoli, a modern Arab city, op.cit.*

réorganisation des logiques et alliances politiques. En 2004, le Premier ministre Karamé faisait état de ce désengagement national en dénonçant l'absence de Tripolitains depuis 12 ans « aux postes administratifs de deuxième et troisième catégories », ainsi que l'absence de projets qui « auraient dû contribuer à son développement en créant des opportunités de travail »⁵⁰. Enfin, sans gouvernement, il n'y a pas de travail, davantage de pauvreté et de chômage⁵¹ : l'État central reste indispensable au développement sain d'une ville.

Mais alors, si l'on considère comme Nahla Chahal que « l'une des définitions de la marginalité est l'inadaptation » tout en prenant en compte que « l'adaptation contient l'idée d'initiative, cette chose qui prend place entre la structure et la dynamique, qui les unit et permet leur interaction »⁵², devons-nous considérer que les Tripolitains n'ont pas, et ne cherchent pas, à s'adapter à la dynamique nationale ? La révolution de 2019 en est le contre-exemple parfait. En effet, en dépit de cette dichotomie libanaise, qui pourrait conduire la partie la plus marginalisée à se détourner de la construction nationale, les Tripolitains ont participé à l'organisation d'une révolution qui avait le sens national pour message, l'idée d'initiatives, pour répondre à Nahla Chahal, pour bâtir un meilleur pays. Le message général de cette révolution est implicite en réalité : le Liban ne se fera pas sans Tripoli.

B) État de l'isolement tripolite à la veille de la révolution

Comme brièvement expliqué plus haut, l'État libanais a probablement souhaité se faire sans l'intégration de la ville du Nord depuis les années 1990. L'image de la ville a été associée à l'image d'une société infréquentable, qu'il faut de quelque manière éviter. Il est très fréquent, lorsque l'on aborde le sujet de la capitale du Nord à Beyrouth ou dans d'autres villes du Mont Liban, que ses habitants miment l'incompréhension, la stupeur et associent la ville à une image péjorative, dont les plus récurrentes sont les qualifications « d'islamistes » ou le souvenir des « guerres de quartiers »⁵³. Loin de juger les habitants qui peuvent tenir de tels discours, on peut néanmoins s'interroger sur l'instrumentalisation politique de l'image de la ville auprès des autres Libanais. Encore en mai 2022, un député du rang aouniste osait s'interroger en direct à la télévision, sur l'adhésion de Tripoli au Liban, en mimant le doute « mais Tripoli est Libanaise ? »⁵⁴. Cette prise de parole a blessé les révolutionnaires de 2019 qui ont tant donné à l'espoir du changement national.

En 1990, le Liban est plus que jamais divisé alors qu'il signe les accords de Taëf qui viennent légitimer la tutelle politique syrienne au Liban. Désormais et ce jusqu'en 2005, les décisions du gouvernement libanais se feront selon les souhaits du régime syrien. Ce dernier est dirigé depuis le coup d'État de 1970 par Hafez Al-Assad, auquel son fils Bachar succédera en 2000. La famille Al Assad est originaire de Tartous et est issue d'une famille alaouite, minorité chiite dans une Syrie majoritairement sunnite, ce qui la conduira à commettre des massacres et d'importants changements dans les services administratifs, politiques et militaires syriens afin de se maintenir au pouvoir en dépit de son statut de minorité religieuse⁵⁵. Ce fait contrarie la société tripolitaine qui rapidement affiche ouvertement son opposition au régime syrien alaouite. Au cours de la Guerre civile libanaise (1975-1990), d'importants massacres sont commis dans la ville par le régime qui bombarde la Cité et tue ses habitants en représailles⁵⁶, marquant le point de rupture définitive entre Tripoli et la Syrie. À cela, s'ajoute les années de Rafiq Hariri en tant que chef de gouvernement. Bien que représentant de la communauté sunnite au Liban, il incarne surtout et avant tout le chef d'État beyrouthin. Le leadership sunnite s'est déplacé de Tripoli à Saïda (ville d'origine des Hariri) et Beyrouth. Hariri cherche à s'imposer avec succès en homme fort de la communauté sunnite au Liban, écartant toute autre

⁵⁰ Pierre-André CHABRIER, « La guerre des pauvres à Tripoli (Liban) », in *Confluences Méditerranées*, 2013, no. 85, pp. 87-102.

⁵¹ Clotilde FACON, « Tripoli, the bridge of revolution », *op.cit.*

⁵² Nahla CHAHAL, « La ville de Tripoli, marginalité ou dépérissement ? », in *Confluences Méditerranée*, 2015, no. 92, pp.143-156.

⁵³ Emmanuel HADDAD, « À Tripoli, l'espoir sur une ligne de front », in *Le Monde Diplomatique – Manière de voir Liban, un siècle de tumulte*, janvier 2021, no. 174.

⁵⁴ Information communiquée par une personne interviewée.

⁵⁵ Caroline DONATI, « Chapitre 3 - Le système Assad », *L'exception syrienne*, Paris, La Découverte 2009, pp.65-95.

⁵⁶ Mishab EL AHDAB, « Tripoli, une opportunité historique pour dépasser les clivages confessionnels », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2015, no. 120, pp.57-70.

concurrence, comme celle incarnée par le *Zaim* de Tripoli Rachid Karamé⁵⁷. La présence de l'homme d'affaires de Saïda, sans concurrence dans la sphère sunnite, est une conséquence aussi de la politique de tutelle syrienne qui choisit Hariri, car ce dernier ne bénéficie pas « d'une marge d'initiative débordante »⁵⁸. Ainsi, en dépit de ce qu'a pu réaliser Hariri pour le Liban, il n'a jamais vraiment considéré le sort de Tripoli. Enfin, la montée en puissance du *Hezbollah*, seule milice politique à avoir pu conserver ses armes au lendemain de la guerre civile et qui incarne le soutien inconditionnel de Damas financé par l'Iran, viendra accentuer le recul de la Cité sunnite au Liban⁵⁹. L'utilisation des armes du *Hezbollah* contre les Libanais en 2007 confirme la rupture entre les communautés sunnites et chiïtes dans le pays. Le *Hezbollah* présente la caractéristique d'être « au-dessus » de la structure étatique⁶⁰, quand la communauté sunnite n'a le choix qu'entre soutenir la résistance ou être « en dessous » de la structure étatique.

Ces trois éléments, à savoir la Syrie d'Al Assad, la réorganisation politique de l'État libanais et l'influence montante du *Hezbollah* dans les sphères étatiques, ont constitué les éléments qui ont conduit à l'isolement de Tripoli de la dynamique nationale. La situation s'est largement empirée depuis la révolution du Cèdre en 2005 et la division politique du Liban en deux blocs : le 8 mars, pro-syrien, et le 14 mars, favorable à un départ des Syriens. La majorité des Tripolitains, en partie ceux qui ont participé à la révolution, sont fortement opposés à la coalition pro-syrienne, qu'ils jugent responsable de l'isolement global de la ville à l'égard du Liban. Le gouvernement de consensus semble donc pencher du côté d'un Liban sous tutelle, notamment iranienne depuis le départ des pays du Golfe et leur rupture des relations avec le Liban, ce qui désavantage fortement la ville sunnite⁶¹.

Ajoutons que le Liban, en dépit des crises qu'il traverse, est toujours parvenu à dynamiser son capital culturel. Beyrouth est et demeure une vitrine tournée vers l'international, le territoire libanais regorge de sites qui intéressent les touristes et les investisseurs financiers en pratique. Néanmoins, Tripoli n'est défendue dans aucun de ces projets, qu'ils soient culturels, économiques ou touristiques. Par conséquent, la révolution de 2019 prend une ampleur considérable dans le Nord : attachés à l'État libanais, les Tripolitains réagissent à ce qui semble être une punition du pouvoir central. La plupart sont convaincus de la richesse de leur ville, des atouts économiques que celle-ci possède aussi bien agricoles, intellectuels, qu'industriels et qui ne demandent qu'à être réactivés. Face à ces revendications s'élève le constat saisissant de la commission Safadi qui révèle qu'en 2017, 60 % de la ville est au chômage, contre un taux estimé à 11,9 % au niveau national⁶². La non-existence de la décentralisation libanaise, qui impacte les régions périphériques comme le Nord-Liban, s'accompagne aussi d'une absence de déconcentration administrative, rendant les démarches courantes et récurrentes très difficiles, voire décourageantes. Ahmad Beydoun se questionnait sur l'intérêt pour les dirigeants libanais d'ouvrir l'administration étatique au reste du pays (déconcentration) ou de laisser plus d'autonomies politiques aux régions (décentralisation)⁶³. Une telle ouverture pourrait permettre une consolidation de l'unité sociopolitique de l'État, diminuer la corruption en permettant aux habitants du Nord, par exemple, d'accomplir des démarches administratives sans bénéficier d'une aide politique. Tous ces points sont bien entendu des suppositions, mais elles permettent de nous faire réfléchir sur l'intérêt politique que les dirigeants ont à conserver cet état de fait, ce centralisme exacerbé de la capitale sur le reste du territoire.

Enfin, pour conclure cet état des lieux de l'isolement tripolite à l'échelle nationale, il faut inclure ici l'externalisation du conflit syrien au Liban. Outre les divisions politiques qu'il a fortement entretenues entre les blocs du 8 et 14 mars, le conflit syrien a aussi conduit à une crise migratoire très importante de réfugiés syriens au Liban, notamment à Tripoli, qu'on évaluait à 145 000 dans le district en 2018⁶⁴. À Tripoli, à la différence des Palestiniens, les réfugiés syriens ne vivent pas en camp, mais parmi la population tripolitaine. Cette crise majeure, ajoutée à la périphérisation de la ville au niveau national et à la fragilité de la structure

⁵⁷ Bruno DEWAILLY, « La municipalité de Tripoli : entre pouvoirs locaux et services de l'État », *op.cit.*, p.3.

⁵⁸ Ahmad BEYDOUN, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Arles, Actes Sud, 2008, pp.59.

⁵⁹ Grace ELIAS, « La communauté sunnite au Liban : l'entité et les variables politiques », *Libnanews*, 15 novembre 2019.

⁶⁰ Mishab EL AHDAB, « Tripoli, une opportunité historique pour dépasser les clivages confessionnels », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2015, no. 120, pp.57-70.

⁶¹ Grace ELIAS, « La communauté sunnite au Liban : l'entité et les variables politiques », *op.cit.*

⁶² Fouad GEMAYEL, « La vieille ville de Tripoli au bord du précipice », in *Le commerce du Levant*, juin 2017.

⁶³ Ahmad BEYDOUN, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, *op.cit.*, p.100.

⁶⁴ Clotilde FACON, « Tripoli, the bridge of revolution », *op.cit.*

sociale et économique de la ville aujourd'hui, a conduit à une instabilité chronique⁶⁵, notamment entre les quartiers de Jabal Mohsen et Bâb Tebbâné. Néanmoins, bien qu'il soit fait état de guerres de quartiers entre les deux⁶⁶, il serait aussi intéressant de s'intéresser au véritable sentiment d'appartenance de ces deux quartiers face à l'instrumentalisation politique de la misère et de la pauvreté qui y est conduite. Tripoli est devenue « un microcosme de la guerre syrienne » au Liban⁶⁷, qui a gagné le surnom de « Kandahar Libanaise » en raison de la présence du front islamique sur son territoire, ce qui reste à ce jour difficilement prouvable contrairement à ce qu'avancent certains journaux. En revanche, cette réputation d'infréquentable, d'islamisée, lui colle à la peau, comme une mauvaise réputation dont ses habitants ne parviennent pas à se défaire : c'est dans ce contexte qu'intervient la révolution.

C) *L'espoir révolutionnaire des Tripolitains face au déclassement*

Inévitablement, la société tripolitaine s'est refermée sur elle-même et son isolement s'est fait de plus en plus important. L'absence d'initiative de l'État, sa disparition, en particulier dans les deux quartiers mentionnés plus haut, a créé un véritable sentiment de rancœur et d'incompréhension que la révolution a permis en partie de libérer⁶⁸.

D'un point de vue global, les personnes que j'ai interrogées ont systématiquement évoqué l'image de la ville au niveau national. Bien que cette image ne soit pas la raison principale et essentielle de la participation à la révolution, chacune et chacun avaient conscience que la révolution pouvait permettre, d'une certaine manière, de changer les choses et d'améliorer l'image de la ville aux yeux des Libanais⁶⁹.

Les Tripolitains sont entrés dans une phase de victimisation vis-à-vis de l'État libanais : ils sont pleinement conscients de la mise à l'écart, ne la comprennent pas et la contestent. Ils sont aussi dans une phase d'opposition au pouvoir central, qu'ils considèrent comme tenu par l'alliance du 8 mars. Ils sont en ce sens inquiets de l'importance politique et stratégique au Liban, du duo formé par le *Hezbollah* et la République islamique chiite iranienne. La ville est figée et les habitants, victimes du chômage de masse, sont dans une situation difficile et déprimante : ils ne parviennent plus à survivre. L'ennui mêlé à l'inquiétude et la rancœur ont provoqué un bouleversement révolutionnaire dans la ville. En ce sens, la révolution était en quelque sorte l'unique espoir de voir un changement réel. L'implication des acteurs tripolitains s'inscrivait dans une démarche sincère de faire bouger définitivement les lignes obscures de la ville.

Chapitre 2 : Les relations entre Tripoli et sa région : de la méfiance à l'ouverture

A) *L'inquiétude historique procurée par Tripoli à ses voisins*

Si la révolution à Tripoli a été aussi massive, aussi importante, ce n'est pas uniquement le fait de ses habitants, mais aussi de sa région le Nord-Liban et de sa voisine, le gouvernorat du Akkar. Ce fait a de quoi étonner tant il est connu que Tripoli n'est jamais parvenue à imposer son autorité régionale sur les villages chrétiens de la côte et de la vallée de la Qadisha. En effet, celle qui accueille chaque visiteur par une banderole sur laquelle est inscrit « Tripoli, citadelle des musulmans »⁷⁰, est aussi la capitale administrative d'un district nord essentiellement chrétien au dehors de son agglomération, à l'exception des localités de Minieh et Denieh majoritairement sunnites pour leur part. Le « réservoir sunnite » a toujours inquiété ces villages qui se sont tournés vers le Mont-Liban dès le début du mandat à défaut de se tourner vers Tripoli. Les districts de Koura et Zghorta ont même détourné les autoroutes qui mènent à la capitale pour éviter de traverser Tripoli⁷¹. Ainsi, la plupart des districts chrétiens sont reliés par de grandes routes isolant la capitale du Nord, qui souffre d'une rupture identitaire et culturelle avec sa région. À titre d'exemple, pour rejoindre la vallée de la Qadisha depuis Beyrouth, il est de coutume au Liban de tourner à Chekka pour emprunter la route

⁶⁵ Pierre-André CHABRIER, « La guerre des pauvres à Tripoli (Liban) », *op.cit.*

⁶⁶ Michel SEURAT, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'une 'asabiyya urbaine », *op.cit.*

⁶⁷ Clotilde FACON, « Tripoli, the bridge of revolution », *op.cit.*

⁶⁸ Aya ISKANDARANI, « How Tripoli became Lebanon's protest capital », in *The National News*, Abu Dhabi, 2020.

⁶⁹ Nous développerons ce point dans la quatrième partie.

⁷⁰ « Manifestations. Tripoli, la révolution Libanaise en chantant », in *Daraj, Courrier International*, 2019, no. 1513.

⁷¹ Bruno DEWAILLY, *Pouvoir et production urbaine à Tripoli Al-Fayha 'a (Liban)*, *op.cit.*

sinieuse qui monte jusqu'à Bcharré, évitant ainsi Tripoli. Pourtant, la route secondaire passant par Tripoli est plus rapide pour accéder aux sommets de la Qadisha. Il s'agit d'une volonté politique de ne pas passer par la capitale du Nord⁷². La question du confessionnalisme y est pour beaucoup, pourtant, il est connu que de nombreux habitants chrétiens de la région, notamment de Zghorta, autrefois victimes d'une guerre fratricide, se sont installés à Tripoli dans les années 1960⁷³, période qui correspond à l'arrivée du Président souverainiste Fouad Chéhab. En quelques mots, les années de présidence Chéhab ont apporté un nouveau souffle à l'État libanais : développement de l'identité libanaise en intégrant les périphéries, attention particulière aux musulmans sunnites qui se sentent délaissés, séries de réformes, incarnation diplomatique du Liban sur la scène régionale ou encore instauration du consensualisme démocratique⁷⁴. Tous ces éléments montrent l'importance du mandat Chéhab et les avancées certaines que ce dernier a offertes au pays et notamment à Tripoli, qui connaît un regain d'intérêt avec l'arrivée de Chéhab.

La guerre civile a profondément impacté les divisions confessionnelles et a conduit à une division spatiale et confessionnelle de la région. Les logiques arabistes et libanistes atteignirent leur paroxysme et Tripoli fut abandonnée par de nombreux chrétiens de la région qui retournèrent dans leurs villages⁷⁵. Ils développèrent les villes chrétiennes du Nord, afin de subvenir à leurs besoins quotidiens sans avoir à visiter Tripoli. De nombreux autres événements, comme l'assassinat du *Zaim* Karamé attribué à Samir Geagea⁷⁶, ont détérioré un peu plus les relations dans la région nord. Pourtant, Tripoli n'est pas une ville entièrement sunnite, des grecs-orthodoxes y vivent et disposent d'une représentation politique au même titre que les maronites, et les alaouites, certes moins nombreux. La ville compte aussi quelques assyriens. Ainsi, il est difficile de penser que cette division du Nord ne soit attribuée qu'à la division arabiste et libaniste, car pour le cas des grecs-orthodoxes par exemple, la communauté était assez engagée pour un rapprochement avec la Syrie, certains le sont encore à Koura notamment. Cet isolement régional de Tripoli ne s'explique que par la prédominance sunnite de la ville dans le Nord-Liban ainsi que par l'instrumentalisation politique de la peur, l'assimilation du sunnisme au fanatisme religieux et les échanges armés dans la ville. Personne ne prend le risque de fréquenter un territoire détenu par l'État islamique au Liban. Or, Tripoli a comme réputation, selon de nombreux hommes politiques et la presse en général, d'être le berceau de ces groupuscules radicaux. Au-delà du fait que rien ne prouve matériellement qu'il y ait plus de *salafistes* à Tripoli qu'à Beyrouth, il s'agit simplement d'un argument cherchant à camoufler une réalité que l'on ne veut pas exposer publiquement : l'abandon d'une ville et de ses habitants, abandonnés au sort de la pauvreté extrême. Ce qui est ressorti de mes entretiens, c'est essentiellement que Tripoli n'est pas fanatique aux yeux de ses habitants. Beaucoup de Libanais ont été surpris de l'essor révolutionnaire dans le Nord que la plupart considèrent comme intégriste et non-Libanais, logique intégrée par la presse et les discours politiques. Pour résumer, Tripoli ne commande pas sa région⁷⁷, du fait notamment de son image abîmée. Il faut ajouter aussi que le Nord-Liban est un territoire très fragmenté entre les villages, mais aussi géographiquement accidenté, ce qui limite les capacités de déplacement des habitants et donc naturellement accentue la méconnaissance de leur voisinage.

B) La région du Liban Nord dans la révolution

Il n'y a aucune raison de penser que la force révolutionnaire se soit arrêtée aux frontières des villes au Liban et dans le cas du Liban-Nord, à la ville de Tripoli. Certes, la révolution de 2019 est une mobilisation citoyenne initiée et défendue dans les grandes villes du pays, mais elle est aussi la révolution de tous les Libanais qui aspirent au changement. La révolution ne s'est pas manifestée dans les villages pour plusieurs raisons. Premièrement, une ville est plus encline à une révolution qu'un village sur le plan des mentalités, car les villages libanais ont une organisation servant particulièrement bien le confessionnalisme. Les chefs de communautés y sont toujours confortablement réélus et les villageois sont leurs premiers soutiens. Deuxièmement, la révolution a permis à des milliers de Libanais de se rassembler, pour cela, les grandes villes faisaient office de lieu idéal pour contester sur la place publique et rencontrer des co-nationaux. Aussi,

⁷² Voir l'annexe 2.

⁷³ Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche, op.cit.*

⁷⁴ May MAALOUF MONNEAU, *op. cit.*

⁷⁵ Chawqi DOUAYHI, « Tripoli et Zghorta. Deux villes en quête d'un espace commun », in *Reconstruction et réconciliation au Liban - Les Cahiers du CERMOC*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 1999, no. 23.

⁷⁶ Samir Geagea est le leader des *Forces Libanaises*, ancien chef de milice pendant la guerre froide, à l'issue de laquelle il fut le seul chef emprisonné.

⁷⁷ Bruno DEWAILLY, *Pouvoir et production urbaine à Tripoli Al-Fayha 'a (Liban), op.cit.*

organiser une révolte dans un village peut s'avérer dangereux pour les habitants, comme à Zghorta, tant l'emprise du communautarisme est forte et peut bloquer tout espoir à celui qui oserait s'y opposer publiquement. Lorsque j'ai interrogé des Libanais de la région du Nord sur la révolution, chacun s'est exprimé anonymement et discrètement, contrairement à Tripoli où les habitants n'avaient aucun problème à témoigner de leur point de vue révolutionnaire. Dans la montagne, beaucoup soutenaient la révolte populaire, mais peu l'assumaient, les conséquences pouvant être importantes pour eux. Dans les villages, mon auditoire me confiait avoir participé à la révolution à Tripoli, mais revenait systématiquement sur son attachement religieux, déterminant dans leur vie quotidienne et dans son vote politique. Pour Nahla, juriste tripolitaine, il s'agit simplement de l'attitude fermée et inquiète de la montagne, qui ne peut dépasser son attachement communautaire, alors que la ville se méfie ouvertement des chefs communautaires, car elle dispose d'une ouverture culturelle, politique et intellectuelle bien plus importante, ainsi que d'une influence des leaders politiques beaucoup moins forte, notamment à Tripoli. Dans la construction identitaire et historique du Liban, l'opposition de la montagne et de la ville a toujours eu une importance capitale. Certains historiens ont légitimé le Liban en tant que refuge historique, la montagne refuge des minorités persécutées devant lesquels les conquérants s'arrêtaient ou butaient et qui aurait constitué l'origine fondatrice du particularisme libanais⁷⁸. À l'inverse, la ville est vue comme un tourbillon humain et politique, en proie aux bouleversements généraux, où l'insécurité quotidienne menace ses habitants, suivant les épisodes de domination et le lot de barbarie qui peut les accompagner. Bien que cette historicisation de l'identité libanaise soit exagérée et en partie fautive⁷⁹, il revient que la ville et la montagne ont toujours constitué deux identités bien distinctes. Naturellement, la région du Nord oppose une ville principale, Tripoli, à la montagne. Ainsi, les identités sont très largement différentes, sans évoquer la religion ou l'idéologie politique dominante, mais simplement en fonction du degré d'identité attachée à sa géographie.

La ville a donc encouragé les campagnes libanaises vers l'espoir d'un changement et d'un bouleversement politique. La révolution de 2019 ne pouvait se faire que dans une ville.

La révolution nationale a permis de redorer l'image de Tripoli au niveau régional. À cette occasion, de nombreuses peurs irrationnelles ont disparu, face à la cordialité du mouvement et l'engagement unitaire des révoltés. Tripoli est devenue la porte-parole de la révolution pour ses habitants, mais aussi pour toute la région nord du pays. L'isolement de Tripoli est aussi celui du Nord-Liban. Les habitants du Akkar se sont déplacés jusqu'à Tripoli, car ils sont directement touchés par la pauvreté et naturellement, l'espoir révolutionnaire pour cette partie de la population représentait, au début, l'espoir d'améliorer son quotidien. Quant aux villages de la Qadisha, ils sont isolés sur le plan national du fait de leur éloignement et de leur allégeance soit aux Forces libanaises, minoritaires jusqu'à aujourd'hui dans les formations gouvernementales en place, soit au pansyrianisme regardé avec une grande méfiance par les autres Libanais.

J'ai constaté que la révolution avait permis un brassage entre les habitants de la région, qui allait même jusqu'à se manifester dans les urnes, aux élections législatives. Le 15 mai 2022, les Forces libanaises (FL), qui candidataient comme « soutien à la révolution », ont conclu des alliances avec des Tripolitains, en dépit de l'histoire des Forces libanaises à Tripoli, emportant de nombreuses voix. Cette coalition transcommunautaire a été accueillie positivement à Tripoli, les uns saluant « une liste qui défend la souveraineté libanaise », les autres affirmant « c'est mieux que Aoun et Nasrallah ». Les partis traditionnels ont été tenus en échec dans le Nord-Liban plus qu'ailleurs, bien que la qualité de leur indépendance soit contestable. La victoire des Forces libanaises est vue par nombre de Tripolitains comme une victoire de la contestation, Samir Geagea ayant, probablement par opportunisme politique, encouragé la révolte dès les premiers jours⁸⁰. Cependant, cela montre bel et bien une entente renforcée dans le Nord-Liban et la volonté partagée de créer un nouvel État, avec les idées de la révolution.

Finalement, la révolution aura permis une ouverture des relations entre le Nord-Liban et sa capitale. Ou du moins, elle aura permis à chacun de comprendre que Tripoli n'effraie plus sa région. Comme me le confiait un militant politique de la contestation à Zghorta, « le gouvernement veut faire croire à une mésentente,

⁷⁸ Michel SEURAT, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'une 'asabiyya urbaine », *op.cit.*

⁷⁹ Kamal SALIBI, *Une maison aux nombreuses demeures*, *op.cit.*, p.157.

⁸⁰ Jeanine JALKH, « Comment les Forces Libanaises tentent de surfer sur la révolution ? », *L'Orient-Le Jour*, 9 décembre 2020.

mais à ce stade, c'est carrément du complotisme ». Autrement dit, le Nord-Liban a de nombreuses raisons d'apporter une voix supplémentaire à la contestation nationale tant son sort est différent de celui du reste du Liban et tant son identité semble instrumentalisée par le pouvoir politique.

Chapitre 3 : La révolution à Tripoli : la défense d'une identité profondément libanaise

A) L'identité nationale à Tripoli face au confessionnalisme politique

Tripoli vit au rythme de cette inquiétude qu'elle dégage au reste du pays, au rythme de l'exclusion nationale, sous couvert d'un amalgame à l'égard des sunnites à peine dissimulé par la classe dirigeante libanaise. Pourtant, comme le considère Misbah Al Ahdab, un « tel amalgame est dangereux, car il renforce le sentiment d'oppression chez un peuple de bonne foi, tout en fermant les yeux sur le danger réel qui menace le pays »⁸¹. Cette réflexion nous souffle deux pistes de lecture. La première, c'est que les Tripolitains sont de « bonne foi », autrement dit, les habitants n'ont pas de volonté sécessionniste envers le Liban, ils s'en sentent pleinement les héritiers et ne cherchent pas de soutiens politiques et militaires extérieurs qui viendraient compromettre la souveraineté du pays. Les raisons qui créent historiquement le rattachement de la communauté sunnite au Liban s'expliquent en partie par la peur provoquée par la montée en puissance politique et militaire de la communauté chiite et des extrémistes religieux sunnites dans les années 1980⁸², mais nous verrons plus en détail ces points ultérieurement, notamment le point qui différencie les Tripolitains du reste de la communauté sunnite libanaise. La seconde piste de lecture, c'est que par cette intégrité morale à l'égard de son attachement national, les Tripolitains se placent de facto, en dehors de la dynamique nationale libanaise. En effet, les Libanais n'ont pu, dans l'histoire de leur pays, se constituer en nation libanaise. Les raisons sont nombreuses, mais l'absence d'un droit civil public et donc l'existence d'une inégalité en droit des citoyens sur le territoire imposent la non-existence du concept de citoyenneté et de nation au Liban. En revanche, on peut évoquer le « peuple libanais », mais celui-ci est constitué d'éléments différents que nous traiterons plus en détail à la fin de ce travail. Le concept de peuple s'entend comme celui qui rapproche des individus partageant une langue identique, une coutume ou une culture commune et qui évidemment, se sentent appartenir à un groupe homogène. Le peuple n'est pas forcément constitué en nation. Ces quelques points de notions du concept de peuple laissent quelque peu sceptiques sur la capacité des Libanais à être peuple libanais homogène, tant les particularismes religieux et régionaux sont nombreux. Cependant, les années passant, la construction d'une identité libanaise tend à se développer. L'absence de nation libanaise est directement la conséquence du confessionnalisme politique : l'État est dirigé par des groupes politiques communautaires supra-fractionnels qui se considèrent et incarnent à eux seuls le concept de nation⁸³. Ainsi, l'État peut être considéré comme l'addition de nations plutôt qu'une nation unitaire et constitutive. De cette manière, il est très difficile pour les habitants de Tripoli, à majorité sunnite, de prétendre s'incarner dans l'idée nationale quand l'État est dirigé depuis Beyrouth par des individus qui ne cherchent pas la formation d'un État libanais avec des citoyens et de droits nationaux et plus encore, qui ne veulent pas que la communauté sunnite y soit porteuse d'un espoir. L'État est confronté à un double blocage : l'impossibilité de développer une nation avec le système politique en vigueur et l'échec d'un État souverain, aussi conséquence du système politique actuel mais pas de la diversité confessionnelle, la nuance est importante⁸⁴. Toutes ces considérations sont des réponses fonctionnelles à la mise à l'écart de la ville depuis la fin de la guerre civile : les ambitions de la rue tripolitaine présentent un danger réel pour les « communautés nations » confessionnelles, celui de disparaître au profit d'une classe politique déconstruite du confessionnalisme. Ainsi, « l'oppression » pour Misbah s'explique par l'incompréhension des habitants d'une ville à pouvoir dépasser cette logique tristement décisionnelle. Cette même division est caractéristique du « danger » évoqué par l'auteur, celui qui frappe le Liban tant il entretient la division nationale.

⁸¹ Mishab EL AHDAB, « Tripoli, une opportunité historique pour dépasser les clivages confessionnels », *op.cit.*

⁸² Kamal SALIBI, *Une maison aux nombreuses demeures*, *op.cit.*

⁸³ Maxime RODINSON, *L'islam : politique et croyance*, Paris, Éditions Agora, 1993, pp.153-176.

⁸⁴ Ahmad BEYDOUN, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, *op.cit.*, p. 36.

B) Confrontation des identités arabes et libanaises

Si un événement au Liban bouleverse toute cette logique de cloisonnement national, il ne peut être que la Révolution de 2019. La Révolution à Tripoli présente une caractéristique originale : celle d'être animée par des habitants qui portent l'espoir, depuis des décennies, d'un État plus juste, face à des Libanais « captivés »⁸⁵ par l'implication de ses habitants dans un processus de construction nationale. Pourtant, il ne fait aucun doute dans la ville que les habitants se sentent entièrement Libanais. La ville de Tripoli a été considérée par la population libanaise, notamment chrétienne, comme incompatible avec la logique libanaise en raison de son attachement pour la cause arabe. Il ressort de mes entretiens, quasi unanimement, que tous les participants à la Révolution *Shat Al-Nour* sont fiers d'être Libanais, en dépit de l'effondrement du pays. Quand j'évoque avec eux l'arabisme, qui est donc une théorie politique, un concept idéologique, je constate que l'appartenance idéologique au mouvement n'existe plus même si les Tripolitains se sentent arabes. Les habitants du Nord ne s'identifient plus à l'arabisme puissant de la seconde moitié du XXe siècle, qui a marqué profondément les mœurs de la ville. Il était évident que la majorité des habitants se tournaient vers le monde arabe avant de se tourner vers le Liban, comme le décrivait Khaled Ziadeh en écrivant « Toutes les choses qui pouvaient elles (Fouad Chéhab) donner du prestige (...) ne pesaient pas bien lourd à côté des causes qui nous mobilisaient. Les chants qui nous faisaient vibrer, c'étaient ceux que diffusait la Voix des Arabes, depuis Le Caire »⁸⁶. Cette appartenance arabe avant d'être libanaise expliquait entre autres le malaise identitaire de la ville vis-à-vis de son État de rattachement qui ne s'intégrait nullement à la logique arabiste. Aujourd'hui, l'arabisme s'est développé vers une identité arabe et désormais, elle complète l'identité libanaise des habitants et plus l'inverse. Il faut désormais évoquer une identité arabe et non plus une identité arabiste, dans le sens où les Tripolitains, dans leur grande majorité, ne cherchent pas à créer une nation arabe aujourd'hui. Le panarabisme n'a plus d'incarnation politique dans la région, s'expliquant par l'absence totale de leaders ou de partis panarabes solides. Le panarabisme est une idéologie politique, qui vit et meurt, alors que l'identité arabe est une filiation, qui ne meurt pas. Autrement dit, on peut faire le choix de soutenir ou non le panarabisme, mais on ne peut choisir d'être arabe ou de ne pas l'être. Ainsi, si le panarabisme au sommet de son action sur la seconde moitié du XXe siècle dans la ville et dans le reste de la région pouvait être incompatible avec la République libanaise, l'identité arabe est totalement compatible. En ce sens, notamment depuis la fin de la guerre civile, le Liban fait de plus en plus de pas vers l'acceptation d'une identité libanaise arabe, comme dans sa Constitution qui dispose que « le Liban est un État arabe » ou dans le programme des écoles gouvernementales et de l'enseignement de l'histoire qui tend à s'ouvrir à l'identité arabe du pays. Ainsi, l'identité arabe des habitants de Tripoli n'est plus incompatible, aujourd'hui, avec l'idée libanaise.

C) La quête tripolitaine d'une communauté fédératrice

Ce qui est important de retenir ici, c'est évidemment que l'identité n'est jamais figée, qu'elle est évolutive dans le temps. Comme l'écrivait Amine Maalouf dans son ouvrage très populaire, *Les identités meurtrières*, « L'identité n'est pas donnée une fois pour toutes, elle se construit et se transforme tout au long de l'existence »⁸⁷. La ville de Tripoli n'échappe pas à ce constat et n'épargne pas ses habitants. Plusieurs points, dont on a vu un peu plus tôt une esquisse, expliquent ce changement d'identité. La chute du panarabisme après la signature des Accords de Camp David en 1978, la montée en grâce des islamistes dans les années 1980 et la menace incarnée par Khomeiny et la Révolution islamique chiite ont poussé de nombreux Tripolitains à se tourner définitivement vers le Liban quand ils ne se tournaient pas vers les alternatives idéologiques, souvent religieuses, comme le *Tamhid*, dit « Mouvement d'Unification islamique » (MUI). En effet, il serait faux de penser que les Tripolitains incarnent un ensemble idéologique homogène, on étudie tout de même une ville de plus de 100 000 habitants qui s'incarnent dans des sensibilités politiques plurielles. Cette diversité explique en partie ce que Bernard Rougier qualifiait d'*Oumma* « en fragments », dans une ville divisée en deux, les républicains contre les religieux, où les deux parties, sans être rivales, ne communiquent guères, constituant pour l'auteur « une constellation d'îlots urbains de plus en plus repliés sur eux-mêmes »⁸⁸.

⁸⁵ ARTICLE COLLECTIF, « Le peuple dans la rue », *L'Orient-Le Jour*, 18 novembre 2019.

⁸⁶ Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche, op.cit.*

⁸⁷ Amine MAALOUF, *Les identités meurtrières*, Paris, Le Livre de Poche, 1998, p.31.

⁸⁸ Bernard ROUGIER, *L'Oumma en fragments – Contrôler le sunnisme au Liban*, Paris, Presses Universitaires de France collection Proche-Orient, 2011.

Nous étudierons plus en détail, dans quelques lignes, la question du sunnisme dans la ville, mais ce qu'on peut ici dégager avant de continuer, c'est la recherche d'une idéologie dans la ville, d'un leader et d'un programme politique fort à suivre et à faire vivre. La recherche d'une identité se tourne depuis la montée en puissance de l'État-Nation vers des identités nationales. Il n'est pas nécessaire, dans un ensemble national, d'avoir un peuple uni historiquement, politiquement, géographiquement ou linguistiquement. Cependant, il est nécessaire de créer des codes, une identité imaginée, construits sur des processus politiques souvent mis en place par les dirigeants politiques dans l'objectif de fédérer un groupe en corpus national : c'est ce qu'on qualifie d'imaginaire national⁸⁹. Autrement dit, la nation, ici libanaise, ne répond pas forcément à des codes historiques communs, néanmoins, si celle-ci se constitue, elle permettra à ses membres de revendiquer une appartenance nationale. Cette appartenance est primordiale pour la construction politique et sociologique d'un individu : chacune et chacun se raccroche à un environnement supra-personnel, incarné à l'échelle d'une société : qu'elle soit religieuse, civilisationnelle ou nationale. Ainsi, les individus cherchent cette dimension supra-personnelle fictive, quelle que soit sa dimension géographique ou politique. Kamal Salibi disait au sujet de l'arabisme et de sa construction politique que « l'arabisme est une fiction comme l'est l'histoire du Liban »⁹⁰. En 2019, les codes utilisés par les révolutionnaires sont faibles, car la construction nationale libanaise est un échec ou du moins, comme vu précédemment, n'a pas été développée par ses dirigeants. Par ailleurs, dans son ouvrage sur l'imaginaire national, Anderson relève l'importance du développement des musées, du recensement et de la cartographie dans les constructions des États nationaux colonisés, comme c'est le cas du Liban sous mandat français. Or, au Liban, aucun recensement n'a été fait depuis 1932, dans un État qui n'a pas développé de musées nationaux à l'exception d'un musée archéologique à Beyrouth. Dans sa construction nationale, le Liban n'a donc pas connu « d'authentique ferveur nationaliste populaire », ni même « d'installation de l'idéologie nationaliste »⁹¹. Au début du mandat, certains historiens ont tenté de légitimer le concept « Libaniste » par plusieurs moyens, notamment par le « phénicianisme »⁹². Cependant, remonter l'origine des Libanais à celle du peuple antique phénicien en vient à exclure une partie de la population, mais aussi à interpréter faussement des réalités historiques au profit d'une construction nationale, pour écarter d'autres éléments, comme celui de l'identité arabe. Ainsi, cette recherche de légitimité nationale libanaise a été un échec sur ce point en particulier, virant même parfois au ridicule, tant l'argumentation semblait délirante d'un point de vue historique⁹³. En 2019, les Libanais en 2019 se réunissent autour d'un hymne, d'un drapeau, échangent dans une langue commune, mais ne partagent pas une authentique ferveur nationale. Néanmoins, ils ont tous à cœur, du moins au début de ce soulèvement spontané, de construire davantage de codes sociaux et politiques pour créer une nation libanaise qui ne serait plus prisonnière des logiques confessionnelles et clientélistes des anciens chefs de guerre libanais. Car cette logique de construction nationale confessionnelle dessert les Tripolitains. Or, comme chacun cherche à servir ses intérêts à travers une incarnation politique, pour les habitants du Nord, il est plus nécessaire à quiconque de trouver des solutions effectives pour améliorer ses conditions de vie. Il s'agit ici d'une manière politique de s'incarner dans un modèle commun, à une échelle nationale, sans se tourner vers les autres alternatives existantes au Liban, notamment les logiques de groupes confessionnels.

Cette recherche d'une incarnation politique explique en partie le succès de la Révolution à Tripoli. Les révolutionnaires cherchaient une véritable identité commune, tournée vers les Libanais qui partageaient l'idéal révolutionnaire. La Révolution nationale de 2019 est en ce sens un événement qui permet aux Tripolitains de montrer leur volonté certaine de construire un État qui les intègre pleinement et qui leur permettrait de vivre dans un État qui représente leurs intérêts. En effet, les intérêts personnels des habitants ne peuvent s'incarner et se réaliser qu'à travers un État libanais solide, à une époque où les constructions nationales revêtent une importance particulière si ce n'est essentiel : la géopolitique mondiale ne se traduit qu'à travers les États. L'évolution des identités, le remplacement des premières générations (celle qui a connu le rattachement contraint de la ville à l'État libanais) par les deuxièmes et troisièmes générations, a conduit les habitants à naturellement se sentir Libanais. En effet, « une réelle renaissance nationale requiert plusieurs générations »⁹⁴. La manifestation de l'identité libanaise dans les rues en 2019 va même plus loin que celle de

⁸⁹ Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

⁹⁰ Kamal SALIBI, *Une maison aux nombreuses demeures*, *op.cit.*

⁹¹ Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national*, *op.cit.*

⁹² Kamal SALIBI, *Une maison aux nombreuses demeures*, *op.cit.*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Georges NACCACHE, « Plusieurs négations peuvent-elles faire une nation ? », *L'Orient-Le Jour*, 10 mars 1949.

manifeste son sentiment d'appartenance selon Fehmi Karamé, elle est l'occasion d'apporter « des solutions concrètes » à l'État, pour répondre aux souffrances désespérées de la population. Elle est aussi l'occasion de construire les codes nationaux pour faire émerger une identité nationale libanaise. À Tripoli, l'avantage premier est qu'il existe déjà une conscience d'appartenance libanaise et que celle-ci est entretenue en interne et ne se développe que peu vers le reste du pays, du fait de l'isolement de la ville. L'implication révolutionnaire de Tripoli constitue donc un nouvel élément à la construction nationale libanaise.

Seconde partie

Sociologie de la Cité et identité révolutionnaire des habitants

« Je préfère vivre libre dans une cabane au sein d'une patrie libanaise indépendante que colonisé dans un palais au sein d'un Empire arabe ».

Kazem El Sohl, Congrès à Damas en 1928

Par sociologie de la Cité, nous entendons ici en grande partie le profil sociologique des habitants de Tripoli ainsi que l'identité des habitants, soit ce qui les caractérise et qui les détermine en tant que groupe constitué. Deux éléments majeurs de ce profil semblent expliquer l'importance de la contestation à Tripoli. Le premier est le fait sunnite : les habitants à grande majorité sunnite se sont tournés vers la Révolution pour des raisons propres à leur communauté, probablement inconscientes, je le concède. Ce sera l'objet du premier chapitre. Le second est le fait révolutionnaire en lui-même : les Tripolitains partagent le goût de la contestation et de la révolte, mais surtout, ont réussi à créer une identité de groupe dans la Cité, contrairement à d'autres villes libanaises. Ce sera l'objet du second chapitre.

Cette partie a pour objectif d'établir une approche sociologique originale sur les causes de la Révolution dans le Nord. Cherchant à se dégager des causes purement économiques et politiques, cette partie dite « sociologique » cherche à dépasser ce que certains sociologues considèrent comme les faiblesses générales des analyses de causalités révolutionnaires : l'ambition monologique⁹⁵ et l'absence de théorie de l'acteur⁹⁶. En ce sens, je considère ici que cette approche de l'identité sociologique des Tripolitains permet de réapproprier la causalité révolutionnaire des acteurs individuels de cet événement, qui ne doivent figurer comme « des ombres chinoises » dans le processus d'analyse⁹⁷.

Chapitre 1 : L'identité sunnite au Liban : la déliquescence politique d'une communauté

A) *Le vide identitaire sunnite depuis 1924*

Plusieurs siècles durant, du XIVe au XXe précisément, la communauté sunnite a régné en maître incontesté de la région. L'Empire ottoman a profondément marqué la région tant son emprise fut longue et déterminante dans la construction des identités de ses différents peuples. À sa tête, le *Calife* devenu *Sultan Calife*, titulaire du pouvoir spirituel et temporel, a dirigé le géant sunnite tout en intégrant les autres communautés du Livre, sous le statut de *dhimmis*. Les sunnites étaient donc à la tête du puissant Empire islamique jusqu'en 1924. Cette date correspond à celle de l'abolition du *Califat* par le nouveau chef d'État turc Mustafa Kemal dit Atatürk, quelques mois après la disparition de l'Empire en 1918⁹⁸. Loin d'être anecdotique, la disparition du *Califat* entraînera jusqu'à aujourd'hui, la communauté sunnite vers une grande inquiétude, un important vide politique et naturellement, un immense trouble identitaire du fait de l'absence de guides religieux et politiques. Cette sensation de vide ressentie par la communauté sunnite s'explique par la disparition de l'unité spirituelle et politique après des siècles d'existence pour la communauté, qui cherchera toujours au cours du XXe siècle, à recréer un semblant d'unité construit bien souvent autour de l'Islam. En ce sens, l'arabisme est un parfait exemple. Ce que visait l'idéologie panarabe était de regrouper une nation autour de l'idée d'appartenance arabe pour fédérer des peuples hétérogènes en une force culturelle, politique, économique et militaire qui deviendrait la grande Nation arabe. L'arabisme a créé une unité arabe (bien que jamais institutionnalisée), mais le sunnisme a joué un rôle essentiel dans la propagation de l'idéologie : les anciens partisans du *Sultan Calife* sunnite se sont massivement retrouvés dans les idées

⁹⁵ Par ambition monologique, on entend comment expliquer des séquences historiques dans la mesure où l'explication nécessite des lois liant les causes aux effets alors que l'histoire ne dispose d'aucune loi.

⁹⁶ Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », in *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, p.778.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Depuis 1924, le *Califat* n'a jamais été rétabli.

panarabes, car le projet défendait l'union et l'unité essentielles à la communauté sunnite⁹⁹. L'arabisme est teinté d'idéologie sunnite et bien que l'idéologie panarabe précède la chute du *Califat*, la disparition du guide et dirigeant religieux entraîne une dynamique nouvelle et très importante dans la propagation du discours arabe.

Soucieux de retrouver une formation politique dans laquelle la communauté sera en sécurité politique, un mécanisme se met en place dès la chute du *Califat* dans la communauté sunnite : la quête de la *oumma*¹⁰⁰, qui peut être comprise de deux manières. La première implique de le comprendre comme une traduction du terme « nation » comme nous l'entendons en Europe, *oumma arabiyya* par exemple. Aujourd'hui, le terme *watan* lui est préféré, car il porte moins de connotations religieuses. En effet, dans sa seconde traduction, *oumma* peut porter le sens de rassemblement des musulmans, *oumma islamiyya*¹⁰¹, naturellement exclusif aux musulmans et non plus aux Arabes. La conscience sunnite sera donc marquée par la volonté réelle d'unifier, de rassembler, autour du concept d'*Oumma* que l'on retrouve dans de nombreux discours des acteurs de la scène politique sunnite, qu'ils soient ministres d'État ou *Calife* de l'État islamique proclamé.

Pour résumer, Bassam Raï relevait 3 phases successives déterminantes pour comprendre la conscience sunnite aujourd'hui¹⁰². La première est celle que l'on a évoquée, la disparition de l'Empire en 1918, qui symbolise la chute de l'unité politique pour la communauté. La seconde est la chute de son unité religieuse en 1924, avec la disparition du *Califat*. La troisième est la chute de son unité nationaliste, avec les défaites des troupes arabes et de Fayçal notamment, entre 1920 et 1936. Tous ces éléments mettent en péril la sauvegarde de l'unité politique, religieuse et intellectuelle de la communauté sunnite qui cherchera systématiquement un symbole politique assez puissant et capable de faire ressusciter l'*Oumma*, car les défaites successives viennent durablement perturber la conscience de la communauté¹⁰³. Cela explique en partie pourquoi la communauté sunnite se tourne d'abord vers la Syrie arabe avant d'intégrer idéologiquement le Liban. Les sunnites veulent former une Nation arabe unie et le Liban maronite va totalement à l'encontre de cette démarche. Autre point qui explique aussi ce sentiment de rejet libanais des sunnites est que ces derniers, politiquement et spirituellement majoritaires ces derniers siècles, se retrouvent dans un État où ils sont minoritaires. Pire encore, la communauté majoritaire de cet État est celle qui a vécu des siècles durant avec le statut de minorité religieuse sous l'Empire ottoman. Cet état de fait est très difficile à comprendre et à accepter pour la communauté sunnite libanaise. L'imbrication du pouvoir spirituel et temporel est essentielle pour la communauté sunnite, qui relève ici une interprétation sociopolitique du message du Prophète, tout comme la volonté de créer l'unité. L'unité permet d'expliquer pourquoi la communauté sunnite accepte la signature du pacte national de 1943, en dépit des blocages constatés plus haut : elle est contrainte de s'adapter à une unité hétérogène, pour transformer la conscience d'unité vers une nouvelle représentation de la communauté, sans oublier la volonté de retrouver ce qui a été perdu par la communauté. Bassam Raï qualifie ce phénomène « d'anamorphose de la conscience sunnite »¹⁰⁴.

Aussi, les sunnites ne se retrouvaient pas forcément dans l'identité libanaise en formation par la communauté majoritaire de l'époque, à savoir les chrétiens maronites, notamment autour des concepts de « phénicianisme » et de « libanisme »¹⁰⁵. En effet, la communauté sunnite se réfère à la mère-nation, la Nation arabe, toujours dans le but de créer l'unité : aucune envie, pour le dire autrement, d'être rattaché à des chrétiens qui ne se considèrent pas comme Arabes et qui naturellement, ne permettront jamais un retour en force de la communauté sunnite au pouvoir.

Aujourd'hui encore, la communauté sunnite semble plus que jamais dans un vide politique et confrontée à une recherche identitaire. Les sunnites au Proche-Orient sont partagés entre deux puissances, deux leaders, qui tentent d'étendre leur hégémonie sunnite au reste de la région. La première, ce sont les États du Golfe avec à leur tête l'Arabie Saoudite. Son influence est particulièrement importante au Liban, notamment d'un

⁹⁹ Leyla DAKHLI, « Arabisme, nationalisme et identifications transnationales arabes au 20^e siècle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2009, no. 103, pp.12-25.

¹⁰⁰ Kais FIRRO, *Metamorphosis of the nation*, Sussex, Sussex Academic Press, 2009.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Bassem RAI, *Le pacte national libanais de 1943*, Paris, L'Harmattan, 2016.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Kais FIRRO, *Metamorphosis of the nation*, *op.cit.*

point de vue économique, mais sa conception théologique de la religion, le *wahhabisme*, n'est pas forcément populaire auprès de nombreux sunnites du Liban : son poids s'explique surtout par son rôle économique, qui devient davantage un moyen de pression financier qu'idéologique, mais aussi politique car l'Arabie Saoudite est la seule puissance capable de faire front à l'Iran chiite dans la région. La seconde puissance est la Turquie de Recep Erdogan que de nombreux analystes suspectent de vouloir recréer un « Empire sunnite »¹⁰⁶. Seulement, auprès de la communauté sunnite au Liban, le président turc ne parvient pas réellement à s'imposer comme une alternative, aussi bien religieuse que politique. En effet, le profil inquiétant que suscite Erdogan, le fait qu'il soit turc et pas arabe, ainsi que ses changements de position récurrents sur des choix politiques majeurs en font un leader contesté et sans réelle chance de voir son ambition se réaliser et prendre forme, en tout cas auprès des sunnites libanais. Néanmoins, sa force politique dans la région en fait un acteur incontournable sur la scène politique sunnite.

Pour résumer ces dernières informations, la communauté sunnite n'a ni de véritable leader depuis la chute du *Califat*, ni de véritable projet politique, ni même d'unité. Pire encore, la communauté semble divisée déjà d'un point de vue théologique mais aussi d'un point de vue politique. L'espoir de l'unité a disparu chez les sunnites. Ce sentiment qui découle d'un constat de faiblesse générale depuis 100 ans, se fait fortement ressentir au Liban et notamment dans la ville citadelle des sunnites : Tripoli. Tous les faits énumérés plus haut sont des composantes essentielles de l'identité de la ville, qui expliquent en partie son implication révolutionnaire, que nous allons étudier dans les prochaines lignes.

B) *La recherche d'une incarnation nationale par les sunnites*

Avant de comprendre l'implication de la communauté sunnite dans la Révolution, il est important de faire un point plus précis sur la communauté sunnite libanaise. Pour cela, il est inutile de revenir sur les points précédents évoqués concernant l'emprise du régime alaouite syrien sur l'État libanais depuis les accords de Taëf, mais plus utiles d'insister sur la forme qu'a prise le sunnisme politique au Liban depuis cette période.

Cette forme ne peut être résumée qu'en un nom : Hariri. Le monopole politique sunnite de l'homme d'affaires libano-saoudien Rafiq Hariri, puis de son fils Saad après son assassinat en 2005, a permis une revalorisation de la communauté sunnite au Liban, mais aussi, paradoxalement un net recul, voire un effacement, d'une partie de la communauté assez incompatible avec Hariri. L'installation d'Hariri au fauteuil de la Présidence du Conseil « favorisa une sorte de sunnitisation mentale de la relation entre les investissements en provenance des Pays du Golfe et le plan haririen »¹⁰⁷, tout en restant fidèle aux choix politiques décidés à Damas. Autrement dit, la communauté sunnite, bien que devenue plus importante depuis les années 1990 sur le plan politique au Liban, ne décidait de rien et dépendait totalement des puissances étatiques extérieures. Face à ce premier constat, il faut relever deux choses. La première est que la visibilité donnée par Hariri à sa communauté ne se faisait qu'au profit de Beyrouth et Saïda, ville d'origine du clan Hariri, laissant « le nord sunnite au bas de l'échelle du développement national »¹⁰⁸. Pire encore, bien que soutiens politiques du *Mustaqbal* d'Hariri, les sunnites de Tripoli ne se sentaient absolument pas représentés par leur leader de communauté, renforçant un sentiment de délaissement incontrôlé : sans soutien du chef de parti au Liban, il n'existe pas d'alternatives sérieuses et crédibles pour se démarquer sur la scène politique. La seconde est que les événements ont évolué depuis 1990, notamment en 2005¹⁰⁹ et 2019, avec la fin de la tutelle gouvernementale syrienne et la rupture des relations entre le Liban et les pays du Golfe. Privée de son guide politique et abandonnée par son principal créancier, la communauté politique sunnite a rencontré des années difficiles. Fortement divisée entre les clivages politiques internes à l'État libanais, face à un leader qui n'est jamais parvenu à hériter de la grâce consensuelle et de la stratégie politique de son père Rafiq, la communauté sunnite a semblé disparaître entre la force politique montante du *Hezbollah* et la montée de courants religieux extrémistes sunnites¹¹⁰. Bien que la majorité des sunnites soutiennent le

¹⁰⁶ Interview de Jean Marcou par Pierre Desorgues, « En Turquie, le projet « néo ottoman » du président Erdogan veut-il effacer l'héritage d'Atatürk ? », *TV5 Monde*, juillet 2020.

¹⁰⁷ Ahmad BEYDOUN, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Arles, Actes Sud, 2008, p.92.

¹⁰⁸ *Ibid*, p. 91.

¹⁰⁹ 2005 est l'année de la révolution du Cèdre, qui donne suite à l'assassinat de Rafiq Hariri. Les Syriens quittent le Liban. Un nouveau bloc politique s'impose : ceux qui soutiennent la tutelle syrienne (8 mars) et les autres (14 mars).

¹¹⁰ Grace ELIAS, « La communauté sunnite au Liban : l'entité et les variables politiques », *op.cit.*

Mustaqbal, ce dernier se retrouve aujourd'hui dans une situation d'incapacité politique, pris en tenaille entre le nouvel axe national et régional¹¹¹. Ainsi, les Tripolitains, face à un parti qui ne s'intéresse à leur sort qu'aux élections, n'a su et n'a pu s'imposer dans les décisions nationales du fait de la faiblesse d'action du mouvement sunnite.

Enfin, je l'ai quelque peu sous-entendu précédemment, mais la forme binaire qu'adopte la politique libanaise après 2005 vient fragiliser la communauté sunnite au point de la mettre « sous tutelle »¹¹². La coalition portée par le *Mustaqbal* est celle du 14 mars, elle s'oppose à celle du 8 mars portée par le *Hezbollah* et le « Courant patriotique libre » (CPL). La Présidence du Conseil des ministres étant toujours réservée à un sunnite, ce dernier a dû systématiquement s'adapter à la montée en puissance du *Hezbollah* dans les sphères du pouvoir depuis 2005, en gouvernant avec le parti financé par l'Iran, alors même que la population sunnite dans sa grande majorité rejette le projet politique du *Hezbollah* et s'oppose à sa présence dans les sphères du pouvoir. Cette hostilité à l'égard du *Hezbollah* est très symptomatique du recul sunnite au Liban, notamment depuis que le *Hezbollah* a utilisé ses armes contre les Libanais et en particulier contre les sunnites en 2007¹¹³. Ce rejet total se manifeste particulièrement à Tripoli, où le *Hezbollah* est l'opposant numéro pour une majorité de la population. Au cours de mes entretiens, la place occupée par le *Hezbollah* dans le Liban actuel revenait systématiquement dans le discours de mes interlocuteurs qui s'en inquiétaient et qui fréquemment, me disaient toute la haine qu'ils ressentaient à l'égard du parti chiite. Par ailleurs, le candidat Ashraf Rifi, qui a recueilli le plus grand nombre de voix à Tripoli lors des élections législatives de 2022, a axé sa campagne sur son opposition frontale au « parti de Dieu », lui permettant sans l'ombre d'un doute de se démarquer positivement de ses adversaires pourtant crédibles comme Moustapha Allouch¹¹⁴. Le rejet du *Hezbollah* se caractérise comme une haine, un dégoût à l'égard d'un parti que de nombreux sunnites considèrent comme « directement responsable du malheur libanais ». Le « parti de Dieu », qui ferme l'État libanais aux pays du Golfe pour l'ouvrir en direction de l'Iran, a directement conduit à un musèlement politique de la communauté sunnite, en mettant les intérêts de la communauté chiite en avant. Aux yeux de beaucoup, le *Hezbollah* est le parti libanais qui incarne le plus, avec son allié le CPL, la corruption et le clientélisme politique du pays¹¹⁵.

Ainsi, la communauté sunnite ne bénéficie pas d'une grande popularité politique, souffre d'un manque de représentation et s'efface face aux autres formations politiques. Seulement ce recul sur la scène politique libanaise en particulier à Tripoli, aussi étonnant soit-il, a permis à ses membres d'incarner mieux que quiconque une idée nationale indépendante des partis traditionnels et surtout, a permis l'essor spectaculaire que chacune et chacun connaît de la Révolution de 2019.

C) Les sunnites et la révolution de 2019

Tous les éléments étudiés précédemment permettent de nous faire comprendre, progressivement, le long recul de la communauté sunnite au Liban et à Tripoli. Il est ressorti du discours de mes interlocuteurs plusieurs points qui font écho à la place centrale du sunnisme dans la Révolution. Le premier point, c'est l'absence de revendications confessionnelles chez de nombreux Tripolitains sunnites. En effet, après quelques minutes d'échanges avec les interviewés, la plupart m'avancent leur appartenance confessionnelle que ce soit dans les montagnes du Nord-Liban ou ailleurs. Pourtant à Tripoli spécifiquement, rarement si ce n'est jamais, mon interlocuteur ne mettait en avant son appartenance confessionnelle. Quand je questionnais cette partie de mon répertoire, ils me confiaient être sunnites. Très rapidement, j'en ai déduit que la communauté sunnite cherchait à s'incarner dans une identité libanaise plus large que la confession, celle-ci considérée comme relevant du domaine privé. Dans un État où les communautés majoritaires ou minoritaires sont très confuses, où il faut distinguer les minorités numériques des minorités sociologiques¹¹⁶,

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ Isabelle DELLERBA, « Liban : brutalités et tensions entre sunnites et chiïtes », *Libération*, 1 mars 2007.

¹¹⁴ Moustapha Allouch, né à Bâb Tebbâné est une figure politique locale du « Courant du Futur » pro-Hariri. Il démissionne du parti en 2020 et est un temps considéré comme l'héritier d'Hariri dans le Nord. Sa liste n'obtient aucun siège en 2022.

¹¹⁵ Alain FRACHON, « Un parti, un seul, est plus particulièrement accusé du blocage mortifère du Liban : le Hezbollah », *Le Monde*, 4 novembre 2021.

¹¹⁶ May MAALOUF MONNEAU, *Liban de l'État inachevé à l'invention d'une nation*, *op.cit.*

il semble évident que le sunnisme appartient à une minorité sociologique et que les Tripolitains incarnent la minorité de cette minorité. Par minorité sociologique, on entend un groupe minoritaire non pas d'un point de vue numérique, car il est très difficile au Liban de déterminer une majorité ou une minorité numérique, mais d'un point de vue sociologique, c'est-à-dire une minorité institutionnelle, sociale qui s'incarne dans les faits quotidiens. Naturellement, sans leaders religieux permettant de servir des intérêts clientélistes aux membres de sa communauté, sans espoir de pouvoir influencer l'État central par le biais de son parti confessionnel, les Tripolitains étaient bien plus engagés dans le processus révolutionnaire qui demandait le renversement de l'équilibre politique actuel au profit d'un État de droit, avec de nouveaux dirigeants politiques. Autrement dit, les Tripolitains se tournent vers un idéal national libanais, car il est le seul à pouvoir incarner un changement concret dans leur quotidien.

Le second point qui se rapproche du précédent est la quête des habitants de Tripoli d'une unité politique, pas nécessairement inscrite dans un processus confessionnel. Le fait est que depuis quelques années, la présence partisane en milieu sunnite diminue fortement et la tendance commence aussi chez les chrétiens¹¹⁷. Il n'est finalement pas si étonnant de constater un recul net des habitants à l'égard de la religion dans les sphères étatiques quand on connaît l'importance du soutien de la ville à la cause arabiste. Si l'arabisme défendait un point en particulier, c'était celui d'englober des habitants de culture arabe commune « nonobstant toute division communautaire ou confessionnelle apparente »¹¹⁸. Ainsi, la Révolution de 2019 va aussi dans ce sens précis : celui de créer un État libanais qui délaisse les divisions confessionnelles. L'un des messages les plus marquants de cet événement, probablement aussi celui qui a fait considérer aussi cet événement comme national, est la mise en cause des divisions politiques confessionnelles et de l'instrumentalisation politique qui en est faite. Il ne reste que le Liban aux Tripolitains pour exister.

« Voué par ses chefs à une perpétuelle inquiétude, le peuple libanais cherchera en vain, en lui-même, les lois de son ordre intérieur »¹¹⁹. Sur ces mots qui auront valu quelques jours de prison à Georges Naccache, je m'interroge alors sur le choix des communautés confessionnelles libanaises à choisir la structure étatique ou pseudo-étatique qui servira le mieux leurs intérêts personnels et leur permettra de vivre le plus sereinement possible. Si la communauté chiite est largement tournée vers l'Iran, que la communauté chrétienne se tourne essentiellement vers l'Europe, la communauté sunnite est en perte de repères depuis le froid diplomatique avec l'Arabie Saoudite¹²⁰ et ne peut pour répondre aux « lois de son ordre intérieur » que se tourner vers le Liban. La Révolution de 2019 n'aurait pas eu la même teneur sans la communauté sunnite : ils sont ceux qui en attendaient le plus les effets. Je ne dis pas que le soulèvement est le fait d'une communauté religieuse ou même d'une ville. Je dis simplement que sans cette communauté religieuse et sans l'investissement de Tripoli, la *Thanra* n'aurait pas été portée si loin qu'elle ne l'a été. Encore plus important que changer un État, pour les Tripolitains, la révolution était l'espoir de prendre de nouveau son destin en main et de redevenir acteur de son destin.

Chapitre 2 : Tripoli, bastion sunnite libanais : état d'une conscience révolutionnaire

A) La conscience d'appartenance tripolitaine

Tripoli ne compte pas moins de 200 000 habitants et pourtant, tout donne l'impression que la ville est un village, où chacune et chacun connaissent leurs voisins. Pour être plus précis et plus juste, il faut dire que cette proximité d'usage entre les habitants est très forte à l'échelle du quartier. Comme nous l'avons vu précédemment, de nombreux universitaires qualifient la ville « d'additions de quartiers », de « divisions d'îlots urbains »¹²¹. On peut ainsi dire que Tripoli est une ville composée de quartiers sociaux à l'identité forte et à la proximité urbaine importante. L'identité de la Cité expliquée dans une partie cherchant à démontrer l'implication révolutionnaire d'une ville par la sociologie de ses habitants, peut paraître étonnante à

¹¹⁷ Chawqat ISHTAY, « Les partis politiques dans les conseils municipaux. Nature et dimensions de la participation », *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2001.

¹¹⁸ Massoud DAHER, « Le Liban et la Méditerranée : une nouvelle perspective », *Aire Régionale Méditerranée*, Paris, Programme Méditerranée-UNESCO, 2001.

¹¹⁹ Georges NACCACHE, « Deux négations ne peuvent faire une nation », *op.cit.*

¹²⁰ Muriel ROZELIER, « Au Liban, les sunnites déboussolés », *Le Figaro*, 2 novembre 2021.

¹²¹ Voir introduction.

développer ici. Pourtant, il s'agit d'un point essentiel qui explique l'engagement des habitants dans le processus révolutionnaire.

Dans un premier temps cela permet de comprendre que contrairement à d'autres villes du pays, il y a des intérêts sociaux et pas nécessairement sectaires dans la ville¹²². Le dialogue interreligieux est existant et fonctionne bien. Comme le disait Khaled Ziadeh dans son ouvrage *Vendredi, dimanche*, « en dépit de l'impression contraire qu'elle pouvait donner, la ville offrait une grande variété de situations. Il avait rapproché des personnes et des familles venues d'horizons différents et tout le monde s'y sentait chez soi »¹²³. En ce sens, j'ai vu de nombreux musulmans participer à des messes chrétiennes et aussi des chrétiens partager des moments de spiritualité avec des musulmans ce qui constituait à mes yeux, un bel exemple de coexistence. Les relations sociales et amicales se créent davantage autour de profils sociologiques : sociétés de classe, de profession, de rue. Souvent, les Tripolitains ne se considèrent pas selon leurs croyances religieuses, mais bien selon des critères menant à une « solidarité sociale et de quartier ». Finalement, la considération confessionnelle existe dans les relations sociales, forcément, mais elle n'est pas aussi importante qu'évoqué dans la presse. Pourtant, on relève aussi une propension des Tripolitains à conserver une grande intimité dans leur for intérieur, à ne pas forcément se dévoiler publiquement et à conserver une pudeur face aux autres¹²⁴. Il s'agit bien de cet équilibre entre la solidarité de quartier et la pudeur tripolitaine qui anime les habitants de cette ville, conférant à la Cité libanaise du Nord un esprit de village moins que celui d'une ville. L'expression « d'intérêts sociaux indépendants de la confession » explique d'une certaine manière l'implication importante de la ville dans les mouvements sociaux et en particulier, dans la Révolution de 2019. En effet, nous devons entendre le mouvement social comme l'action d'un collectif visant à changer les comportements ou les institutions dans un sens qui lui est favorable¹²⁵. Le collectif constitué a de préférence une conscience de groupe : elle lui permet alors d'intensifier ses demandes et ses espoirs au changement.

Une révolution a de meilleures chances de se développer lorsque le groupe social qui porte ses idéaux est auparavant un groupe constitué et constitutif, porteur d'une identité de groupe. À Tripoli il existait déjà un groupe social constitué et constitutif. Il est donc fort probable que la révolution de 2019 se soit engagée aussi de cette manière dans la ville : un effet de groupe qui a conduit chacune et chacun à contester, car ils ne pouvaient rester impuissants quand leur voisin descendait dans la rue. C'est ce qu'on pourrait qualifier en sociologie de « théorie des masses critiques », autrement dit, la décision de s'engager dans une action selon l'implication attendue d'un nombre suffisant de personnes¹²⁶. Il s'agit aussi d'un réflexe psychologique. En effet, au sujet des foules et des rassemblements collectifs, il semble que l'individualité de la personne s'évapore au profit d'une âme collective lors d'événements de crise, cette même âme « le fait sentir, penser et agir d'une façon tout à fait différente de celle dont sentirait, penserait et agirait chacun d'eux »¹²⁷. Nous étudierons l'âme collective contestataire de la ville dans quelques lignes, mais ici, il est surtout important de dégager le lien qui existe entre les individualités de la ville et l'identité de la Cité. Les Tripolitains font vivre la Cité, ils l'incarnent. Il existe une âme collective à Tripoli qui s'est forgée par l'histoire de la ville, mais aussi, et surtout par les épreuves que celle-ci a traversées. Elle s'explique, comme n'importe quelle autre ville au monde, par ses structures politiques, ses événements marquants, ses grands hommes, son climat ou encore sa géographie¹²⁸ : autant d'éléments qui viennent définir l'identité de l'individu dans la ville et par conséquent, l'identité du groupe, l'identité de la Cité. Dans le cas de Tripoli, la proximité avec la mer Méditerranée lui a conféré une identité méditerranéenne sans aucun doute, comme son ouverture par la plaine du Akkar sur l'*hinterland* syrien lui a conféré une identité arabe plus que libanaise au début du mandat. Ainsi, pour expliquer en partie la Révolution à Tripoli, l'identité de la Cité semble incarnée par les

¹²² John GULICK, *Tripoli: a modern Arab city*, *op.cit.*, pp.121-181.

¹²³ Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche*, *op.cit.*

¹²⁴ John GULICK, *Tripoli: a modern Arab city*, *op.cit.*

¹²⁵ Pour le mouvement social, se référer à la définition d'*Universalis.fr*, qui répond en détails à la définition de cette notion.

¹²⁶ Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*, p.784.

¹²⁷ Sigmund FREUD, *Psychologie de masse et analyse du moi*, traduction par Dominique Tassel, Paris Éditions Points, 2014, p.54.

¹²⁸ Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Agora Les Classiques, 1882.

Tripolitains, individus enclins à se rassembler dans les rues et à manifester. En 2019, il s'est passé un événement tout à fait normal : les habitants ont été emportés par une vague qui leur donnait la sensation d'être invincibles les premiers jours, portés par l'espoir que les choses changent dans une ville où plus rien ne va. Finalement, certains auront été, comme dans chaque mouvement collectif « contraint d'agir comme les autres »¹²⁹. Là où je veux en venir, c'est que l'esprit de Cité à Tripoli est si important, ses relations de quartiers sont tellement centrales dans l'identité de la ville, le rapport des individus aux autres est si intense que la participation à la Révolution de 2019 pouvait s'imposer comme une obligation autant qu'une nécessité, ce qui permet de comprendre en partie l'importance du mouvement à Tripoli.

Dans un second temps, cette symbiose collective entraîne de sérieux revers, notamment celui de déconsidérer sa ville face à l'État central ou de s'enfermer dans une logique de victimisation. Ce revers s'incarne dans la désignation de l'ennemi commun sans y apporter de nuances claires et objectives. Peut-on alors évoquer comme Le Bon « la baisse d'une performance intellectuelle que subit l'individu quand il se fond dans la foule »¹³⁰, ou devons-nous le voir comme la volonté d'un collectif de ne pas connaître la vérité afin de se constituer un mythe fédérateur, une « exigence de l'illusion à laquelle elles (les masses) ne peuvent renoncer, car pour elles, l'irréel prévaut toujours sur le réel »¹³¹. À Tripoli, ce qui est longtemps ressorti de mes entretiens, c'est la place prédominante du *Hezbollah* dans les affaires internes du pays. Mes interlocuteurs se sont montrés très critiques, m'avançant des faits qu'ils jugeaient incontestables sur le « parti de Dieu » et m'ont expliqué, à leurs yeux, comment ils voyaient l'influence du *Hezbollah*, sans pouvoir changer quelconque chose. Aujourd'hui, l'identité de la Cité, en particulier dans les quartiers populaires sunnites de la ville, se construit en partie sur l'opposition frontale entre les habitants du Nord et la communauté chiite du *Hezbollah* et de *Amal*. L'effort collectif de la Cité, les discours publics et la presse locale s'acharnent sur le pouvoir inquiétant et la dépendance iranienne exacerbée du *Hezbollah*. Sans aller jusqu'à considérer que l'identité de la Cité ne se construit que sur cette opposition avec le *Hezbollah*, j'en déduis qu'aujourd'hui cette opposition est centrale dans l'expression des masses à Tripoli. Ainsi, lors de la Révolution, les révoltés ont contesté le pouvoir en place, ont demandé la démission de toute la classe politique, ont plaidé pour de meilleures conditions de vie, mais surtout, ont rêvé de voir le *Hezbollah* être dépouillé de ses armes et de son contrôle politique au Liban. Si les Tripolitains ne s'accordaient pas sur tous les points de la *Thawra* (par exemple, certains défendaient un État laïque d'autres non), le point commun à tous les contestataires est l'opposition au Parti de Nasrallah. L'identité de la Cité semble donc se construire sur une relation de rejet de l'autre, d'un conflit sunnite-chiite très important mêlé à de la rancœur et de la détestation. L'identité de la Cité se développe autour de la peur de l'autre, ce qu'on peut ici rapprocher de « l'exigence de l'illusion », car cette opposition frontale n'est que le résultat d'une instrumentalisation de milliers d'hommes par quelques hommes dans un objectif purement politique.

Ainsi, la Révolution à Tripoli est le fait d'une masse d'individus partageant, à l'exception de ceux qui y ont participé et qui sont originaires d'en dehors de la ville, un sens commun, une identité commune. Naturellement, la contestation était importante du fait de l'entraînement des individus à rejoindre la masse contestataire et aussi parce que l'identité de la ville, aux allures de villages, est mise à mal par des discours publics, politiques, des émissions et articles ou tout simplement des discussions dans les groupes sociaux. Les Tripolitains avaient donc tous les outils pour lever une révolte et défendre l'identité de groupe de leur Cité.

B) *L'inconscience révolutionnaire tripolitaine*

Lorsque les Tripolitains investissent la place *Al-Nour* en 2019, ce n'est pas la première fois que celle-ci voit ses rues se remplir. Depuis son rattachement à la République libanaise, la place *Al-Nour*, artère centrale située à l'entrée de la ville, est devenue l'espace symbolique des contestations dans la ville. En effet, à l'inverse des autres nationaux libanais qui ne semblent pas incarner une entité très mobilisatrice dans les rues, la société tripolitaine s'est souvent distinguée dans les manifestations. À ce propos, Khaled Ziadeh écrivait au sujet de Tripoli dans les années 1960 que « nous allions à la Grande Mosquée, non pas pour prier, mais pour

¹²⁹ Sigmund FREUD, *Psychologie de masse et analyse du moi*, op.cit., p.73.

¹³⁰ Pour Le Bon, cette théorie se rapproche d'un fameux distique de Schiller : « Chacun, pris isolément, se montre assez avisé et raisonnable ; Mais sont-ils *in corpore*, que vous en sort un imbécile ».

¹³¹ Sigmund FREUD, *Psychologie de masse et analyse du moi*, op.cit., p.65.

nous réunir, nous les lycéens avec quelques artistes, commerçants et responsables politiques locaux afin d'organiser les manifestations. En réalité, notre nombre dépendait du motif de notre mouvement de protestation : manifestation politique, revendications salariales ou étudiantes »¹³². Il convient de remarquer que la société tripolitaine a depuis son intégration, une fièvre mobilisatrice, elle incarne une société engagée et concernée. Il s'agit ici d'un élément concret de son identité : les habitants d'une Cité déterminée sont souvent considérés comme plus révolutionnaires que d'autres ou inversement¹³³. Ce point explique en partie l'investissement de la ville dans les instances révolutionnaires en 2019 et explique surtout, l'engagement massif de la population tripolitaine, quand une partie des habitants d'autres villes du pays ont hésité lors des premiers jours de révolte. L'organisation de manifestations au cours de l'histoire de la ville a permis un perfectionnement de l'identité de groupe à travers la conscience de ses habitants : connaissance de son existence en tant que groupe, détermination des causes et profits communs, recherche d'une opportunité partagée, organisation d'une révolte contre le pouvoir qu'il soit politique ou autre. Tous ces points ont été utilisés et répétés dans la vie de la Cité, ils sont parvenus à s'incarner en groupe de contestation civile. Nécessairement, cette conscience de groupe a évolué plus rapidement que dans le reste du pays vers une conscience révolutionnaire : une fois la conscience de son appartenance et le ciblage des causes et profits établis, une fois la manifestation de cette identité et conscience de groupe fait, vient l'envie de concrétiser la volonté d'une opportunité commune et l'opposition concrète de l'opposition. Après tout, de la conscience de groupe à l'identité révolutionnaire il n'y a qu'un pas, mais pour être franchi, il nécessite que la première conscience soit solide, ce qui est le cas à Tripoli. Dès lors, les manifestations de masse organisées par les consciences de groupe deviennent « des répétitions pour la Révolution »¹³⁴. Ainsi, l'existence d'une société manifestante à Tripoli a permis une maturité révolutionnaire dans le Nord bien plus importante qu'ailleurs et donc une implication massive dès octobre 2019.

Alors, on serait intéressé de savoir si l'implication des Tripolitains dans la révolution de 2019 découle uniquement d'un constat logique de participation de personnes qui en ont marre ou simplement de la manifestation d'une conscience révolutionnaire affinée avec le temps ? En réalité, plusieurs facteurs expliquent la participation des habitants de la ville dans le processus révolutionnaire, le cas échéant ce travail serait plus court. Seulement, la révolution présente un cas unique de mobilisation sociale au Liban : elle est le premier mouvement social avec une dynamique nationale, qui répond à une nouvelle forme de mouvement social : il s'organise en « type d'action collective qui implique une contestation, en particulier non conventionnelle, dans un espace politique, face à d'autres acteurs »¹³⁵. Ainsi, la participation des Tripolitains dans ce mouvement social à dimension nationale libanaise est portée par une population qui certes a une conscience révolutionnaire, mais a aussi une conscience nationale. Il serait faux de dire que toutes les manifestations tripolitaines des cinquante dernières années ont été portées par une dynamique nationale : certains ont en tête les manifestations des chrétiens maronites de Zghorta qui manifestaient en 1973 leur opposition à l'accueil des Palestiniens voulu par les musulmans sunnites de Tripoli ou encore les récentes et récurrentes manifestations des organisations islamiques de la ville¹³⁶. Seulement, l'essentiel des combats protestataires, qui ont conduit à l'émergence d'une révolution nationale dans la ville, a porté une certaine idée de l'État libanais. Les habitants de Tripoli ont donc constamment, dans l'histoire du Liban, manifesté cette conscience nationale, disons aussi cette sensibilité de l'appartenance au groupe¹³⁷. Par exemple, l'opposition des Zghortioties à la présence des Palestiniens sur le sol libanais, qui plus est sur le sol tripolitain, bien que sous couvert d'une influence confessionnelle, demeure un point de vue profondément engagé sur le plan de l'identité nationale, notamment au Liban. Même constat pour les manifestations de groupes islamiques : il s'agit pour eux de défendre un vrai projet de société, certes en marge de l'État actuel,

¹³² Khaled ZIADEH, *Vendredi, dimanche, op.cit.*

¹³³ Il existe de nombreuses thèses traitant d'une ville en particulier, de son identité propre et du degré révolutionnaire de ses habitants. Quoi qu'il en soit, il revient à dire que la ville est une échelle essentielle et incontournable dans la construction de l'identité d'un individu, avant même l'État nation. Pour plus d'informations sur ces points, se référer à l'ouvrage de Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, dont la référence est en bibliographie.

¹³⁴ John BERGER, « La nature des manifestations de masse », *Contretemps*, 11 janvier 2017.

¹³⁵ Karam KARAM, *Le mouvement civil au Liban : revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Paris/Aix-en-Provence, Éditions Karthala/Iremam, 2006, p.177.

¹³⁶ Michel FAYAD, « Nord du Liban : le risque d'apparition d'un nouvel État islamique », in *Marianne*, février 2020, numéro 1195.

¹³⁷ René OTAYEK, « La révolution du Cèdre au Liban », in *L'identité en jeux*, 2010, pp.311-333.

mais qui défend une idée d'unité « nationale »¹³⁸. D'une certaine manière, on peut considérer que les Tripolitains ont une maturité évidente sur le reste des nationaux libanais à ce sujet.

À l'occasion de la Révolution, il fut fréquent de lire dans la presse nationale, internationale et universitaire que la *Thawra* avait permis aux Tripolitains de se réapproprier leur image et leur identité¹³⁹. Nous verrons dans quelques lignes la réappropriation de l'image qui est un point important de la Révolution dans le Nord. Néanmoins, il ne semble pas que la Révolution de 2019 soit l'événement qui permette la réappropriation de l'identité, et ce pour deux raisons. La première est que la Révolution n'a pas permis un véritable changement des mœurs et des idées que les personnes extérieures avaient sur la ville¹⁴⁰. La seconde est que systématiquement, comme expliqué depuis quelques lignes, les Tripolitains ont manifesté pour défendre leur identité ou se la réapproprier quand elle était menacée. Sur ce dernier point assez significatif, on constate que les Tripolitains ont toujours veillé à conserver une identité déterminée. À titre d'exemple, dans leur histoire, quand l'identité de la Cité se tournait vers le monde arabe et que la ville était intégrée de force à l'État libanais, les habitants ont manifesté leur soutien à la cause arabe. *Sit-in*, groupes politiques, manifestations et révoltes contre les symboles libanais, les Tripolitains savaient défendre leur identité singulière pour se démarquer de l'identité libanaise d'autrefois¹⁴¹. Cette manifestation d'identité était une réappropriation de son espace, de sa singularité et de son incarnation, que les habitants sentaient menacés par le développement d'une identité libanaise en construction. L'identité étant évolutive, comme nous l'avons vu précédemment, on constate que quelques années plus tard, bien que les Tripolitains inscrivent un fort degré de « libanité » dans leur identité, ils continuent à défendre leur singularité face à ses dérives. Dans les années 1990 et 2000, l'émergence de groupes *salafistes* dans les quartiers les plus défavorisés du Nord pousse de nombreux Tripolitains à s'engager dans des mouvements civils et des manifestations¹⁴². Cet engagement avait pour objectif d'apporter une image positive de la ville au reste du pays et du monde dans un premier temps et ainsi montrer que tous les Tripolitains n'étaient pas *salafistes*, ce qui se caractérise comme une défense de son identité. Aujourd'hui encore, une partie de la presse incarne le fauteur de trouble à l'encontre des défenseurs de l'identité tripolitaine en décrivant encore la ville comme le fief des *salafistes*, ce qui a pour conséquence de peiner, blesser et décourager les habitants. Tripoli n'a rien d'une « Kandahar ». Le second objectif de ces manifestations était d'alerter les pouvoirs publics, ou lorsque ces derniers s'avéraient incompetents (ce fut souvent voire toujours le cas), animer et faire vivre des associations dans le but de décourager les habitants déboussolés à se tourner vers des groupes radicaux¹⁴³. En ce sens, de nombreux Tripolitains se sont engagés pour la défense d'une paix civile dans la ville face à une instrumentalisation politique de la violence. Lors de mes entretiens à Tripoli, Georges, prêtre installé entre les quartiers de Bâb Tebbâné et Jabal Mohsen témoignait de son combat, porté avec plusieurs Tripolitains, pour pacifier la ville entre deux quartiers par l'éducation et par la transmission de l'identité de groupe.

Ainsi dans leur grande majorité, les Tripolitains ont toujours été acteurs de leur identité par le biais des manifestations et de leurs investissements dans les mouvements sociaux de la ville. Incarner l'espoir de la Révolution semble donc logique dans le sens où la *Thawra* de 2019 s'inscrit dans la défense de l'identité tripolitaine : conserver une singularité urbaine dans un ensemble national juste et démocratique, sans divisions confessionnelles politiques qui viennent ruiner le collectif national et empêchent le développement d'une citoyenneté. Contrairement au reste du pays et en particulier les campagnes, les Tripolitains étaient en avance sur leur investissement révolutionnaire. Cependant, on comprend aussi pourquoi les Libanais et le reste du monde s'étonnaient de voir les Tripolitains s'investir dans la Révolution quand ces derniers ne s'en étonnaient pas¹⁴⁴ : ils ont simplement été victimes d'une médiatisation négative de la ville, que nous étudierons plus tard et qui a donné l'image d'une ville conservatrice dont l'identité était incompatible avec le développement national. En réalité, c'est tout le contraire.

¹³⁸ Pour plus d'informations à ce sujet, se référer à l'article de Michel Seurat inclus dans la bibliographie, qui traite de cette question avec excellence et précision.

¹³⁹ Clothilde FACON, « Tripoli: the bridge of revolution », *op.cit.*

¹⁴⁰ Nous développerons le point du non-apport de la révolution ultérieurement.

¹⁴¹ Pour plus de détails sur les manifestations et les symboles utilisés à Tripoli auparavant, se référer à l'ouvrage de Khaled Ziadeh, *Vendredi, dimanche, op.cit.*

¹⁴² Grace ELIAS, « La communauté sunnite au Liban : l'entité et les variables politiques », *op.cit.*

¹⁴³ Emmanuel HADDAD, « À Tripoli, l'espoir sur une ligne de front », in *Le Monde Diplomatique*, novembre 2020, numéro 800.

¹⁴⁴ Clothilde FACON, « Tripoli: the bridge of revolution », *op.cit.*

Troisième partie

Misère endémique et espoir révolutionnaire du changement

« Pour son centenaire, le Grand Liban s'offre un effondrement à la mesure de son message au monde »¹⁴⁵.
Camille Ammoun

La ville porte le lourd surnom de « mère des pauvres ». Il est fort probable que si la misère n'avait pas été aussi importante à Tripoli, la contestation n'aurait pas eu l'ampleur qu'elle connut. La pauvreté des habitants explique en partie l'engagement dans la Révolution. Ce sera l'objet de mon premier chapitre. Seulement, la pauvreté explique aussi les limites de l'engagement révolutionnaire de la ville. La perte de vitesse de la Révolution a été une conséquence du profil économique des habitants. Ce sera l'objet de mon second chapitre.

Chapitre 1 : La pauvreté tripolitaine : misère globale et tentative révolutionnaire

A) État des conditions économiques et sociales de la Cité

Aucune étude contemporaine qui s'intéresse à Tripoli n'omet de parler de sa grande pauvreté. Toutes les doctrines, tous les articles de presse traitent en détail ou de manière expéditive la question de l'extrême dégradation des conditions de vie dans la Cité, de la grande pauvreté qui frappait déjà avant la crise la plus grande majorité des habitants¹⁴⁶. Résultante essentielle de l'isolement de la capitale du nord à l'échelle nationale, la pauvreté tripolitaine est surtout économique et sociale. Les absences d'emplois dans la ville, de perspectives, de financements empêchent tout espoir aux habitants d'améliorer leurs conditions de vie. La Révolution de 2019 est un mouvement spontané, initié, animé et organisé par le bas. Par « le bas », on entend la force populaire qui s'est engagée dans un mouvement de contestation contre « le haut », à savoir les dirigeants politiques. À Tripoli plus qu'ailleurs, le peuple a manifesté contre la pauvreté. Si l'on se réfère à la lecture des articles de presse qui traitent de la Révolution dans le Nord¹⁴⁷, on peut même considérer, avec du recul, que la condition économique était le moteur de la contestation. Elle est celle qui a permis un engagement massif de la population, qui demande de meilleures conditions de vie.

La pauvreté tripolitaine a plusieurs visages. Elle est économique, mais elle est aussi, en cohérence avec le manque de ressources financières, une misère sociale. Concernant la misère économique, il ne fait aucun doute que les conditions financières des habitants sont les plus difficiles et les plus précaires du pays. La population tripolitaine est en grande partie frappée depuis plusieurs années par une crise économique endémique qui ne lui assure aucun espoir de sortie de misère. Pourtant, l'espace urbain est riche en atouts économiques¹⁴⁸ : usines, exploitations fruitières et agricoles, bois, artisanats internationalement reconnus. Tripoli n'a pas toujours été la ville pauvre que tous décrivent aujourd'hui, seulement le mode d'organisation traditionnel de son économie n'a su résister à l'économie de marché¹⁴⁹. De plus, tout comme le Liban, Tripoli vit au rythme des perturbations régionales. À titre d'exemple, des événements survenus chez les États voisins comme les embargos économiques irakiens ou la guerre civile syrienne ont eu une incidence importante sur la Cité. L'embargo a provoqué la fermeture du gazoduc condamnant de nombreux habitants au chômage, quant à la crise syrienne, des millions de réfugiés syriens ont traversé la frontière et créent aujourd'hui une concurrence sur le marché du travail dans le Nord, la main d'œuvre clandestine syrienne étant moins onéreuse. Les structures civiles et économiques qui auraient pu développer la ville ou *a minima* lui permettre d'être économiquement existante, n'ont pas résisté : c'est le cas de son aéroport, qui a fermé en 1957, écrasé par la concurrence de l'aéroport international de Beyrouth agrandi en 1962¹⁵⁰. Son économie

¹⁴⁵ Camille AMMOUN, *Octobre Liban*, Arles, Actes Sud, 2020.

¹⁴⁶ Aya ISKANDARANI, « How Tripoli became Lebanon's protest capital? », *The National*, 16 décembre 2019.

¹⁴⁷ Hugo LAUTISSIER, « Liban : un tournant violent pour l'acte II de la Thawra ? », *Middle East Eye*, 1 mars 2020.

¹⁴⁸ John GULICK, *Tripoli : a modern Arab city*, *op.cit.*, pp.89-120.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

s'est effondrée dès son intégration à la République libanaise, coupée du principal souffle de vie qui la reliait à son *hinterland* syrien¹⁵¹. Le chômage dans la ville atteint des taux faramineux et disproportionnés¹⁵² tandis que l'emploi informel empêche une prospérité économique de ses habitants. Sur place, même avant 2019, les Tripolitains semblaient déboussolés : on ressent la détresse, elle se lit en chacun des habitants. L'ennui, la solitude, l'absence d'espoir ont condamné les habitants à une misère globale. C'est à ce moment que la détresse économique s'est transformée en misère sociale. On verra dans quelques lignes ce qui pousse la plupart des Tripolitains financièrement désabusés à se tourner vers le clientélisme politique, mais ici, je souhaite insister sur un point que je n'ai pas encore traité dans ce travail et qui est en partie une conséquence de la crise économique : le radicalisme religieux et politique.

Foyer de la misère économique au Liban, Tripoli est devenue, ces dernières décennies, le foyer de la misère sociale et du radicalisme sunnite au Liban¹⁵³. Loin de moi l'idée de considérer cette ville de « Kandahar » comme la plupart des journalistes, ce qui constitue à mon sens une métaphore douteuse et absolument disproportionnée, il convient néanmoins de comprendre pourquoi ce surnom lui a été conféré. Il convient de dire que, quel que soit le nombre de ses habitants qui aient pu rejoindre des organisations radicales¹⁵⁴, cette manifestation est une conséquence directe du déclassement économique des habitants de la Cité. J'ai eu l'occasion de dire auparavant que les Tripolitains n'étaient pas fanatiques : un engagement dans des mouvances radicales n'est pas systématiquement facteur d'adhésion idéologique de ses acteurs. Face à l'ampleur de la crise, Tripoli est devenue « terre de mission et de conquête pour les militants des nouvelles prédications » islamiques¹⁵⁵, porteurs d'une idéologie structurée, de valeurs dites de « solidarité » et de « notion de justice »¹⁵⁶ : en d'autres mots, des vendeurs de rêves à une population qui suffoque. Il n'y a ni hasard, ni interprétation douteuse, à analyser la trajectoire et l'évolution du destin de Bâb Tebbâné, autrefois « plus grosse main-d'œuvre de la région »¹⁵⁷, devenu « terreau de l'islamisme » selon de nombreux journaux¹⁵⁸ et en déduire que la pauvreté et le radicalisme ont un lien. Le quartier le plus pauvre du Liban est victime de son délaissement économique qui le conduit vers une détresse sociale aux mains des groupes les plus radicaux ou d'un autre point de vue, des groupes les plus offrants. Bien que leur existence et leur succès relatif s'expliquent par de nombreux éléments autres qu'économiques, leur survie s'opère surtout comme l'espoir du bouleversement d'un système au profit d'un autre. À ce sujet, le créateur du *Tawhid* se confiait à Michel Seurat en 1986, avançant « nous combattons pour notre survie, les forces qui nous poussent à choisir l'État se trompent, nous avons choisi l'islam »¹⁵⁹.

Seulement cette présence sur son sol de groupes radicaux et la conséquence induite que certains des individus les plus défavorisés de la ville ont rejoint ces organisations, ont conduit à dégager une image de la ville plus négative qu'elle ne l'était auparavant. De nombreux préjugés ont frappé les Tripolitains sur ce supposé rattachement au radicalisme religieux. Tripoli est devenue une ville divisée en deux parties, dans lesquelles les parties « ne communiquent plus »¹⁶⁰. La grande majorité des Tripolitains est victime de la présence supposée de ces groupes et de l'image que cela renvoie au reste du pays et du monde. L'influence des islamistes a « achevé de terrasser » les Tripolitains¹⁶¹. Conséquence de la situation économique désastreuse dans la ville, elle traverse dès lors une importante crise sociale qui empêche le développement sain de la Cité.

¹⁵¹ Bernard ROUGIER, *L'Oumma en fragments*, *op.cit.*

¹⁵² Chadi YAHYA et Paul BOYER, « Tripoli : la mariée de la révolution Libanaise », *Le Club de Mediapart*, 16 janvier 2020.

¹⁵³ Ibrahim CHALHOUB, « De la Kandahar Libanaise à la mariée de la révolution », in *Challenges*, octobre 2019, numéro 626.

¹⁵⁴ Il n'existe pas de données concordantes, précises ni mêmes exactes sur le nombre de personnes qui ont pu rejoindre les organisations radicales.

¹⁵⁵ Bernard ROUGIER, *L'Oumma en fragments*, *op.cit.*

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Michel SEURAT, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'une 'asabiyya urbaine », *op.cit.*

¹⁵⁸ Pour plus d'informations, se référer à l'article de Michel Seurat en bibliographie.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Bernard ROUGIER, *L'Oumma en fragments*, *op.cit.*

¹⁶¹ Anne-Marie EL HAGE, interview d'Adib Nehmé, « Tripoli, une ville livrée à la pauvreté », *L'Orient-Le Jour*, 2 février 2021.

C'est dans ce contexte de crise économique et sociale majeure que la ville se trouve à la veille de la Révolution. Abîmée, appauvrie, divisée, malheureuse : la société tripolitaine était en mort cérébrale dans le sens où la pauvreté avait anesthésié les espoirs de se battre. Il semblait être atteint un point de non-retour dans la ville qui s'est traduit par un taux de pauvreté s'élevant de 75 à 85 % de la population dans la ville en 2021, par un taux d'analphabétisme situé autour de 80 % dans le quartier de Bâb Tebbâné, dans une ville où la plupart des enfants ne sont plus scolarisés aujourd'hui et qui enfin se sont traduits par « la polarisation de leur appauvrissement »¹⁶².

B) Investissement révolutionnaire des plus démunis

La volonté révolutionnaire est de renverser un système au profit d'un autre plus avantageux et plus juste, servant des intérêts collectifs et non pas les intérêts d'un groupe d'individus politiques. Naturellement, certaines classes de la population semblent plus enclines à participer au mouvement révolutionnaire et à le voir aboutir. En ce sens, les classes les plus populaires ont largement adhéré à la révolution de 2019, car celle-ci présentait une perspective meilleure pour cette partie de la population : une économie libérée, du travail à la clé ainsi que la fin d'une logique clientéliste de la politique. L'investissement des Tripolitains semble donc s'expliquer en partie par la condition de sa population qui vit et incarne la misère au Liban : la ville est devenue le symbole de la pauvreté dans le pays jusqu'à être surnommée « mère des pauvres ». Comme je l'ai avancé précédemment, la population défavorisée tripolitaine habite essentiellement les quartiers de Bâb Tebbâné, Jabal Mohsen et la périphérie de la Cité (si ce n'est la ville entière depuis 2020)¹⁶³.

Pourtant si l'on analyse brièvement les événements qui composent la Révolution d'un point de vue chronologique¹⁶⁴, il semble y avoir deux phases de l'implication des classes populaires de la ville. D'abord une implication massive des classes populaires sur les premières semaines de la révolte et enfin, une phase caractérisée par le recul si ce n'est la quasi-absence, des classes populaires dans le processus révolutionnaire tripolite. Ici, nous développerons cette première phase avant de nous concentrer dans la partie suivante, sur la seconde phase.

Le 17 octobre 2019, lorsque les premiers révolutionnaires descendent dans la rue, il est difficile d'établir un profil sociologique et économique des Libanaises et Libanais révoltés. Pourtant, les journaux nationaux ainsi que la presse en général vont mettre l'accent sur deux types d'acteurs : la jeune génération (18-34 ans) et les classes populaires. Logiquement, la révolution de 2019 est très investie par les jeunes Libanaises et Libanais qui aspirent à un État différent de celui dans lequel ils ont grandi. Il faut dire qu'ils ont été éduqués dans un État post-guerre civile qui n'a pas fait de travail de mémoire sur ce long épisode qui en aurait nécessité un et dans lequel les rancœurs entre les groupes qu'ils soient confessionnels ou géographiques, ont été très importantes. Ils ont été éduqués dans la peur de l'autre, le tout dans un État sous tutelle grignoté, par la corruption politique et promis à une crise majeure. Il semble donc largement compréhensible qu'une grande partie d'entre eux investissent les rues en octobre 2019. Concernant la classe populaire, elle est assez importante au Liban depuis la fin de la guerre civile, représentant pas loin de 20 % de la population jusqu'en 2019 et étant concentrée dans des espaces urbains précis : le Nord-Liban (Akkar et Tripoli), Nabatiyeh et Baalbek sont les territoires les plus pauvres de la République¹⁶⁵. Dans ces zones, la Révolution fut très importante et de nombreuses personnes sont descendues dans la rue crier leur colère, s'exposant ouvertement au danger en s'opposant frontalement à leurs leaders¹⁶⁶. C'est le cas notamment des chiïtes du Liban-Sud et de la Bekaa qui ont subi une pression importante des cadres du duo politique *Amal-Hezbollah* et qui ont dû s'armer de beaucoup de courage pour descendre dans la rue. À Tripoli les choses sont différentes, car comme je l'ai dit précédemment, aucun leader de la ville si ce n'est aucun parti national majeur, semblait en capacité de faire pression sur l'image du *Hezbollah*. Ce point fut utilisé par certains journalistes pour expliquer le succès de la révolte dans le Nord¹⁶⁷. Bien que l'absence du *Hezbollah* soit une

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ Point développé dans l'introduction de ce présent mémoire.

¹⁶⁴ Voir annexe 4.

¹⁶⁵ « Au Liban, le taux de pauvreté atteint de nouveaux sommets, déplore l'Escwa », *L'Orient-Le Jour*, 4 septembre 2021.

¹⁶⁶ Suzanne BAAKLINI, « À Nabatiyeh et à Tyr, « une troisième force » dont il faut tenir compte », *L'Orient-Le Jour*, 12 novembre 2021.

¹⁶⁷ Aya ISKANDARANI, « How Tripoli became Lebanon's protest capital? », *op.cit.*

« chance », à savoir celle de ne pas manifester sous pression, elle ne peut expliquer à elle seule l'implication révolutionnaire d'une ville. En réalité, la pression politique sera présente à Tripoli, mais sous une autre forme, rendue moins visible, mais tout aussi violente. Nous étudierons ce point dans quelques lignes.

Maintenant que l'on connaît l'implication et la présence des milieux populaires dans la première phase de la Révolution nationale, notamment à Tripoli, ville la plus pauvre du Liban, il s'agit désormais de comprendre quels étaient les enjeux des « plus démunis » à rejoindre le mouvement.

Premièrement, si l'on adopte une approche sociologique, il paraît évident que la Révolution contemporaine relève de facteurs internationaux « qui s'expliquent par la sphère économique »¹⁶⁸. En ce sens et à l'image des printemps arabes, ce que le public international par l'intermédiaire de la presse voit comme l'émergence d'un peuple contre son régime politique jugé non démocratique, s'incarne parfaitement dans ce qu'ils imaginent être la demande des révolutionnaires : faire chuter le régime corrompu. Pourtant il semblerait que la base de la révolte, le cœur battant de la contestation, soit d'ordre économique. Cela n'enlève rien aux autres revendications qui sont tout aussi sincères et véritables. Néanmoins, l'augmentation des prix de la nourriture, des communications, de l'énergie, le manque d'emplois semblent apparaître comme des demandes principales et urgentes. Comme le transcrivait Clothilde Facon dans ses interviews à Tripoli en 2019, « ici presque tout le monde est pauvre (c'est pour ça) que les gens sont, sans arrêt, tous les jours, sur la place Al-Nour »¹⁶⁹. Les révolutionnaires à Tripoli ont massivement reproché au gouvernement le manque de « services médicaux et éducatifs de base, d'eau et d'électricité »¹⁷⁰. Pour la population, tout est devenu plus onéreux, au point qu'au commencement de la Révolution en 2019, les Tripolitains manquaient de tous les services de base qui auraient pu rendre leur misère un peu plus confortable. Les demandes des révolutionnaires sont bien entendu animées par le « ras de bol » général de la population : néanmoins, leurs demandes des premiers jours se tournent massivement vers l'amélioration des services et de leurs conditions économiques. Comme me le confiait la chercheuse tripolitaine Joumana Timery, le peuple fait la Révolution quand il a faim et qu'il ne parvient plus à se nourrir¹⁷¹.

Aussi, « l'accentuation de la corruption et de la prédation des économies nationales par des cliques, issues de l'entourage des Chefs de l'État, aurait aussi exaspéré les élites marginalisées »¹⁷². Bien que cet extrait soit tiré d'une analyse sociologique des Printemps arabes, il semble que cela s'applique parfaitement au Liban et à la Révolution de 2019. En effet, la frustration collective d'être les otages d'un régime qui s'est enrichi quand les Libanais s'appauvrirent a créé un sentiment de révolte. Les personnes les plus touchées par le manque de ressources financières et matérielles sont celles qui développent souvent le plus de rancœurs à ce sujet. Ainsi, la Révolution dans ses premiers jours est massivement portée par la colère de la population, mais encore plus par la colère d'une partie d'elle, celle privée de ressources. Autrement dit, la révolte de 2019 comme de nombreuses autres est celle des pauvres dans son commencement (même si elle incarne d'autres éléments aussi). Cette colère est naturelle, car elle est la causalité du manque de ressources de la population voulu et décidé par une classe politique enrichie sur le dos de sa population. Durant la Révolution, Tripoli a joué le rôle de boussole des révoltés libanais,¹⁷³ car sa population est directement et brutalement victime de cet état de fait étudié plus haut. Pour le résumer simplement : sa population est très pauvre, ses politiques sont très riches et ont délibérément abandonné le sort tripolitain laissant sa population sombrer progressivement dans une misère économique devenu insurmontable. Dès lors, les appels à la démission de la classe politique sont lancés en cœur par les plus déçus du système, à savoir les classes populaires, mais sans que soient exclus de la contestation ceux qui vivaient avec de meilleures conditions économiques. L'aspiration au changement par la Révolution est née d'un ventre vide.

¹⁶⁸ Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*, p.773.

¹⁶⁹ Clothilde FACON, « Tripoli: The bridge of revolution », *op.cit.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Entretien réalisé à Paris avec Joumana Timery courant mars 2022.

¹⁷² Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*

¹⁷³ ALAMEDINNE, « Il était une fois la Thawra », *L'Orient-Le Jour*, 16 octobre 2021.

Les classes populaires ont donc un immense espoir au commencement de la révolte : celui d'améliorer leurs conditions de vie, au-delà de créer un nouveau système. Néanmoins, nous verrons dans le second chapitre qui traite des limites de la révolution sur ce plan que les classes populaires ont été contraintes de délaissier la révolte, formant une révolution sans les acteurs qui lui avaient donné son âme.

Chapitre 2 : Pauvreté et limites révolutionnaires : le désengagement populaire

A) Entretien de la misère par le bourreau politique

Michel Foucault évoquait la question du pouvoir politique et disait à son sujet qu'il était une « résultante d'un déséquilibre de force »¹⁷⁴. Cette théorie nous entraîne donc à penser que le pouvoir peut produire des effets et se maintenir dès lors qu'il parvient à entretenir une autorité sur le reste de la population. En d'autres termes, le gouvernant doit s'assurer d'une posture dominante sur le gouverné. L'explosion de la pauvreté à Tripoli, le maintien d'une population entière dans une situation de précarité économique et sociale est le fait d'une classe politique qui ne veut pas l'enrichissement de cette partie de la population, entretenant ainsi « le déséquilibre de force » entre le gouvernant et le gouverné. Les hommes politiques libanais incluant donc ceux de Tripoli, entretiennent le malaise entre Beyrouth et la capitale du Nord, entre les classes fortunées et ceux qui ne le sont pas¹⁷⁵, développant le sentiment de rancœur d'une population appauvrie qui ne comprend pas les raisons qui ont entraîné une telle déclassification. L'instrumentalisation politique devient alors centrale : entretenant la misère en refusant de développer une ville et son industrie, son économie, sa culture et tant d'autres secteurs, les décideurs politiques font le choix d'isoler une partie de la population de l'espoir du changement, celui pour lequel les Libanais sont descendus dans la rue le 17 octobre. Cette partie pauvre devient alors « le sujet du Roi » : le politique achète leur conscience. Ainsi, bien que les conditions économiques expliquent la présence de nombreux Tripolitains dans les rues lors de la *Thawra*, car voulant bénéficier de plus de ressources financières pour vivre, leur présence fut rapidement contrariée dans l'action révolutionnaire du fait de leur condition et ce pour plusieurs raisons. La première est évidemment le temps accordé au processus révolutionnaire : un habitant démuné, qui doit travailler dans des conditions plus difficiles, mais aussi plus longtemps, peut se détourner facilement de l'ambition révolutionnaire, car il ne peut se permettre une présence quotidienne dans les rues. La seconde raison m'est avancée par Fehmi Karamé : de nombreux Tripolitains issus des milieux populaires se sont détournés de la Révolution, car les changements ne sont pas apparus assez rapidement¹⁷⁶. Une Révolution est un processus lent et long, dont les résultats peuvent prendre plusieurs années. À ce sujet, l'anecdote du Premier ministre chinois Zhou Enlai qui considérait « qu'il était trop tôt pour déterminer les conséquences de la Révolution française de 1789 »¹⁷⁷ est assez révélatrice du temps que peut prendre un processus révolutionnaire. Au Liban, après quelques semaines, la désorganisation révolutionnaire ainsi que le dispersément des foules mobilisées dès le départ ont conduit à laisser un sentiment amer à une grande partie de la population¹⁷⁸, notamment sa partie défavorisée. En effet, notamment à Tripoli, les habitants les plus pauvres du pays placent leurs espoirs dans le soulèvement car ils espèrent ni plus ni moins un changement de leurs conditions de vie. Cela nous mène ainsi à la troisième raison du retrait des classes populaires du soulèvement : le combat révolutionnaire n'apporte pas la sécurité (certes manipulée) que procure celle offerte par les *Zaïms* politiques. Fehmi Karamé regrettait que de nombreux Tripolitains pensent encore « avoir besoin du soutien des Hommes politiques pour survivre »¹⁷⁹. Ces éléments ne viennent pas récuser la présence des classes populaires à la Révolution à Tripoli, mais elles viennent apporter des éléments de réponse au retrait significatif d'une partie de celles-ci des rues révoltées. La présence des classes les plus pauvres dans les rangs de la Révolution est un fait légitime et évident, mais l'organisation du processus révolutionnaire, sa transition de révolte à organisation politique, n'a pas été permise pour les plus pauvres. Cet état de fait est très visible sur place et lors de mes entretiens,

¹⁷⁴ Michel FOUCAULT, *Le sujet et le pouvoir*, Québec, Presses de l'université de Montréal, p.1062.

¹⁷⁵ Bruno DEWAILLY, « L'espace public à travers le prisme du pouvoir : quelques éléments de réflexions à partir d'un cas tripolitain (Liban) », in *Géocarrefour*, 2002, vol. 77, p.288.

¹⁷⁶ Entretiens réalisés sur place.

¹⁷⁷ Il est interrogé par Malraux, voir Jean Paul CHAGNOLLAUD, « Aux origines des printemps arabes », in *Questions internationales*, Janvier-février 2017, n° 83.

¹⁷⁸ Fadi Nicholas NASSAR, « Lebanon's Revolution Deserves a fighting chance », in *The Tabrir Institute for Middle East Policy*, octobre 2021.

¹⁷⁹ Entretiens réalisés sur place.

il ne faisait aucun doute que la Révolution se divisait bel et bien en deux phases : l'espoir d'un collectif hétérogène au début de la révolte, puis une phase animée par le retrait d'une partie de ses rangs, les classes populaires.

En réalité, l'exploitation de la misère par les hommes politiques au Nord-Liban a conduit certains chercheurs à considérer Tripoli et sa région comme « le laboratoire du Liban »¹⁸⁰. Par laboratoire, il faut entendre ici l'expérimentation de politiques absolument inquiétantes : à partir de quel niveau de vie économique un Tripolitain et par conséquent un Libanais, peut-il prêter serment à son chef politique ? Jusqu'où un habitant est-il prêt à aller pour nourrir sa famille ? En échange de quel service politique ? Toutes ces expériences ont été réalisées à Tripoli, ville dans laquelle on peut « voir aux grands jours les entrailles du régime libanais »¹⁸¹. À cet entretien de la misère qui oblige les classes populaires à porter allégeance à leurs chefs de communautés s'ajoute la tentative systématique des régimes à « acheter la paix sociale », en produisant un discours en vue « d'affecter les calculs stratégiques des citoyens »¹⁸². Il s'agit d'une continuité des actions perverses de la classe politique sur les classes populaires soumises aux chefs de communautés. Le responsable politique s'impose comme l'alternative, avec un brin de culpabilisation et une volonté efficace de monter les uns contre les autres, afin de ne pas espérer de changements par le bas. À Tripoli, cette mécanique explique le retrait des classes populaires de la Révolution. Les dirigeants politiques utilisent des codes précis pour acheter cette paix sociale : souligner « les risques de profond désordre social », organiser des « manifestations de soutien pour contrer les effets d'entraînement » ou dénoncer le « caractère sectoriel voir manipulé par l'étranger des manifestations »¹⁸³. Ces mécanismes ont tous été utilisés par le régime politique lors de la révolution de 2019 et sont une conséquence du retrait des classes populaires de la révolte. Bien sûr lors de la Révolution, j'avais pu constater l'importance des discours politiques dénonçant tantôt « l'implication américaine et occidentale derrière la Révolution » ou le risque de sombrer dans les années noires de la guerre civile. Systématiquement, les discours des dirigeants visaient à discréditer la Révolution populaire ou simplement à culpabiliser les révoltés libanais en leur faisant comprendre que « la seule révolution se fait dans les urnes »¹⁸⁴ et que leur combat n'était qu'un caprice. On pourrait, bien entendu, se dire que l'implication révolutionnaire ne devrait pas faiblir face à une intimidation de ceux qu'ils dénoncent et pourtant, ces discours ont fonctionné sur une partie de la population. Lors de mes entretiens, j'ai constaté que les personnes issues des milieux populaires avaient déserté la révolution après janvier 2020, soit après 3 mois de participation aux révoltes. Il est évident qu'un individu se posant comme première question au réveil de quelle manière il pourra nourrir ses enfants, ne peut continuer un combat révolutionnaire qui le prive de ressources. Ces mêmes ressources qui lui sont offertes par son travail, souvent permis par l'approbation des dirigeants politiques. Ce fait me rappelle un événement survenu lors des élections législatives de 2022. Un homme interrogé par des journalistes sur son choix de vote sur le marché de Bâb Tebbâné répondait « je voterai pour le plus offrant ! »¹⁸⁵, rappelant l'achat de votes dans les quartiers populaires, fait connu et contesté au Liban. Ceux qui ont poursuivi la Révolution ne l'ont pas forcément faite dans la rue : déjà à ce moment, Tripoli s'embrasait des divisions internes à la révolte et de nombreux incidents étaient à déplorer dans la Cité. Finalement, la révolution s'est scindée sous le poids du clientélisme, entre ceux qui ont tenté d'y donner une continuité politique, ceux qui las d'une situation qui n'évolue pas et constatant leur appauvrissement quotidiennement ont décidé de quitter la rue et ceux qui ont continué à manifester pour leur survie, dénaturant l'esprit initial de changement institutionnel de la Révolution en lui succédant une série de manifestations pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Comme l'avancé Léa Polverini dans son article, « à Tripoli (...), les émeutes de la faim ont succédé à la Révolution »¹⁸⁶.

Ainsi, pour résumer ce dernier point, on peut considérer qu'il y a eu en raison du retrait des classes populaires et de leur incapacité à rester soutenir la Révolution nationale, un abandon des plus pauvres au profit du clientélisme ou une manifestation qui s'est maintenue dans la rue, mais sans porter les idéaux

¹⁸⁰ Clotilde FACON, « Tripoli: the bridge of revolution », *op.cit.*

¹⁸¹ Khalil ISSA, « Lebanon elections: the enemy of the people remains », in *Elaraby*, juin 2022.

¹⁸² Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*, p.782.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *L'Orient-Le Jour*, daté du 21 mai 2022. Phrase prononcée par le Président Aoun.

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Léa POLVERINI, « Very Bad Tripoli : la misère dans l'oubli », *op.cit.*

révolutionnaires. Ceci implique donc que les classes populaires n'ont pu candidater à la volonté de transférer les ambitions révolutionnaires en volonté politique. Naturellement, l'esprit révolutionnaire s'est dénaturé et l'ambition politique d'un changement traduite par un non-esprit de corps des Libanais : la révolution est devenue le fait des élites. Seulement et il est nécessaire que j'éclaircisse un point avant de continuer ce travail : le départ de la classe populaire n'implique pas un départ total. Il est évident que des personnes sans ressources financières continuent d'animer le mouvement civil. Néanmoins, le départ massif entraîne un abandon significatif.

B) *La révolution tripolitaine des élites*

Ce dernier point étudié ne vise pas à déterminer si la Révolution est un échec en soi : il vise davantage à comprendre le processus chronologique des événements et vient constater la continuité de ce que j'avais précédemment, à savoir que la révolution de 2019 n'est pas parvenue à s'imposer sur le long terme comme un mouvement homogène. Après un délaissement des classes populaires, la révolte se vide d'une partie de ceux qui l'avaient animée. En réalité, l'objectif de changer le système, renverser les dirigeants politiques et créer un État libanais aux institutions nouvelles s'éloigne dès janvier 2020, date à laquelle le mouvement connaît une perte de souffle¹⁸⁷, ainsi que l'éloignement de membres de ses rangs. Pourtant si une Révolution veut aboutir, il faut nécessairement que celle-ci aboutisse sur une construction politique, un changement concret¹⁸⁸. Or à Tripoli, le délaissement des classes défavorisées entraîne une nouvelle dimension dans la ville : la disparition de la Révolution au profit, comme vu plus haut, d'émeutes de la faim. Pourtant, il ne s'agit pas réellement d'une disparition de la révolte : celle-ci s'organise afin de se constituer en révolution politique, notamment pour les élections qui ont suivi : les législatives de 2022. Logiquement, la révolution après quelques mois d'existence semble être tenue, organisée, par un collectif d'individus appartenant à une classe sociale plus aisée. Pour rebondir sur les propos de Fehmi Karamé, restent mobilisés ceux qui croient au changement par la révolution et donc ceux qui seront prêts à y voir l'espoir du renouvellement, quel que soit le temps nécessaire. La révolution est donc aussi celle des plus éduqués, qui peuvent espérer et croire en un changement véritable, ainsi que de ceux qui ont les moyens financiers pour continuer à manifester. Lors de mes entretiens et plus précisément ceux tenus par les candidats ou les entourages de candidats de la contestation à Tripoli, j'ai été marqué par cette existence de classe. Bien qu'il serait faux de considérer ces individus comme « riches » ou socialement plus importants que les classes populaires, il advient tout de même que les Tripolitains qui ont porté les idées révolutionnaires aux portes du Parlement et parfois même en son sein sont des individus n'appartenant pas à la classe populaire. Jusque-là, rien n'est surprenant, car ce schéma se reproduit dans tous les États du monde.

Cependant, on est en droit de s'interroger sur la potentialité des classes populaires à tirer profit et succès de la Révolution, puisque le combat est porté par des élites. Quand les articles de presse titraient sur « la mariée de la Révolution libanaise », les journalistes appuyaient sur le point véritable de la contestation : la révolution est celle de tous mais Tripoli incarne cette Révolution du fait de son statut de ville « pauvre »¹⁸⁹. La pauvreté des habitants était donc un moteur contestataire, mais ne figure pas à l'initiative du changement. Ce quasi-échec révolutionnaire s'explique par plusieurs points que nous avons vus plus haut, mais surtout, réside dans l'incarnation défectueuse du « capital social révolutionnaire »¹⁹⁰ des Libanais et particulièrement des Tripolitains. Il peut se définir comme l'entière des richesses apportées par les révolutionnaires dans un processus de révolte. Ainsi, un capital social révolutionnaire réussi est la conséquence d'un collectif dans lequel chacune et chacun, en dépit de son appartenance sociale, est parvenu à apporter une dynamique. De ce capital « dépendrait alors la capacité à s'orienter et à s'imposer dans la conjoncture critique et plus généralement, dans le monde politique en crise »¹⁹¹. Or à Tripoli, la révolution a été désorientée et n'est pas parvenue à s'imposer car ce capital social révolutionnaire était disputé par des individus ne partageant ni les

¹⁸⁷ Chronologie de la révolte en annexe 4.

¹⁸⁸ Il peut y avoir des divergences de compréhension sur la qualification du terme révolution selon l'aboutissement de la révolte.

¹⁸⁹ Clotilde FACON, « Tripoli: the bride of revolution », *op.cit.*

¹⁹⁰ Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*

¹⁹¹ Choukri HMED et Laurent JEANPIERRE, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machreq », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016, no. 211-212, p.17.

mêmes réalités sociologiques ni les mêmes conditions économiques. Pourtant, « la politique révolutionnaire n'a rien d'homogène sociologiquement ni idéologiquement »¹⁹². L'absence d'alliances idéologiques entre les classes populaires et défavorisées avec les classes supérieures et éduquées en interne de la révolte a conduit à « une absence de coordination entre ces deux groupes semblant prédisposer à un effondrement progressif de la mobilisation contre le régime en place »¹⁹³. C'est pourquoi l'organisation de la révolte a surpris au sein des révolutionnaires à Tripoli : ne partageant pas de capital social commun et ne parvenant pas à en dégager un suffisamment fort face à la pression du politique, les Tripolitains ne sont restés qu'une vitrine de la révolution sans boutique révolutionnaire. Les personnes que j'ai interrogées, notamment Nazih, me parlaient de l'organisation d'ateliers et de stands sur les places centrales de la ville lors de la révolte. Celles-ci ont permis nécessairement un dialogue mais l'énergie sociale de la révolte ne s'est pas animée en son sein. Pour cause, les divisions confessionnelles sont importantes au Liban, mais les différences sociales et économiques le sont tout autant, accompagnées d'idées toutes faites à ce sujet. J'ai rencontré de nombreux révolutionnaires qui me confiaient, sans le moindre jugement de valeur j'en suis convaincu, craindre de se rendre dans des quartiers pauvres et ne pas connaître la réalité de ce quotidien.

Fait aussi intéressant, quand j'interrogeais les candidats à des postes de députés issus de la contestation et que je les questionnais sur une supposée « révolution des élites », leur réponse était partagée, voire gênée. Par élite, j'entendais bien sûr la part des Libanaises et Libanais et dans notre cas des Tripolitaines et Tripolitains, investie dans la Révolution nationale aujourd'hui et qui appartient à une classe sociale et économique plus élevée que la majorité des habitants. Systématiquement, leur réponse était de réfuter et de dire que chacun pouvait y trouver une réponse à ses intérêts et que les médias ont toujours tenté de montrer les divisions internes à la Révolution, dont celle qu'elle ne parvenait pas à créer d'énergie sociale unifiée. Ils dénonçaient le confessionnalisme médiatique¹⁹⁴. Tous se sont néanmoins accordés à me dire que oui, à Tripoli, la révolution s'incarnait plus par une classe sociale plus aisée que l'inverse, mais qu'en rien cela n'empêchait les personnes défavorisées de s'y joindre et surtout d'y trouver leur compte. Pourtant, comme nous l'avons vu précédemment, il y a bien des raisons qui empêchent les classes les plus défavorisées de se maintenir dans les rangs de la contestation, le clientélisme étant la première d'entre elles. Seulement, l'élitisme de la contestation populaire a dénaturé la révolution dont Tripoli était la porte-parole. Il semble évident aujourd'hui que nombre de ses habitants ne croient plus en la révolution, du fait de ce changement de paradigme et de l'absence de survie du capital social révolutionnaire. Lors de mes entretiens, ils étaient très nombreux dans les quartiers pauvres surplombant la ville à me le confier.

Enfin, pour conclure cette partie, ajoutons qu'à Tripoli les listes supposées de la contestation aux élections législatives étaient au nombre de sept¹⁹⁵. En cause, la volonté de changement implicitement voulue par ses habitants s'incarne bien dans les idéaux du premier jour de la révolution. Naturellement, de nombreuses listes ont joué avec ces idées pour tenter de se faire élire. Le seul député de la contestation ayant obtenu un siège de député à Tripoli est le dentiste Rami Fanj. Déjà critiqué par de nombreux autres, « novices politiques de la contestation », le mouvement ne semble pas incarner le véritable changement populaire initié en 2019. Déjà début juin 2022, lorsque Nabih Berri fut réélu à la présidence de l'assemblée, probablement par la voix de députés de la contestation si l'on fait un calcul mathématique tout simple¹⁹⁶, il semble difficile de convenir que cette incarnation élitiste de la révolte populaire puisse changer le sort des Tripolitains et des Libanais, comme il était voulu en octobre 2019.

¹⁹² *Ibid.*, p.21.

¹⁹³ *Ibid.*, p.11.

¹⁹⁴ Entretiens réalisés sur place.

¹⁹⁵ Voir www.attamaddon.com : journal tripolitaïn qui a le plus suivi cette campagne dans le Nord.

¹⁹⁶ Khalil ISSA, « Lebanon elections: the enemy of the people remains », *op.cit.*

Quatrième partie

Réflexions sur la révolution et ses enjeux à Tripoli

« L'innovation politique peut surgir des périphéries »¹⁹⁷.
Yves Gonzalez-Quijano

Désormais, les grandes causes expliquant les raisons d'une telle mobilisation ont été traitées dans ce travail. Néanmoins, il demeure certains points essentiels à aborder dans ce sujet. Bien que ces derniers puissent paraître éloignés de la problématique initiale à certains égards, il semble essentiel de les comprendre afin de prétendre répondre à notre questionnement. De plus, ils permettent de compléter la seconde partie de la problématique de ce travail qui porte sur les issues de la *Thawra* à Tripoli. Le premier chapitre s'articule autour de deux facteurs qui expliquent l'échec de la Révolution selon les Tripolitains et qui constituent aussi deux éléments contre lesquels la société tripolitaine s'est battue dans les rues. Il s'agit de l'image de la ville et de la violence armée. Enfin, le second chapitre s'intéressera aux notions de révolte, de soulèvement et de révolution afin de comprendre le cheminement logique du parcours des habitants d'une Cité, à savoir de la révolte contre l'État à l'identité nationale en formation.

Chapitre 1 : Image, propagande et médias : le bousculement révolutionnaire

A) La guerre de l'image à Tripoli

La question de l'image est très importante dans une mobilisation, que celle-ci soit une révolte, un soulèvement, une révolution. Les membres actifs de ces groupes ont un devoir moral contraignant et aussi difficile qui est celui d'incarner l'image d'un collectif. La représentation médiatique de l'événement est majeure et centrale pour l'existence de la contestation : elle permet à son action d'exister aux yeux de tous, ce sont les médias qui retranscrivent l'image du groupe. En réalité, quelle que soit l'importance de la contestation, résulte une lutte entre celui qui conteste et celui qui impose une image sociale à l'événement, autrement dit la presse¹⁹⁸. Le média a un pouvoir considérable, celui de dégager la perception sociale de la révolte. Il devient si important dans le processus révolutionnaire qu'il en vient naturellement à permettre « le jugement de l'opinion publique »¹⁹⁹.

Dès lors, la survie d'une révolution réside dans l'image que les participants tenteront de dégager, un effort très important qui nécessite une cohésion de groupe forte. À première vue, il apparaît que la révolution libanaise à Tripoli bénéficiait d'une couverture médiatique assez bonne et que les médias semblaient suivre la trajectoire révolutionnaire de la capitale du nord avec un certain intérêt²⁰⁰. Cela a nécessairement permis une publicité positive de la ville, notamment par une revalorisation de son image, que l'on sait tant abîmée.

Lors de mon déplacement sur place, j'ai pris le temps d'échanger avec chacune et chacun de mes interlocuteurs sur le rôle, positif, négatif ou neutre des médias dans le processus révolutionnaire. En pleine période électorale, les médias semblaient afficher au grand jour leurs complaisances politiques et m'ont donc permis de tirer une analyse plus poussée. Ce qui ressort en grande majorité de mes entretiens est que, sans le moindre doute, les médias ont joué un rôle essentiel dans la révolution d'octobre 2019. Paradoxalement, ils ont aussi empêché le développement effectif de la révolution. Avant de développer, il faut évidemment placer le Liban sur l'échelle mondiale de la liberté de la presse. Le pays du Cèdre est classé à la 130^e place

¹⁹⁷ Yves GONZALEZ-QUIJANO, *Les origines culturelles numériques des révolutions arabes*, Paris, Presses de Sciences Po/CERI, 2011.

¹⁹⁸ Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. Production de l'événement politique. », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1984, no. 52-53.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ De nombreux articles, notamment arabophones et francophones, ont retranscrit les événements dans le nord du Liban, évoquant un sursaut révolutionnaire inattendu dans une région qui n'intéressait plus les médias.

sur 180 pays en 2020²⁰¹, faisant de l'État libanais l'un des moins libres au monde concernant la liberté journalistique et la liberté de publication. La place du pays dans ce classement a dégringolé à la suite de la révolution de 2019, perdant 50 places. En cause, la manipulation médiatique par des agents numériques du *Hezbollah*, la non-indépendance financière des principaux journaux, la non-indépendance de la justice, mais aussi les influences régionales²⁰². Revenons désormais au moment spécifique de la révolution : pour de nombreux Tripolitains, les médias ont cherché à donner une image terne de la révolution à Tripoli. Les médias ont continué à dresser une image péjorative de la ville en dépit du bouleversement contestataire qui était en train de se produire. En ce sens, la plupart des journaux libanais qui ont évoqué la révolution tripolitaine l'ont fait en utilisant les mots clés de « pauvreté », « violence » et « criminalité »²⁰³. Fehmi Karamé, activiste tripolite et avocat engagé dans la révolution, accuse les médias de n'avoir montré qu'une image biaisée de Tripoli durant les événements, en refusant d'interviewer certaines personnes clés dans le processus de révolte et en interrogeant d'autres (des personnes que M. Karamé considérait comme extérieures ou hostiles à la révolte), encore en filmant à des heures tardives durant lesquelles la révolution devenait moins familiale et plus intimidante. Carlos Naffah m'avancait pour sa part que les médias ont simplement suivi la ligne confessionnelle de leur rédaction et de celle dont ils dépendent financièrement. Dès lors, MTV, jugée capitaliste et « pro-Riad Salamé », LBC, considérée comme la « chaîne du *Hezbollah* avec une cravate » et tant d'autres encore, n'avaient aucun intérêt à voir une révolution émerger, car le média libanais est tout simplement confessionnel et donc opposé à la contestation qui vise à faire disparaître ce système. Ce point ne doit pas nous étonner dans le sens où un régime politique qui veut durablement se maintenir doit s'assurer que les médias servent ses intérêts, car ils guident les choix de l'opinion publique.

C'est pourquoi en dépit des articles de presse et des reportages qui ont été faits au sujet de la révolution à Tripoli, la situation n'a pas changé dans la ville. Changer l'image de Tripoli, sans être la raison principale, est une raison particulièrement présente dans l'esprit des Tripolitains et Tripolitaines quand ils sont dans les rues fin 2019. Seulement, si les médias ne changent pas le discours sur la ville, ne présentent pas les intérêts pluriels qui occupent le quotidien des habitants et ne cherchent pas à présenter les autres raisons de l'engagement révolutionnaire que celle de la pauvreté, ils ne permettront pas à la capitale du Nord d'améliorer son image. De plus, il était systématiquement fait état, par les médias libanais et internationaux, des violences urbaines au cours de la Révolution à Tripoli alors que d'autres événements fédérateurs dans la ville, à l'image des prises de paroles publiques tenues chaque soir depuis l'estrade de place *Al-Nour*, n'ont pas été suffisamment couverts. Enfin, les sources journalistiques nationales et internationales étaient nombreuses à évoquer la révolution à Tripoli seulement sous le prisme de l'animation des platines le soir qui transformait la place en boîte de nuit géante²⁰⁴. Pour de nombreux révolutionnaires rencontrés à Tripoli, bien que ces moments de fêtes soient de bons souvenirs qui composent une partie de la Révolution, ils regrettent que cela ait été autant médiatisé. Pour eux, la révolution à Tripoli dégage un flot de raisons essentielles et existentielles qui méritent qu'on s'y intéresse. En d'autres mots, ne s'intéresser qu'à la musique d'une révolution ne permet pas vraiment de la comprendre.

Ainsi il y eut une révolution à Tripoli, mais aussi une image de la révolution de Tripoli. Cette image était soumise à une incertitude non calculable, dite structurelle, sur la nature de la couverture de l'événement, sur l'identité des protagonistes, leurs positions, leurs anticipations et même leurs prises de position²⁰⁵. La révolution n'était pas indépendante ou du moins, celle-ci existait indépendamment de la volonté des participants et le cours des événements s'est imposé de fait. Dès lors, il était très difficile pour un collectif aussi important, démuné de capital social révolutionnaire, différent sur plusieurs points et descendu dans les rues de manière spontanée, de dégager un message commun, unifié et fort : la révolution à Tripoli ne pouvait dégager qu'une image de révolte d'une population assoiffée de changements, descendus dans la rue faute d'espoir dans les urnes et dépourvu de conditions économiques.

²⁰¹ Anwar AMRO, « Pression politique : le Liban chute de 23 places dans le classement 2022 de RSF », *L'Orient-Le Jour*, 3 mai 2022.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ La très grande majorité des articles écrits sur Tripoli évoque les conditions économiques de la Cité et n'utilise qu'un champ lexical proche de la violence.

²⁰⁴ J'ai décompté plus d'une dizaine d'articles sur DJ Malik et l'ambiance festive de Tripoli alors que je n'ai trouvé aucun article (sans prendre en compte les journaux indépendants) évoquant les débats sur la place *Al-Nour*.

²⁰⁵ Choukri HMED et Laurent JEANPIERRE, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machreq », *op.cit.*, p.10.

B) *La violence invisible de la révolution*

Le rôle des médias à Tripoli durant la révolution permet de comprendre l'instrumentalisation permanente qui a été faite du mouvement contestataire dans la ville du nord, à travers l'image que les médias ont renvoyée de la ville. Déterminés à obtenir des résultats, les Tripolitains ont investi les rues en dépit des attaques récurrentes des journaux et reportages télévisés qui les discréditaient dans leurs actions. Néanmoins, ils ont aussi dû affronter une violente répression des forces politiques et militaires dans le pays. Cette violence dans la révolution, que nous allons maintenant étudier, est aussi une continuité de la violence permanente ressentie par les Tripolitains bien avant la révolte. Ce processus de répression avait pour objectif de réduire le combat révolutionnaire, a minima le diviser, au mieux le dissoudre. Par ailleurs, la réponse armée de l'État face aux révolutionnaires est une des deux solutions à une révolte populaire : la seconde est l'abdication du pouvoir²⁰⁶. La violence militaire est utilisée quand une contestation devient dangereuse et menaçante pour les dirigeants, ce qui nous donne une indication importante sur l'état de réussite des mobilisations.

Avant d'effectuer mon terrain, il ne me semblait pas nécessaire d'évoquer les violences particulières que les Tripolitains avaient subies durant la révolte, car celles-ci ne me semblaient pas essentielles à la compréhension du sujet et à la réponse de la problématique. Seulement une fois sur place, j'ai mesuré l'importance de cette violence dans les causes qui ont motivé les habitants à se révolter. En effet, la révolte s'élève aussi contre un système qui étouffe la ville, comme nous l'avons vu tout au long de ce travail, avec une certaine forme de violence. Bien que la réponse armée du pouvoir durant la révolution a découragé de nombreux Libanais, on a aussi assisté à des phénomènes de protections collectives et de soutiens moraux vis-à-vis de chacune et chacun. La « violence légitime »²⁰⁷ a permis la création d'un sentiment de compassion dans la ville et chacun sait que la création de collectifs dans un processus de révolte ne peut qu'encourager la dynamique révolutionnaire. C'est pour cette raison, mais aussi parce que cette violence sourde n'est jamais évoquée par la presse et est volontairement rendue invisible, que je souhaite écrire quelques lignes à ce sujet.

Le 22 septembre 2020, *Amnesty International* publie un rapport dans lequel l'État libanais est accusé d'un « usage excessif de la force armée », de « violations des lois par les autorités compétentes » et de « répression armée punitive du mouvement de contestation » par des « pressions politiques sur les journalistes » ainsi que « des arrestations arbitraires accompagnées de tortures »²⁰⁸. Le rapport d'*Amnesty* s'appuie sur de nombreux documents, de nombreuses sources et dans ce même rapport, il est très fréquent de lire que ce type de violations fut largement exercé dans le nord du pays et en particulier à Tripoli. La capitale du Nord-Liban a été le théâtre de ces violences qui n'ont pas découragé les habitants dans leur combat révolutionnaire, mais les a freinés dans la manifestation de leurs idées. En ce sens, la répression peut « accélérer ou freiner la formation de coalitions larges et donc l'extension de la mobilisation »²⁰⁹. À Tripoli, la violence de la répression a conduit à une dénaturalisation de la contestation produisant l'effet escompté par les oppresseurs : mettre en échec une tentative de renversement. Progressivement, de nombreuses personnes ont quitté les rues laissant derrière elles des guérillas urbaines sans fondements révolutionnaires, ce que de nombreux Tripolitains qualifient « de dispersion par des agents de l'État » venus perturber la révolution. À titre d'exemple, la municipalité de Tripoli a été incendiée par les révolutionnaires selon les médias : sur place, les révolutionnaires affirment qu'aucun d'entre eux n'aurait brûlé le bâtiment, même pour le symbole. Pour les Tripolitains, la municipalité a été attaquée par des groupes dissidents, envoyés pour véhiculer une image violente de la révolution à Tripoli. En effet, tout l'enjeu derrière ce système de répression de la contestation réside dans l'image que dégage le groupe. Les Tripolitains mobilisés dans les rues ont été assez impuissants face à cette déstabilisation, en cause, non pas le manque de culture révolutionnaire, mais l'absence d'union solide de ses membres pour faire front.

²⁰⁶ John BERGER, « La nature des manifestations de masse », *op.cit.*

²⁰⁷ L'État en droit a une violence légitime.

²⁰⁸ AMNESTY INTERNATIONAL, « Lebanon Protests Explained », *Rapport sur les violences de la révolution libanaise*, 3 janvier 2020.

²⁰⁹ Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *op.cit.*



Municipalité de Tripoli après l'incendie – Mai 2022
(Source : Dimitry Vurbier)

Pourtant, la motivation à donner une image nouvelle de la ville, ou disons même réelle et juste, a encouragé de nombreux habitants à participer à la révolte. Seulement, la guerre de l'image n'a pas permis aux Tripolitains de changer les choses. Finalement, face à la violence, le mutisme et la solidité des pouvoirs politiques contestés, les Tripolitains ont été découragés et ont délaissé la contestation au point de devenir parfois, deux ans plus tard, qu'un souvenir populaire.

Cette violence vient de plus s'ajouter à la violence économique, sociale et politique que connaissent les Tripolitains depuis de nombreuses années. Alors, dès janvier 2020 et face à l'inertie de la contestation, de nombreux journalistes ont évoqué « la fin d'une stratégie pacifiste » des manifestants. Or, l'esprit même de la révolution et donc de ses membres n'allait absolument pas dans le sens d'une violence de la contestation, ni même d'une réponse violente à la répression. À Tripoli, jamais un de mes interlocuteurs ne m'a confié avoir répondu par la force à la répression. Pour eux, ces thèses desservent leurs causes, car ils défendront toujours les idées de la *Thawra* de manière pacifique.

Les preuves de la violence durant la *Thawra* sont nombreuses à Tripoli. Des centaines de contestataires ont été emprisonnés et violentés en prison. Les forces armées ont utilisé des armes létales et non létales afin de blesser lourdement les manifestants tripolitains et les dissuader de toutes révoltes. Néanmoins, ces violences qui ont été subies par les révolutionnaires ont permis de créer un esprit de corps parmi les Tripolitains autour des personnes décédées ou blessées. Lors de mon entretien, on m'a très souvent introduit à des personnes victimes de ces violences et on me les a présentées comme des « martyrs de la contestation ». Ces mêmes personnes ont pour une partie d'entre elles créé des associations, dont une très populaire dans le quartier d'Abu Samra, dont la présidente elle-même est victime de la perte de son œil après un tir de LBD. Derrière ces organisations civiles très organisées et très populaires à Tripoli, les habitants ont pu libérer la parole sur les violences et vaincre ensemble la peur. Incontestablement, un collectif s'est fédéré derrière ces tentatives politiques et armées de faire disparaître la contestation. L'esprit de corps et de solidarité existe donc à Tripoli et s'explique aussi par le passé violent qu'ont connu les habitants lors des révoltes locales dans les années 1960 et 1970, mais aussi de la violence idéologique et militaire des dissidents islamistes, provoquant des affrontements violents entre ces groupes et l'armée libanaise²¹⁰. Enfin, la violence permanente et quotidienne qui a régné et qui existe toujours mais sous une autre forme, entre les quartiers de Jabal Mohsen et Bâb Tebbâné, crée une spirale de violence dans la ville. En réalité, bien avant la révolution, les Tripolitains sont victimes de la violence politique qui s'agite au-dessus d'eux tels un fléau et

²¹⁰ *Ibid.*

une fatalité. Cette violence a inconsciemment fédéré une grande partie des Tripolitains vers la construction d'une identité d'opposition à cette violence, ce qui ressort grandement de mes entretiens.

La révolution à Tripoli doit aussi être vue sous cet angle : celle de l'image d'une ville à travers la violence. Comme j'ai essayé de le mettre en avant, celle-ci est centrale avant et pendant la révolte. L'engagement des révolutionnaires à Tripoli s'oriente vers la démonstration d'une image nouvelle, non violente, image à laquelle les pouvoirs politiques répondent par la violence, afin d'entretenir l'image néfaste de Tripoli aux yeux de tous. C'est pour cette raison que la révolte présentait un enjeu particulièrement difficile dans le Nord : celui d'afficher ouvertement le pacifisme de la contestation sans être touché par les provocations des forces politiques. Tout a été mis en œuvre dans la ville pour nuire à cette contestation pacifique. En ce sens, la grande majorité des personnes interrogées m'ont confié être victimes de choix gouvernementaux leur étant ouvertement défavorables, comme le choix des confessions dans le régiment militaire en charge de la sécurité à Tripoli et qui serait majoritairement chiite.

Chapitre 2 : De la révolte à la révolution : émergence de l'identité nationale libanaise

A) Qualification de la révolution libanaise

Tout au long de ce travail, j'ai évoqué la révolution libanaise alors même que je n'avais apporté aucun éclaircissement au sujet de l'utilisation du terme « révolution ». En effet, tout travail d'études en sciences sociales se doit d'être rigoureux avec les termes utilisés pour qualifier les structures civiles de la société. Cette sous-partie a donc pour objectif de venir éclaircir la nature de la révolte, car il est impossible de comprendre l'impact de cet événement si l'on ne qualifie pas réellement la nature de ce dernier. Si l'on parle de révolution, les effets apportés dans le temps ne seront pas les mêmes sur les institutions politiques et civiles que si l'on évoque une manifestation. L'implication d'une société donnée dans un *Hirak* ne sera pas analysée de la même manière si cet événement est une *intifada*. Bien que la réponse qui sera apportée dans cette partie n'est pas partagée par un ensemble de chercheurs, elle reste néanmoins soutenue par une réflexion assez longue sur la question.

Tout d'abord, il faut définir chacun de ces termes au sens le plus strict possible, afin de rapprocher les événements de 2019 avec des définitions. La révolution peut être considérée comme « le changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État, qui se produit quand un groupe se révolte contre les autorités en place et prend le pouvoir »²¹¹ ou encore le « renversement soudain d'un régime politique d'une nation (...) par un mouvement populaire, le plus souvent sans respect des formes légales et entraînant une transformation profonde de la société et des institutions »²¹². Ajoutons que l'on parle aussi de révolution pour évoquer « le retour périodique, ou la durée déterminée par un cycle », comme lorsqu'on évoque une révolution des siècles ou l'intervalle de temps compris entre deux coupes de bois par exemple. Il y a donc l'idée de temps et d'intervalles dans l'utilisation du terme révolution. Il s'assimile aux notions de bouleversement populaire, de renversement et de durée. Certains se sont interrogés sur la notion d'*Hirak*, qui signifie « mouvement » en arabe et qui dans le sens commun désigne un mouvement de contestation populaire dans un État arabophone. Il est plus précisément une « série de manifestations sporadiques qui ont lieu en Algérie », car à ce jour, il ne fut utilisé qu'à l'occasion des mouvements de contestations algériens commencés en 2019. Le terme manifestation (*Thawra*) se définit comme « l'événement attirant un public relativement large organisé pour manifester un sentiment, une déclaration ou encore une proclamation »²¹³ ou encore comme « l'action, le fait d'exprimer ouvertement et publiquement une opinion »²¹⁴. La révolte se définit comme « une action menée par un groupe de personnes qui s'opposent ouvertement à l'autorité établie et tentent de la renverser »²¹⁵, dont les synonymes sont la désobéissance, la rébellion ou l'insubordination. Enfin, certains journalistes évoquaient que « les Libanais manifestaient enfin leur printemps arabe ». Toutes les manifestations populaires dans les rues des États arabes ne doivent pas être

²¹¹ Définition du terme révolution selon le dictionnaire Larousse.

²¹² Définition du terme révolution selon le CNRTL.

²¹³ Définition du terme manifestation selon le dictionnaire Larousse.

²¹⁴ Définition du terme manifestation selon le dictionnaire CNRTL.

²¹⁵ Définition du terme révolte selon le dictionnaire Larousse.

considérées spécifiquement comme des printemps. En 2011, les Libanais ne sont pas descendus massivement dans les rues comme les Égyptiens ou les Tunisiens que déjà des répercussions avaient lieu dans le pays du Cèdre : les dirigeants ont alors adopté un paquet de lois libérales afin d'éviter une série de manifestations. De plus, à cette époque, les Libanais bénéficiaient de conditions de vie qui ne sont pas les mêmes qu'aujourd'hui.

Ainsi, en vue de tous ces éléments, il reste difficile de qualifier les événements d'octobre 2019 au Liban. On peut déjà écarter la notion d'*Hirak* car celle-ci ne s'utilise que pour l'Algérie pour être précis. On peut aussi écarter la notion de printemps ou printemps arabes, car ces derniers sont davantage « une série de contestations survenue sur la période fin 2010 début 2011 dans les États arabes » bien que les demandes des contestataires soient sensiblement similaires et les symboles de contestations souvent les mêmes des printemps arabes aux événements de 2019²¹⁶. De plus, les printemps ne sont pas considérés comme des révolutions au sens sociologique du terme, ne remplissant pas les critères établis par les 4 générations de révolution²¹⁷. Enfin, il semble que les événements de 2019 soient un peu plus intenses qu'une simple manifestation en vue de ce qui la définit : les demandes des Libanais dépassent la simple expression d'une opinion. En réalité, il ne peut s'agir d'un point de vue des définitions, que d'une révolte ou d'une révolution. Concernant la révolte, la *Thawra* libanaise coche toutes les cases alors qu'à l'égard de la définition de la révolution, il manque un détail majeur aux événements : la prise de pouvoir du peuple contestataire. Pourtant dans leur grande majorité, les Tripolitains contestataires qualifient ces événements de révolution, car une partie d'entre eux considèrent que celle-ci est encore en cours, en dépit des articles de presse qui visent à enterrer la révolte²¹⁸. En réalité, à l'image des printemps arabes, les événements de 2019 ne semblent pas répondre aux critères d'une révolution, bien que considérée par beaucoup comme telle. Construits sur une logique puriste, technique et stricte, les critères des révolutions ont dégagé des notions très précises de ce qui doit être considéré comme révolution ou non. À ce jour, 4 générations de révolutions sont reconnues par la grande majorité des chercheurs et aucune d'entre elles ne peut correspondre aux événements de 2019 en raison de l'absence de renversement révolutionnaire des structures du pouvoir²¹⁹. Cela n'a pourtant pas empêché certains chercheurs de considérer les printemps arabes et au même titre les événements de 2019 comme une incarnation de la cinquième génération de la révolution²²⁰.

Comme je l'ai évoqué, les Tripolitains confirment ce qu'ils pensaient déjà deux ans plus tôt, à savoir qu'ils ont participé à une véritable révolution et que le gouvernement et tous les hommes politiques, toute « la clique au pouvoir », finira par tomber. En ce sens, une révolution requiert parfois plusieurs générations et il n'existe nulle part au monde des révolutions qui se sont faites en une nuit, chacun ayant pris le temps de s'installer d'abord dans les esprits puis dans les institutions. Ainsi, traitant d'un événement dont les braises sont encore fumantes, il nous est impossible de déterminer précisément la nature sociale de la *Thawra*. Néanmoins, à Tripoli en particulier, vis-à-vis de mon terrain, mais aussi de ce que j'ai vu sur place et lu de la Révolution, on peut aujourd'hui la considérer comme révolution.

En effet, une révolution est avant tout une histoire de représentations, de codes et d'images. La révolution s'incarne dans une perception sociale de l'événement qui donnera une première image et donc une première idée de la révolte²²¹. Or, à Tripoli, l'image dégagée par celle-ci fut centrale et permit de montrer les signes d'un bouleversement majeur dans la cité du nord. Comme l'ensemble des nationaux, l'image des révoltés ne dégageait pas une simple contestation, mais bien une volonté certaine, comme les printemps arabes en dépit des résultats, de renverser le système politique en place.

²¹⁶ Dimitry VURBIER, « Derrière le chaos, l'espoir du renouveau. Rétrospectives de la Révolution », *Lectures en transition*, janvier 2021, p.26.

²¹⁷ Jamie ALLINSON, « A fifth generation of revolution theory? », in *Journal of Historical Sociology*, 2019, vol. 32, issue 1, p.143.

²¹⁸ Après quelques mois d'existence, notamment à partir de janvier, la presse se montre plus sceptique qu'avant du combat révolutionnaire, même quand la ligne rédactionnelle semblait soutenir la cause. Les journaux mettent alors en avant la violence, la fatigue et surtout, le peu de résultats obtenus par les contestataires.

²¹⁹ Jamie ALLINSON, « A fifth generation of revolution theory? », *op.cit.*, pp.142-151.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique », *op.cit.*

C) Une idée de la nation depuis Tripoli

Cette dernière sous-partie pourrait sembler déconnectée du reste du travail tant son sujet pourrait incarner à lui seul un travail complet et fourni. Pourtant, le point que nous allons ici étudier est le premier qui m'a interpellé au commencement de la révolution sur place au Liban et plus tard, quand j'ai commencé à effectuer mes recherches sur Tripoli. Dès les premiers instants de la *Thawra*, j'ai opéré un rapprochement peut être simpliste, probablement inspiré par mes études de droit public, à savoir que s'il y avait une révolution nationale au Liban c'était en partie parce qu'il y avait une nation libanaise. Or, nous connaissons les nombreux clivages entretenus autour de ladite nation libanaise : les auteurs, aussi variés soient-ils, n'affirment pas l'existence claire d'un esprit national au pays du Cèdre²²². Avant la Révolution, quiconque de passage au Liban percevait la grande division, ou plus justement, la grande hétérogénéité qui existait et prévalait dans le pays du Cèdre. La volonté de légitimer une nation pour fédérer un groupe derrière des symboles homogènes est absente au Liban comme nous l'avons constaté plus haut et les historiens libanais sont très embêtés, même en désaccord, dès lors qu'il s'agit de donner des racines à la nation. Une histoire commune est-elle nécessaire à l'émergence d'une nation ? Bien qu'une histoire commune permette de légitimer un peuple, en aucun cas elle n'est nécessaire à l'identité d'une nation. Le peuple s'impose à l'individu comme une fatalité : personne ne peut renier d'où il vient. En revanche, la nation est librement choisie par l'individu et en ce sens, elle peut très bien ne jamais exister en dépit des avantages qu'elle offre : une nation unie est plus forte face à quelconque adversité. La nation peut émerger de différentes manières. L'État peut par exemple créer des codes afin de déterminer une nation : celle-ci deviendra alors déterminante dans l'utilisation du pouvoir face à l'étranger. Cependant, la nation peut aussi émerger du bas, par la masse des individus qui malgré leur hétérogénéité ethnique, linguistique parfois, historique ou encore culturelle, ressentent un sentiment d'appartenance à une identité commune. De cette manière, de nombreuses nations se sont construites autour d'événements populaires, allant jusqu'à créer des codes nationaux. Ceci nous ramène ainsi à ma réflexion de *hamac*, les soirs d'octobre 2019 à Furn El Chebbak : la *Thawra* est-elle l'événement annonciateur de la nation libanaise ? Plus tard, quand je décidais de m'intéresser à Tripoli, cette question deviendra : l'investissement des Tripolitains est-il celui d'individus qui se sentent profondément Libanais, en dépit des divisions et des manquements de l'État ?

Avant mon terrain et lors de l'élaboration de mes recherches, j'avais assez de difficultés à prouver que la révolution avait pu connaître un tel degré d'importance à Tripoli en raison d'une revendication forte des Tripolitains de l'identité nationale : la révolution était surtout le fait de la pauvreté dans le Nord selon les médias et aucune étude universitaire n'avait travaillé sur la révolution de 2019 à Tripoli. Je pensais obtenir plus de réponses sur place en interrogeant directement les Tripolitains contestataires sur leur implication et surtout, les revendications qui étaient derrière elles. En mai, j'ai très vite compris que les Tripolitains n'avaient pas consciemment ouvert l'espace à une appartenance nationale libanaise et que les raisons de cette mobilisation s'expliquaient avant tout par d'autres facteurs que nous avons vus tout au long de ce travail. Néanmoins, bien que mes interlocuteurs me confiaient se sentir Libanais bien avant la révolte et ne pas ressentir le besoin de fédérer une nation à l'occasion de la *Thawra*, mais davantage de bouleverser des codes, je compris assez vite que la géographie, ainsi que la sociologie de la révolte, expliquaient l'émergence d'une identité nationale.

Dans un premier temps, on peut considérer que la révolution nationale a permis l'émergence, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'une entité consciente de son identité et de son patrimoine national. Autrement dit une entité imaginée, à savoir les Libanais, a ressenti un appel commun n'émergeant pas du haut. Sur place, de nombreux indicateurs à commencer par les communiqués de grandes institutions libanaises, comme les universités, laissaient entendre que la *Thawra* était un événement historique pour le pays²²³. Même si la finalité de la révolution n'est pas, ou peut-être pas encore aboutie, il n'empêche que la dimension de la révolution était nationale. En ce sens, la géographie de la révolte donnait une indication précise de la dimension nationale de l'événement. Par ailleurs, on relève certains symboles dans les codes des révolutionnaires libanais. Le premier est l'utilisation du terme *al shaab* dans les chants protestataires.

²²² À ce sujet, on peut lire la thèse d'Ahmad Beydoun, intitulée *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, de 1986, dans laquelle l'auteur confronte différentes idées de la nation avancées par les historiens libanais.

²²³ Début novembre 2019, l'USJ et l'AUB ont communiqué conjointement avec l'UL sur les contestations, annonçant soutenir la volonté du peuple libanais « dans cet événement historique pour notre pays ».

Celui-ci peut s'expliquer comme l'utilisation d'un terme qui veut « accompagner la transformation publique »²²⁴, autrement dit, le groupe constitué dans la révolution qui se considère comme le peuple libanais, pointe du doigt un système commun dans son entièreté, créant « une dimension de globalité qui devient la marque définitive de la dynamique révolutionnaire considérée »²²⁵. La *Thawra* est donc le premier événement libanais de son histoire dans lequel la population libanaise se retrouve dans une lutte commune, pour reconstruire selon des objectifs communs. Ceci explique la sociologie de la révolte et le combat révolutionnaire par définition nationale. Dans un second temps, le symbole contestataire qui peut nous interpeller sur les atouts qu'a permis la révolution à l'émergence du groupe national, est le chant de l'hymne libanais. Cet hymne existe depuis 1927 et pourtant, comme dans de nombreux États, ses nationaux ne le connaissaient pas. Or, ses paroles disent en introduction « kullunaa lil watan » qui signifie « tous pour la patrie ». Le terme *watan* est assez contemporain dans son utilisation, il signifie aussi « patrie ». La conscience nationale du groupe s'est donc matérialisée derrière des symboles précis dans la révolution, qui nous le rappelons est avant tout une affaire d'images et de symboles. Les centaines de drapeaux qui ont inondé les masses en octobre, qui ont bouleversé Tripoli, ont rappelé ce qui avait manqué, ou du moins jamais existé aux Libanais, à savoir l'unité du peuple en nation libanaise²²⁶.

²²⁴ Raja BEN SLAMA, « Naissance du peuple (*shaab*) », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, Paris, Institut du monde arabe, 2021, pp.182-185.

²²⁵ Bertrand BADIE, « Nommer l'oppressé : le système en accusation », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, Paris, Institut du monde arabe, 2021, pp.190-198.

²²⁶ Ornella ANTAR, « À Tripoli, les manifestants arrachent les portraits des Zaïms », *L'Orient-Le Jour*, 8 novembre 2019.

Conclusion

« Plus jamais 1975. Le 17 octobre 2019 marque la fin réelle de la triste et longue guerre du Liban »²²⁷.
Camille Ammoun

Notre questionnement initial avait pour objectif de s'interroger sur les raisons qui ont poussé les Tripolitains à fortement s'engager dans la révolution nationale dès le 17 octobre 2019. Inutile de rappeler l'image que dégageait la ville est ses habitants au reste du pays et du monde. Inutile de rappeler son histoire, ses ambitions révolutionnaires. Néanmoins, pour conclure, il faut rappeler que les Tripolitains ne s'engagent pas sans raison dans le processus révolutionnaire. La *Thawra* est la conséquence de plusieurs éléments que nous avons étudiés tout au long de ce travail.

J'ai dégagé trois axes principaux de lecture, trois axes de réponses qui nous permettent de comprendre et mesurer cette implication populaire. La première raison mise en avant est évidemment les sentiments de délaissement et de mise à l'écart ressenti par les habitants de la cité du nord vis-à-vis de l'État libanais. De manière générale, cette partie explique l'importance de l'identité des Tripolitains dans la révolution libanaise. En d'autres termes, le premier axe fait état d'un lien abîmé entre Tripoli et le Liban, État auquel les Tripolitains se sentent pourtant pleinement appartenir et dont ils se revendiquent aujourd'hui. La révolution nationale a été l'occasion pour les Tripolitains de revendiquer leur ville comme un espace pleinement libanais.

La seconde raison que j'ai invoquée est une explication sociologique. Les Tripolitains se sont inconsciemment engagés dans la révolution du fait de leur profil sociologique. En effet, Tripoli ne peut être pleinement dissocié du sunnisme et dans ce travail, nous avons vu que la communauté sunnite traverse une période d'incertitude politique et que par conséquent, la révolution a été pour elle une occasion importante de réaffirmer l'existence d'un collectif fort, bien que non exclusif aux sunnites. Enfin, dans cette même partie, nous avons vu que le profil des Tripolitains en lui-même explique l'implication dans un événement de masse, notamment du fait de sa forte identité locale ainsi que de son esprit révolutionnaire.

La troisième raison que j'ai avancée est incontournable, car elle évoque le cœur de la révolte au nord à savoir l'amélioration des conditions économiques. Tripoli étant la ville la plus pauvre du pays, la grande majorité de ses habitants vivant dans des conditions précaires avait un intérêt majeur à s'impliquer dans le processus révolutionnaire. Néanmoins, cette partie dresse aussi les limites de la contestation par les classes sociales les plus démunies, en rappelant le fort lien de dépendance dont celles-ci sont victimes vis-à-vis du politique. Naturellement, j'évoque alors ce qu'il reste de la contestation dans le nord, une fois son cœur le plus nécessairement en retrait.

Enfin, ma quatrième partie n'apporte pas de réponses précises à la question de pourquoi la mobilisation à Tripoli. Néanmoins, cette partie permet de comprendre, du moins d'avoir les clés de compréhension, sur les issues de cet événement, en partie dans le Nord et permet donc de comprendre un peu plus la révolution à Tripoli et ses enjeux. Cette partie, à travers l'image, la violence, la nature de l'événement et son issue idéologique, nous dit un peu plus de choses sur Tripoli et sur ce que la révolution a pu changer dans le nord.

Pourtant, même après plusieurs semaines de recherches sur le sujet, après un terrain intensif d'un mois sur place, mais aussi après des années d'intérêt passionné pour le Liban, les réponses ne me semblent pas si claires. Finalement, qu'aura permis cette révolution à Tripoli ? Le prix de la ville la plus pauvre du bassin méditerranéen ? La vie de centaines de ses habitants qui meurent de faim, face à l'indifférence générale, qui meurent en mer en tentant de fuir le pays ? Et au Liban, qu'aura permis cette révolution ? Le titre d'un des pays les plus en crises du monde depuis 1850 ? La misère, les famines, les dysenteries ? Plusieurs mois après la révolution, le Liban traverse une crise démente qu'aucun mot ne permet de présenter. La révolution était le dernier événement heureux du Liban avant sa longue descente aux enfers. Un dernier événement pourtant

²²⁷ Camille AMMOUN, *Octobre Liban*, *op.cit.*

majeur, essentiel et nécessaire. En effet, face à cette crise globale, cette vie d'horreur que partagent des millions de Libanais, qu'aurait été l'état du pays si une révolution n'avait pas quelques mois plus tôt, rassemblé des individus autour d'un espoir commun, celui de fédérer des peuples en une grande nation libanaise, fière, inventive et en paix ?

Bibliographie

Ouvrages et doctrines

ALLINSON, Jamie, « A fifth generation of revolution theory? », in *Journal of Historical Sociology*, 2019, vol. 32, no. 1, pp. 142-151.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

BEN ACHOUR, Yadh, *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite*, Paris, Éditions Ceres, 2009.

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia, FILLIEULE, Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », in *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, pp. 767-796.

BEYDOUN, Ahmad, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Arles, Actes Sud, 2009.

CHAHAL, Nahla, « La ville de Tripoli, marginalité ou dépérissement ? », in *Confluences Méditerranée*, 2015, no. 92, pp. 143-156.

CHAMPAGNE, Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984, vol. 52-53.

CHAMY, Ahmed, « Le Liban : le petit poucet devient grand », dans *L'Iran, la Syrie et le Liban : l'axe de l'espoir*, Paris, Les Éditions du Panthéon, 2012.

DAHER, Massoud, « Le Liban et la Méditerranée : une nouvelle perspective », *Aire Régionale Méditerranée*, Paris, Programme Méditerranée — UNESCO, 2001.

DEWAILLY, Bruno, « La municipalité de Tripoli : entre pouvoirs locaux et services de l'État », in *Les Cahiers du CERMOC*, 2001, no. 24, pp. 295-318.

DEWAILLY, Bruno, « L'espace public à travers le prisme du pouvoir : quelques éléments de réflexions à partir d'un cas tripolitain (Liban) », in *Géocarrefour*, 2002, vol. 77.

DEWAILLY, Bruno, *Pouvoir et production urbaine à Tripoli Al-Fayhā'a (Liban)*, Tours, Université François Rabelais, Thèse de doctorat, 2015.

DOUAYHI, Chawqi, « Tripoli et Zghorta. Deux villes en quête d'un espace commun », in *Reconstruction et réconciliation au Liban - Les Cahiers du CERMOC*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 1999, no. 23.

EL AHDAB, Mishab, « Tripoli, une opportunité historique pour dépasser les clivages confessionnels », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2015, no.120, pp.57-70.

FAOUR, Ali, *Géographie urbaine de la ville de Tripoli (Liban)*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, Thèse de doctorat, 1975.

FIRRO, Kais, *Metamorphosis of the nation (al-Umma)*, Sussex, Sussex Academy Press, 2009.

FREUD, Sigmund, *Psychologie de masse et analyse du moi*, Lonray, Éditions Le Point, 2014.

GULICK, John, *Tripoli, a modern Arab city*, Harvard, Harvard University Press, 1967.

HMED, Choukri et JEANPIERRE, Laurent, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machreq », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 2016, no. 211-212, pp. 4-23.

ISHTAY, Chawqat, « Les partis politiques dans les conseils municipaux. Nature et dimensions de la participation », in *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2001.

KARAM, Karam, *Le mouvement civil au Liban*, Paris/Aix-en-Provence, Éditions Karthala/Iremam, 2006.

KORTAM, Marie, « Tripoli dans le marécage syrien », in *Interrogations*, 2017, no. 24.

LAHOUD TATAR, Carine, « Les alaouites au Liban : entre appartenance nationale et allégeance au régime Syrien », in *Confluences Méditerranée*, 2018, no. 105, pp. 79-96.

MAALOUF MONNEAU, May, *Le Liban : de l'État inachevé à l'invention d'une nation*, Paris, L'Harmattan, 2015.

MAALOUF, Amin, *Les identités meurtrières*, Paris, Éditions Le Point, 1998.

MAJED, Rima, « Lebanon's Thawra », in *Middle East Research and Information Project*, 2019, vol. Fall/winter.

MERCADIER, Sylvain, *Logiques de la contestation et symbolique spatiale : l'exemple de la place Abd el Hamid Karameh à Tripoli (Liban)*, Beyrouth, Université Saint Joseph, 2014.

NASSAR, Nicholas, « Lebanon's Revolution Deserves a fighting chance », in *The Tabrir Institute for Middle East Policy*, 2021.

RAI, Bassem, *Le pacte national libanais de 1943*, Paris, L'Harmattan, 2016.

RAJAB, Mousbah, *Le vieux-Tripoli, un espace historique en voie de mutation : problématiques et perspectives d'avenir*, Paris, Thèse de doctorat, 1993.

RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Conférence inaugurale de la rentrée à l'Université Sorbonne, 1882.

ROUGIER, Bernard, *L'Oumma en fragments – Contrôler le sunnisme au Liban*, Paris, Presses Universitaires de France collection Proche-Orient, 2011.

SALIBI, Kamal, *Une maison aux nombreuses demeures*, Paris, Neufal, 1988.

SEURAT, Michel, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli (Liban) : étude d'un 'asabiyya urbaine », in Mona ZAKARIA et Bachchâr CHBAROU (dir.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, Collection Contemporains Publications, 1985, pp. 45-86.

ZIADEH, Khaled, « Place Abdul Hamid Karamé ou place de la Lumière à Tripoli : conflit de dénominations, dans Liban, espaces partagés et pratiques de rencontre », in *Les cahiers de l'IFPO - Liban, espaces partagés et pratiques de rencontres*, 2008, no. 1, pp. 109-118.

ZIADEH, Khaled, *Vendredi, dimanche*, Arles, traduit de l'arabe par Yves Gonzalez-Quijano, Actes Sud, 1996.

Articles de presse

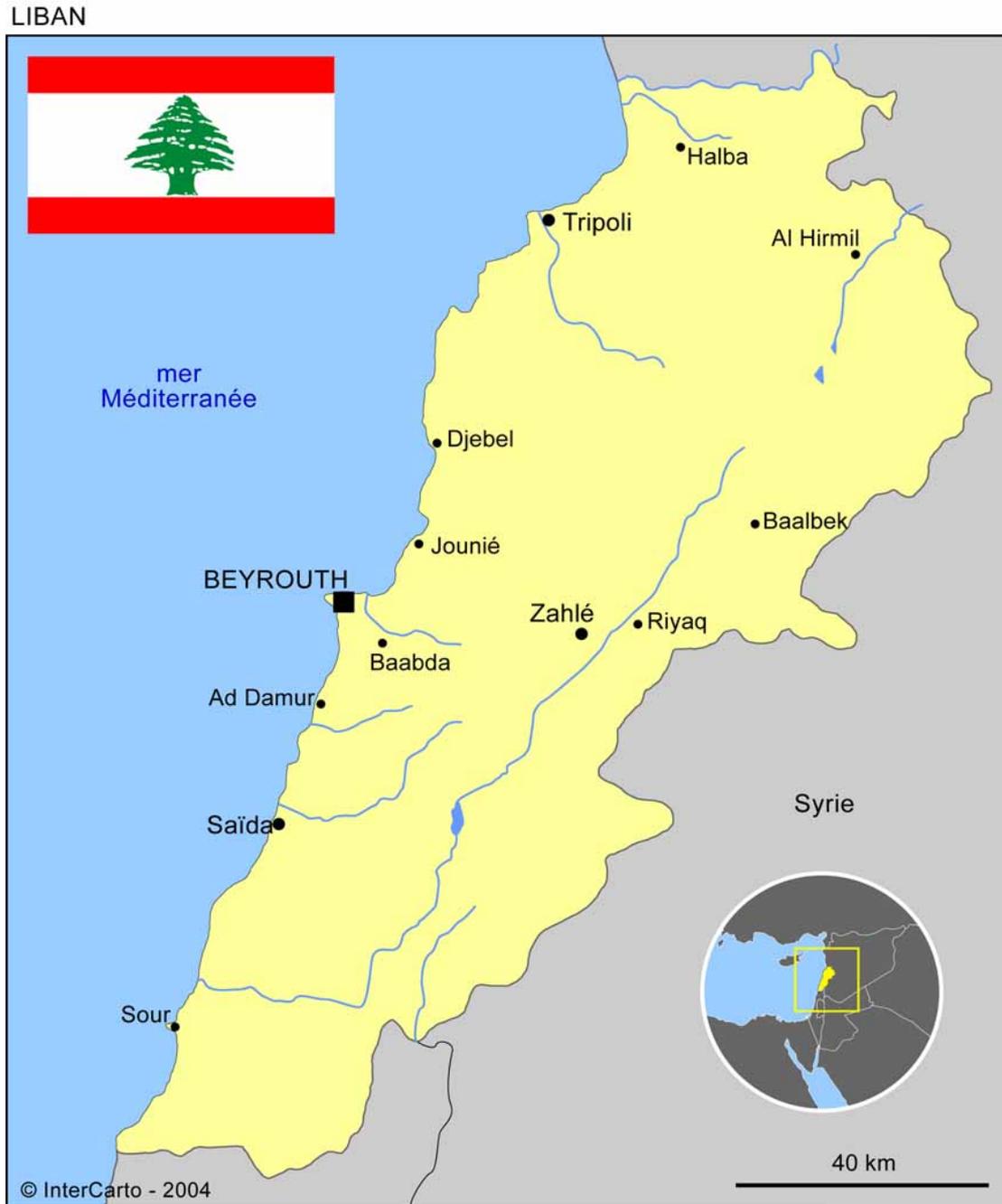
ALAMEDDINE, Lyana, « Il était une fois la Thawra », *L'Orient-Le Jour*, 16 octobre 2021.

AMNESTY INTERNATIONAL, « Lebanon Protests Explained », *Rapport sur les violences de la révolution libanaise*, 3 janvier 2020.

- ANTAR, Ornella, « À Tripoli, les manifestants arrachent les portraits des Zaïms », *L'Orient-Le Jour*, 8 novembre 2019.
- BADIE, Bertrand (et al.), « Nommer l'opprimeur : le système en accusation », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, 2021, pp. 190-198.
- BELLOS, Georges, « Historique de la THAWRA depuis le 17 octobre 2019 à nos jours », *Libnanews*, 1 mars 2021.
- BERGER, John, « La nature des manifestations de masse », *Contretemps*, 11 janvier 2017.
- BEN SLAMA, Raja, « Naissance du peuple (shaab) », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, Paris, Institut du monde arabe, 2021, pp. 182-185.
- CHALHOUB, Ibrahim, « Tripoli, de la Kandahar du Liban à la mariée de la Révolution », *Challenges*, 23 octobre 2019.
- ELIAS, Grace, « La communauté sunnite au Liban : l'entité et les variables politiques », *Libnanews*, 15 novembre 2019.
- FACON, Clothilde, « Tripoli, the bridge of the Revolution », *Orient XXI*, 8 janvier 2020.
- FAWAZ, Mona et SERHAN, Isabela, « Revendiquer l'espace public, imaginer un destin collectif », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, Paris, Institut du monde arabe, 2021, pp. 39-44.
- HADDAD, Emmanuel, « À Tripoli, l'espoir sur une ligne de front », in *Manière de Voir, Le Monde Diplomatique*, novembre 2020.
- ISKANDARANI, Aya, « How Tripoli became Lebanon's protest capital », *The National*, 2020.
- LAUTISSIER, Hugo, « Liban : un tournant violent pour l'acte II de la Thawra ? », *Middle East Eye*, 1 mars 2020.
- MAJED, Ziad, « Des vagues et des mots », in *Araborama – Les Révolutions arabes*, Paris, Institut du monde arabe, 2021, pp. 169-174.
- MALAFRONTE, Gida, « what is Lebanon's Thawra about? », *Political Studies Association*, 6 janvier 2020.
- NACCACHE, Georges, « Deux négations ne font pas une nation », *L'Orient-Le Jour*, 10 mars 1949.
- PATIENCE, Martin, « Lebanon protester's euphoria gives way to despair », *BBC News*, 17 octobre 2020.
- SAMRANI, Anthony, « Plusieurs négations peuvent-elles désormais faire une nation ? », *L'Orient-Le Jour*, 16 novembre 2019.
- YAHYA, Chadi et BOYER, Paul, « Tripoli : la mariée de la Révolution libanaise », *Le Club de Mediapart*, 16 janvier 2020.

Annexes

A) Carte du Liban



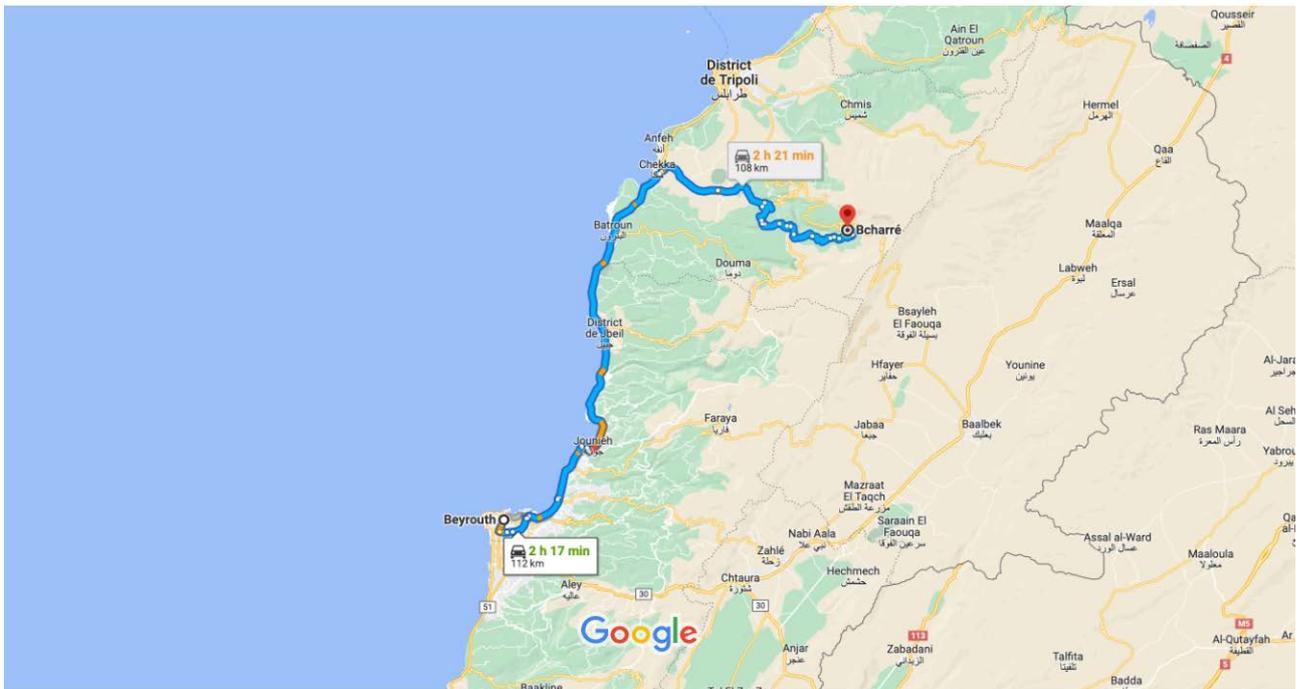
(Source : Canal Monde)

B) Carte de terrain

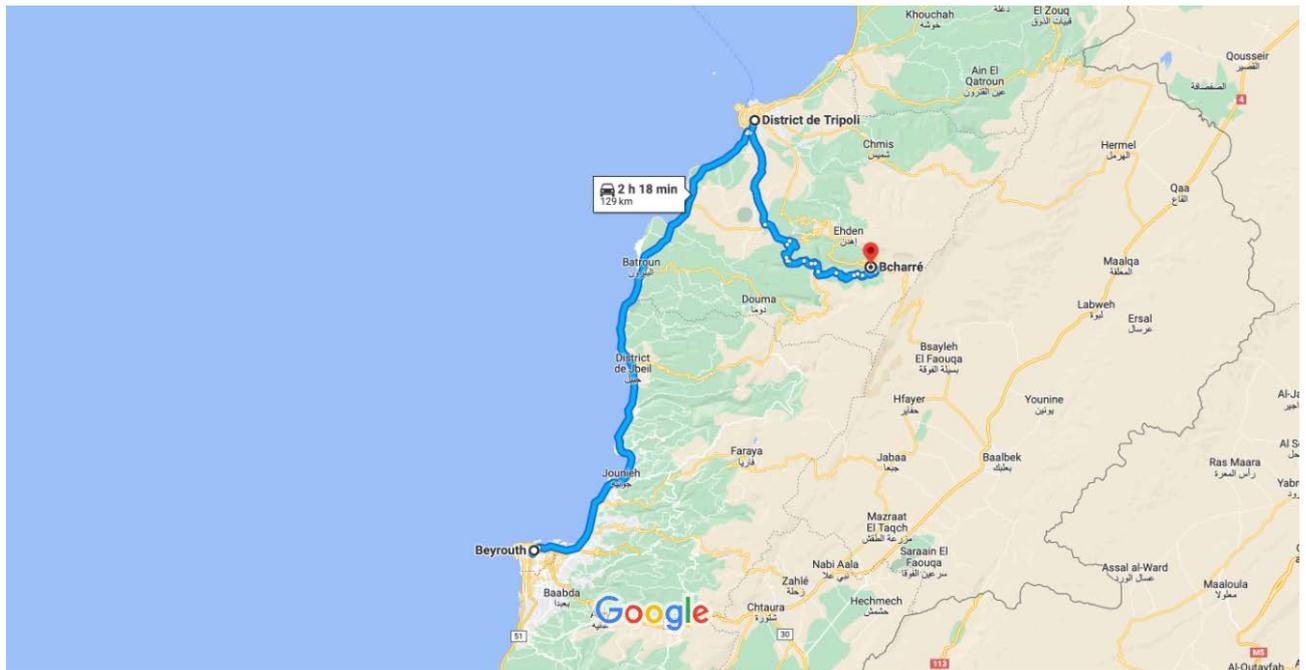


Les lieux indiqués d'un point bleu sont les quartiers dans lesquels j'ai effectué mes entretiens (de gauche à droite, de haut en bas : Azmi, Saht Al-Nour, Saht Al Tal, Abou Samra, Souk, Jabal Mohsen, Bâb Tebbâné, Qobbé, Beddaoui).

C) Itinéraire depuis Beyrouth pour accéder aux sommets de la Qadisha



(Source : Google Maps)



(Source : Google Maps)

Sur la première carte figure la route traditionnellement empruntée par les vans et les Libanais en général pour accéder à Bcharré depuis Beyrouth. La liaison s'effectue en 2 heures et 21 minutes. Sur la seconde carte figure la route secondaire reliant Beyrouth et Bcharré, en passant par Tripoli. La route est plus courte (2 heures et 17 minutes) mais rarement utilisée, Tripoli ayant été détournée des routes principales.

D) Liste des entretiens réalisés

Tony	Bcharré	69 ans	Retraité
Georges	Tripoli – Bâb Tebbâné	60 ans	Directeur d'école
Grace	Bcharré	40 ans	Hôtelière
Marie	Bcharré	45 ans	Vendeuse
Marie et ses 3 filles	Hadshitt	50 ans	Femme au foyer et étudiantes
Antoine	Zghorta	30 ans	Cadre
Mohammed	Beddaoui	25 ans	Chômage
Ahmed	Beddaoui	28 ans	Soudeur
Abdullah	Qobbé	35 ans	Transporteur
Mohamed	Qobbé	30 ans	Cafetier (diplômé en énergie)
Ahmed	Qobbé	29 ans	Artisans
Karim	Qobbé	28 ans	Artisans
Nahla	Tripoli – Saht Al Nour	55 ans	Juriste
Michel	Tripoli – Quartier grec orthodoxe	60 ans	Vendeur (diplômé en pharmacie)
Samir	Tripoli - Souk	50 ans	Cafetier
Walid	Tripoli - Souk	65 ans	Artisan
Mohammed	Tripoli - Souk	27 ans	Artisan
Khalil	Tripoli - Azmi	39 ans	Journaliste
Nazih	Tripoli – Saht Al Tal	40 ans	Directeur d'ONG
Mohammad	Tripoli - Azmi	35 ans	Manager de campagne
Yvonne et son père	Tripoli - Azmi	36 et 65 ans	Inconnu et retraité
Fehmi	Tripoli	40 ans	Activiste et avocat
Mariam	Tripoli	30 ans	Guide touristique à Tripoli
Carlos	Beyrouth	40 ans	Candidat indépendant à Tripoli
Mawloud	Beyrouth	40 ans	Candidat indépendant à Tripoli
Joumana	Paris	55 ans	Professeure d'université tripolitaine, engagée pour le patrimoine de la ville
Olivier	Berlin	30 ans	Auteur d'un ouvrage sur la foire Rachid Karamé
Fouad	Tripoli – Abu Samra	46 ans	Travaille dans l'import de produits
Rabiha	Tripoli – Abu Samra	44 ans	Enseignante
Fahima	Tripoli - Abu Samra	30 ans	
Imane	Tripoli	30 ans	Présidente d'associations de victimes de la Thawra
Hassan	Tripoli – Abu Samra	40 ans	Propriétaire de café

Pour plus d'informations sur les entretiens, vous pouvez me contacter sur mon adresse mail : dimitryrgvurbier@gmail.com

E) Chronologie de la Thawra – éléments centraux

<u>17 octobre</u>	<u>18 octobre</u>	<u>19 octobre</u>	<u>20 octobre</u>	<u>21 octobre</u>	<u>22 octobre</u>	<u>23 octobre</u>
<p>Début du soulèvement populaire par suite d'une manifestation la veille qui dérape (les gardes du corps du ministre de l'Éducation ont fait face à des Libanais en colère de la taxe WhatsApp)</p>	<p>L'armée empêche les manifestants d'entrer dans le grand Serail par la pression des lacrymogènes.</p> <p>Fermeture des universités, banques.</p> <p>Joumblatt, fidèle artisan du confessionnalisme, appelle à un mouvement pacifique contre le Président Aoun.</p> <p>Pierre Issa (Bloc National) appelle à la formation d'un gouvernement réduit de salut national.</p> <p>Hariri donne 72 heures à son gouvernement</p>	<p>Première intervention mesurée de Nasrallah.</p> <p>Démission des Forces Libanaises du gouvernement.</p> <p>La révolte s'étend à toutes les régions du pays (grosse journée de manifestations).</p>	<p>Journée de mobilisation historique pour le Liban.</p> <p>Appel à la chute du gouvernement, à la fin du confessionnalisme, à la Révolution. Il dénonce très publiquement leurs conditions de vie.</p> <p>Journée très mobilisatrice, certaines sources indiquent la présence de plus d'un million de Libanais.</p>	<p>Hariri propose un package de réformes, affirme soutenir la demande des manifestants. Le CDM adopte un projet de budget avec un déficit public de 0,63% du PIB.</p> <p>Les Libanais accueillent très mal ces nouvelles annonces, ils ne croient plus le gouvernement.</p>	<p>La communauté internationale annonce soutenir le plan Hariri.</p> <p>Gibran Bassil devient l'hymne d'une nouvelle chanson révolutionnaire et par le même augure, est sacré ennemi numéro 1.</p>	<p>L'armée tente de rouvrir les rues fermées par les révolutionnaires, en vain.</p> <p>Premières attaques des milices chiïtes contre la Thawra, à Nabatiyeh.</p> <p>Les Églises chrétiennes, Dar El Fatwa et le Cheikh Akl (druze) appellent le gouvernement à répondre aux manifestants.</p>

	<p>pour trouver des mesures et engager des réformes.</p> <p>Les bureaux du CPL sont pris pour cible à Tripoli. Les bureaux du Hezbollah sont pris pour cible à Nabatiyeh.</p> <p>À Tripoli, des gardes du corps de Mishbah el Ahdab tirent sur des manifestants, faisant 2 morts et 4 blessés. Immédiatement, des manifestants s'en prennent aux locaux de l'ancien député.</p>					
<u>24 octobre</u>	<u>25 octobre</u>	<u>26 octobre</u>	<u>27 octobre</u>	<u>28 octobre</u>	<u>29 octobre</u>	<u>30 octobre</u>
Premier discours du Président Aoun, qui	Second discours de Nasrallah depuis le	Grosse journée de mobilisation avec	Chaîne humaine de Tripoli à Tyr, pour	Le gouvernement se	La rumeur d'une démission de Hariri	Les Universités annoncent leur

<p>demande à rencontrer des manifestants mais refuse la démission du gouvernement. Il affirme que « ce n'est pas dans la rue qu'on peut changer le système politique ». Le Président, qui semble très fatigué, est invité par les révolutionnaires « à partir se reposer ».</p>	<p>début du soulèvement. Dans ce discours, il impose trois lignes rouges : ne pas renverser Aoun, ne pas dissoudre le gouvernement et ne pas organiser d'élections anticipées. Il accuse les révolutionnaires d'être sous influence étrangère. Des violences entre les milices chiites et les révolutionnaires éclatent à Beyrouth.</p> <p>Communiqué conjoint de l'AUB et de l'USJ qui salue « l'authentique sursaut national ».</p>	<p>l'organisation du « samedi des places publiques » à laquelle des milliers de Libanais participent .</p> <p>La situation se tend à Beddaoui, des heurts éclatent entre des manifestants et des militaires, faisant 6 blessés. Hariri ordonne une enquête sur cet incident.</p>	<p>prouver l'unité territoriale du Liban, événement inédit dans l'histoire du pays. La ligne mesure 170 kilomètres.</p> <p>Essor des stands de mobilisation, des centres de débat et de construction.</p> <p>Riad Salamé demande « une solution de crise » face à la crise économique qui ressurgit violemment après la fermeture des banques. Les devises en dollars se font de plus en plus rares.</p>	<p>sait condamné mais joue la montre, en attendant un éventuel changement, ou essoufflement de la mobilisation.</p>	<p>se répand depuis l'aube. En signe de contestation, les miliciens chiites se dirigent vers le centre-ville et détruisent les tentes, faisant de nombreux accrochages et nombreux blessés. Beyrouth est en feu ce jour-là.</p> <p>Le soir, Saad Hariri annonce la démission de son gouvernement, se disant « dans une impasse ». Les manifestants fêteront cette décision jusqu'à tard dans la nuit.</p>	<p>réouverture. Les routes sont progressivement débloquées par l'armée.</p> <p>Les banques prévoient d'ouvrir leurs portes deux jours plus tard. On craint alors une fuite des capitaux, mais Riad Salamé refuse d'instaurer un contrôle des capitaux.</p>
<p><u>31 octobre</u></p> <p>La mobilisation, deux jours après la démission du</p>						

<p>gouvernement, doit se redéfinir.</p> <p>Michel Aoun déclare être en faveur d'un gouvernement choisi pour ses compétences. Le Hezbollah rejette cette offre.</p>						
	<p><u>01</u> <u>novembre</u></p> <p>Les banques rouvrent leurs portes. Chaque banque choisit de valider ou non les transactions</p> <p>Nasrallah déclare vouloir un gouvernement « du regain de la confiance du peuple » et non « un gouvernement d'ambassades ».</p>	<p><u>02</u> <u>novembre</u></p> <p>La mobilisation baisse en intensité dans le pays. Seule Tripoli continue sérieusement la révolte. Ainsi, de nombreux manifestants libanais se déplacent jusqu'à la place Al-Nour pour faire la révolution .</p>	<p><u>03</u> <u>novembre</u></p> <p>Des partisans du CPL (quelques milliers) se rassemblent à Baabda en soutien au Président Aoun. Plus tard dans la journée, Beyrouth est le théâtre d'une mobilisation massive, comme une réponse au CPL.</p>	<p><u>04</u> <u>novembre</u></p> <p>Entretien de 4 heures entre Saad Hariri et Gibran Bassil.</p> <p>La mobilisation opère d'importants coups à Beyrouth. Des routes ferment, rassemblements devant l'EDL, devant la Banque du Liban (qui demande aux banques d'augmen</p>	<p><u>05</u> <u>novembre</u></p> <p>La Chambre annonce le vote prochain, le 12 novembre, d'une série de lois socio-économiques, dont une loi d'amnistie générale.</p> <p>L'agence de notation Moody's dégrade la note du Liban, invoquant « la probabilité que le Liban procède à un rééchelonnement de</p>	<p><u>06</u> <u>novembre</u></p> <p>Les étudiants prennent la tête de la mobilisation, se questionnant sur l'intérêt de leurs diplômes dans ce pays.</p> <p>Le soir, des milliers de femmes chantent l'hymne national à Beyrouth, avant de taper leur colère sur des casseroles.</p> <p>Rencontre de Bassil</p>

				ter leurs fonds propres de 20%). Les étudiants relancent la mobilisation.	la dette ou toute autre opération de gestion de passif qui constitue un défaut ».	et Hariri. Encore une fois, rien ne ressort de cet entretien. Salamé déclare que « le Liban est dans une situation économique et financière à haut risque et n'a plus le luxe du temps ».
<u>07 novembre</u> À Tripoli, on arrache les portraits des Zaïms. Les habitants bloquent les bureaux du Ministère des Télécommunications, ainsi que de la compagnie Ogero, pour empêcher les fonctionnaires d'y entrer. Les avancées pour un nouveau gouvernement ne donnent rien.	<u>08 novembre</u> Résurgence juridique des poursuites pour corruption. Sleiman Haroun, président du syndicat des Hôpitaux privés, met en garde contre une « crise majeure » dans le secteur de la santé, en raison de la raréfaction du dollar.	<u>09 novembre</u> Aoun réunit quelques ministres, Salamé et Salim Sfeir (président de l'ABL). On y assure que l'argent des déposants sera préservé. Les mobilisations se font ressentir de plus en plus importantes	<u>10 novembre</u> Le patriarche maronite, le président du conseil supérieur chiite, le mufti de la république et le métropolitain grec-orthodoxe de Beyrouth appellent à la formation immédiate d'un nouveau cabinet, répondant aux attentes	<u>11 novembre</u> Berri annonce le report d'une semaine de la loi d'amnistie originelle prévue le lendemain, sous la pression de la rue. Nasrallah appelle la justice libanaise à combattre la corruption sans céder à aucune	<u>12 novembre</u> Michel Aoun assure que le prochain gouvernement sera un gouvernement technopolitique. La rue s'embrase, car elle demandait un gouvernement d'experts indépendants. Aoun appelle les mécontents à émigrer.	<u>13 novembre</u> Plusieurs routes sont bloquées à travers le pays, qui rend hommage aussi au manifestant tué. À Jal el Dib, un homme tire à la kalachnikov sur des manifestants, en blessant certains.

	Les banques annoncent leur fermeture lundi et samedi.	à travers le pays.	et espoirs du peuple. Dans la rue, on surnomme cette journée le « dimanche des déterminations ».	pression. Il se dit prêt au meilleur résultat pour le gouvernement. Salamé affirme que la livre libanaise est stabilisée, assure aussi qu'aucune politique de ponction sur les dépôts ou de contrôle des capitaux ne sera mise en place. Il juge les mesures des banques trop restrictives, trop conservatrices, en leur demandant d'utiliser des liquidités en dollars.	À Khaldé, dans la nuit, le manifestant Ala' Abou Fakhr est tué par un militaire, au niveau d'un barrage de la Thawra.	
<u>14 novembre</u>	<u>15 novembre</u>	<u>16 novembre</u>	<u>17 novembre</u>	<u>18 novembre</u>	<u>19 novembre</u>	<u>20 novembre</u>

<p>Départ de l'émissaire de Macron, Christophe Farnaud, qui constate les difficultés que le Liban traverse pour former un gouvernement, que la solution ne peut venir que des Libanais eux-mêmes.</p> <p>Le CDF, le CPL, Amal et le Hezbollah s'accordent sur le nom du riche Tripolite Mohammed Safadi pour conduire le prochain cabinet. La rue rejette immédiatement cette initiative.</p>	<p>Sur fonds de désaccords, la nomination de Safadi semble compromise.</p> <p>L'agence de notation modifie la note du Liban de B- à CCC, maintenant sa surveillance avec « implication négative ».</p>	<p>Journée de mobilisation marquée par « le bus de la révolution ». Le bus part du Akkar et doit s'arrêter à Saïda. Ils craignent d'être pris pour cible à Nabatiyeh.</p> <p>Safadi se retire de la course, se disant incapable de satisfaire les demandes des révolutionnaires. Il annonce soutenir la candidature de Hariri.</p>	<p>Les révolutionnaires descendent à nouveau dans les rues du pays.</p> <p>Melhem Khalaf, candidat de la société civile, est élu bâtonnier de l'ordre des avocats de Beyrouth. Il est le premier candidat indépendant à remporter une élection (élu au vote majoritaire à 2341 voix) face à des candidats politiquement affiliés.</p>			
<p><u>21 novembre</u></p>	<p><u>22 novembre</u></p> <p>Journée du 76^e anniversaire de l'indépendance du Liban. À Yarzé, certains leaders politiques se réunissent</p>	<p><u>23 novembre</u></p>	<p><u>24 novembre</u></p>	<p><u>25 novembre</u></p>	<p><u>26 novembre</u></p>	<p><u>27 novembre</u></p>

	<p>pour une cérémonie militaire jugée ridiculement minable. De leur côté, les Libanais fêtent l'indépendance en faisant défiler tous les corps de métiers. C'est une grosse journée de mobilisation.</p>					
<u>28 novembre</u>	<p><u>29 novembre</u></p> <p>Manifestations devant la Banque du Liban, visant à empêcher l'entrée aux employés, en réponse aux provocations récurrentes de Salamé.</p>	<u>30 novembre</u>				
	<u>1 décembre</u>	<u>2 décembre</u>	<p><u>3 décembre</u></p> <p>Le nom de Samir Khatib est proposé</p>	<u>4 décembre</u>	<u>5 décembre</u>	<u>6 décembre</u>

			<p>pour conduire le futur cabinet. Les Libanais descendent dans la rue pour contester cette nomination qui ne répond pas aux demandes des révolutionnaires</p> <p>Un révolutionnaire, incapable d'acheter un manouché à sa fille affamée après avoir perdu son emploi, se donne la mort à Aarsal. Ce suicide montre la détérioration des conditions de vie des Libanais.</p>			
<p><u>7 décembre</u></p> <p>Samir Khatib se désiste car le peuple ne veut pas de lui.</p>	<u>8 décembre</u>	<u>9 décembre</u>	<u>10 décembre</u>	<u>11 décembre</u>	<u>12 décembre</u>	<u>13 décembre</u>

Journée de manifestation contre le harcèlement sexuel. Le nom de Marwan Habib est utilisé pour contester les violences sexuelles.						
<u>14 décembre</u>	<u>15 décembre</u>	<u>16 décembre</u>	<u>17 décembre</u>	<u>18 décembre</u>	<u>19 décembre</u>	<u>20 décembre</u>
<u>21 décembre</u>	<u>22 décembre</u>	<u>23 décembre</u>	<u>24 décembre</u> Le gouvernement apprend que le tourisme a chuté de 80% au cours des deux derniers mois. Plus de 265 restaurants ont été contraints de fermer leurs portes sur cet espace de temps.	<u>25 décembre</u> Dîner de charité organisé pour les pauvres le jour de Noël.	<u>26 décembre</u>	<u>27 décembre</u>
<u>28 décembre</u>	<u>29 décembre</u>	<u>30 décembre</u>	<u>31 décembre</u>			
	<u>1 janvier</u>	<u>2 janvier</u>	<u>3 janvier</u>	<u>4 janvier</u>	<u>5 janvier</u>	<u>6 janvier</u>
<u>7 janvier</u>	<u>8 janvier</u>	<u>9 janvier</u>	<u>10 janvier</u>	<u>11 janvier</u>	<u>12 janvier</u>	<u>13 janvier</u>

<u>14 janvier</u>	<u>15 janvier</u>	<u>16 janvier</u>	<u>17 janvier</u>	<u>18 janvier</u>	<u>19 janvier</u>	<u>20 janvier</u>
<p>Après des semaines de calme relatif, les manifestations reprennent en masse. Les routes et autoroutes sont bloquées à Beyrouth, Tripoli, dans le Akkar, à Sidon et Zahlé.</p> <p>Échanges musclés entre les forces de sécurité libanaises et les manifestants devant la banque centrale.</p>				<p>Violents affrontements entre les manifestants et la police dans le quartier du Parlement. 377 personnes sont blessées, transportées vers les hôpitaux. Les avions se détournent de Beyrouth en raison des tirs incontrôlés.</p>	<p>Nouveaux heurts dans la capitale libanaise.</p>	
<u>21 janvier</u>	<u>22 janvier</u>	<u>23 janvier</u>	<u>24 janvier</u>	<u>25 janvier</u>	<u>26 janvier</u>	<u>27 janvier</u>
<p>Hassan Diab est nommé premier ministre. Cet ancien ministre de l'Éducation, assez discret, n'est pas le candidat idéal pour les révolutionnaires, mais l'est tout de même plus que les deux précédentes nominations.</p>		<p>Venue de Gibran Bassil au Forum International de Davos. La rue crie au scandale, les financements de ce déplacement étant flous.</p>				

Table des matières

Remerciements	3
Sommaire	4
Avant-Propos	5
Introduction	6
Une richesse historique sans égale dans la région	7
Tripoli et la malaise libanais	11
La chute globale de Tripoli	12
Le réveil révolutionnaire	15
Première partie : Marginalité nationale et préservation de l'identité de la Cité	17
Chapitre 1 : Le déclassé tripolite : constat de l'abandon national	17
A) Échec du développement de Tripoli au Liban	17
B) État de l'isolement tripolite à la veille de la révolution	18
C) L'espoir révolutionnaire des tripolitains face au déclassé	20
Chapitre 2 : Les relations entre Tripoli et sa région : de la méfiance à l'ouverture	20
A) L'inquiétude historique procurée par Tripoli à ses voisins	20
B) La région du Liban Nord dans la révolution	21
Chapitre 3 : La révolution à Tripoli : la défense d'une identité profondément libanaise	23
A) L'identité nationale à Tripoli face au confessionnalisme politique	23
B) Confrontation des identités arabes et libanaises	24
C) La quête tripolitaine d'une identité fédératrice	24
Seconde partie : Sociologie de la Cité et identité révolutionnaire des habitants	27
Chapitre 1 : L'identité sunnite au Liban : la déliquescence politique d'une communauté	27
A) Le vide identitaire sunnite depuis 1924	27
B) La recherche d'une incarnation nationale par les sunnites	29
C) Les sunnites et la révolution de 2019	30
Chapitre 2 : Tripoli, bastion sunnite libanais : état d'une conscience révolutionnaire	31
A) La conscience d'appartenance tripolitaine	31
B) L'inconscience révolutionnaire tripolitaine	33
Troisième partie : Misère endémique et espoir révolutionnaire du changement	36
Chapitre 1 : La pauvreté tripolitaine : misère globale et tentative révolutionnaire	36
A) État des conditions économiques et sociales de la Cité	36
B) Investissement révolutionnaire des plus démunis	38
Chapitre 2 : Pauvreté et limites révolutionnaires : le désengagement populaire	40
A) Entretien de la misère par le bourreau politique	40
B) La révolution tripolitaine des élites	42

Quatrième partie : Réflexions sur la révolution et ses enjeux à Tripoli	44
Chapitre 1 : Image, propagande et médias : le bousclement révolutionnaire	44
A) La guerre de l'image à Tripoli	44
B) La violence invisible de la révolution	46
Chapitre 2 : De la révolte à la révolution : émergence de l'identité nationale libanaise	48
A) Qualification de la révolution libanaise	48
B) Une idée de la nation depuis Tripoli	50
Conclusion	52
Bibliographie	54
Annexes	57
Table des matières	72